



# TABLEAU DE BORD DES INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

Janvier  
2023

Najlae EL ASSRI





# » Sommaire

## Note de Présentation

<b>1. Agrégats nationaux</b> .....	<b>3</b>
1.1. Evolution des structures économiques .....	3
1.2. Contribution des éléments de la demande finale à la croissance économique .....	3
1.3. Evolution du revenu national brut disponible et son affectation .....	4
<b>2. Echanges extérieurs</b> .....	<b>5</b>
2.1. Importations .....	6
2.2. Exportations.....	6
2.3. Balance des paiements .....	7
2.4. Position extérieure globale.....	9
<b>3. Compétitivité</b> .....	<b>9</b>
<b>4. Secteur financier</b> .....	<b>10</b>
4.1. Monnaie et crédits.....	10
4.2. Secteur bancaire .....	10
4.3. Bourse des valeurs .....	11
<b>5. Prix et taux d'intérêts</b> .....	<b>12</b>
5.1. Les prix .....	12

## » Note de Présentation

Le Maroc a engagé, depuis le début de la décennie 2000, des réformes structurelles visant à rehausser la trajectoire de développement du pays et à promouvoir la croissance dans tous les secteurs de l'économie marocaine. Couvrant une multitude de domaines, cette approche volontariste et ambitieuse d'implémentation des réformes a permis, dans l'ensemble, de consolider la résilience de l'économie nationale face aux chocs exogènes et de concrétiser des résultats encourageants.

Ainsi, malgré la succession des chocs exogènes, durant ces deux dernières décennies, l'économie marocaine a été marquée par le passage vers un nouveau palier de croissance avec une nette atténuation de la volatilité du PIB. La résilience du cadre macroéconomique vis-à-vis des chocs exogènes a été consolidée moyennant la diversification du tissu productif national, le relèvement du profil de spécialisation de la production au profit de nouveaux créneaux porteurs et l'insertion et la montée en gamme dans les chaînes de valeur mondiales.

Cette capacité de résilience, sans cesse renforcée de notre économie, trouve aussi ses fondements dans l'orientation de nos territoires sur la voie de la diversification économique et l'émergence d'écosystèmes intégrés.

Ces avancées positives ne devraient pas, toutefois, occulter l'acuité des défis et des enjeux actuels et futurs que notre pays est appelé à relever. Au rang des enjeux prioritaires figure le renforcement du capital humain érigé désormais, sous l'impulsion de Sa Majesté Le Roi, en priorité absolue de la Nation avec comme chantier phare la généralisation de la protection sociale et l'impulsion de la qualité du système éducatif et d'enseignement supérieur. En outre, le relèvement des capacités compétitives de l'économie nationale et la sécurisation de sa trajectoire de développement seraient tributaires du relèvement de trois enjeux cruciaux, à savoir l'eau et la sécurité alimentaire et énergétique.

Tenant compte de ce qui précède, cette nouvelle édition du tableau de bord a pour objectif de faire ressortir les tendances des principaux indicateurs de l'économie marocaine depuis 1990, à la lumière des différents travaux réalisés par la DEPF.

## 1. Agrégats nationaux



La croissance économique nationale s'est établie à +7,9% en 2021, tirée essentiellement par la consommation des ménages (+8,2%), la FBCF (+9,3%) et les exportations (+8,7%).

### 1.1. Evolution des structures économiques

Après une récession profonde en 2020 (-7,2%) sur fond des retombées de la crise sanitaire, l'année 2021 a été marquée par une reprise soutenue de l'activité économique avec un taux de croissance du PIB s'établissant à 7,9%. Ce rebond est le résultat d'une forte hausse de 17,8% de l'activité agricole, suite à une campagne agricole exceptionnelle, et d'un bon comportement des activités non agricoles (+6,6%). En moyenne, le taux de croissance de l'économie nationale durant la période 2015-2021 est de 2,3%.

Sur le plan sectoriel, la valeur ajoutée du secteur primaire, représentant 12,5% de la valeur ajoutée totale durant la période 2015-2021, a enregistré un taux de croissance annuel moyen de 2,8%. Ce secteur a connu une forte croissance de 17,6% en 2021 au lieu d'un repli de 7,1% réalisé en 2020. Cette évolution est due à la hausse de 17,8% de l'activité de l'agriculture au lieu d'une baisse de 8,1% et d'une croissance plus soutenue de la pêche de 12,7% en 2021 au lieu de 12,2% une année auparavant.

S'agissant de la valeur ajoutée du secteur secondaire, représentant 28,6% de la valeur ajoutée totale durant la période 2015-2021, elle a enregistré un taux de croissance annuel moyen de 2,2%, tiré principalement par l'industrie d'extraction ayant réalisé une progression de 2,8% et la branche électricité, gaz, eau, assainissement et déchets (+5,4%). En 2021, ce secteur a connu une augmentation de 6,8% après un recul de 5,2%. Ceci résulte de l'amélioration des valeurs ajoutées du bâtiment et travaux publics de 10,7% au lieu d'une baisse de 4,1% en 2020, de l'électricité, gaz, eau, assainissement et déchets de 6,5% au lieu d'une baisse de 1,3%, des industries manufacturières de 6,1% au lieu d'une baisse de 7,4% et des industries manufacturières de 6,1% au lieu d'une baisse de 7,4%.

En parallèle, le secteur tertiaire, qui représente 57,5% du total des valeurs ajoutées, a enregistré une croissance annuelle de 1,9% sur la période d'étude. En 2021, La valeur ajoutée de ce secteur a affiché une hausse de 6,4% après une baisse de 7,9% en 2020. Cette hausse a concerné quasiment l'ensemble des services, notamment l'hébergement et restauration, avec une croissance de 31,6% au lieu d'une forte baisse de 54,6%, les transports et entreposage (à hauteur de 15,2% au lieu d'un recul de 28,5%), le commerce et réparation véhicules (+7,9% au lieu d'un recul de 6,6%) et les services financiers et assurances (+4,6% au lieu de 0,6%).

Somme toute, Le secteur des services a contribué de 3,4 points à la croissance du PIB contre des contributions presque à parts égales entre les secteurs primaire et secondaire. Le secteur primaire, avec une performance exceptionnelle en 2021, a vu sa contribution au PIB se hisser à 1,9 point du PIB alors que le secteur secondaire a, pour sa part, vu sa contribution à la croissance du PIB s'établir à 1,8 point.

### 1.2. Contribution des éléments de la demande finale à la croissance économique

La demande intérieure a progressé de 9,1% en 2021 au lieu d'une baisse de 6,5% une année auparavant, contribuant ainsi pour 9,8 points à la croissance économique nationale au lieu d'une contribution négative de 7,1 points en 2020. Cette performance est à mettre, essentiellement, à l'actif des dépenses de consommation finale des ménages qui représentent 59,2% du PIB en moyenne entre 2015 et 2021 et qui restent le principal moteur de la croissance économique nationale. Cet agrégat a enregistré une hausse de près de 8,2% en 2021 au lieu d'une baisse de 5,6% en 2020 et sa contribution à la croissance a été portée à 4,8 points au lieu d'une contribution négative de 3,3 points en 2020.

Concernant la consommation finale des administrations publiques, qui représente 18,4% du PIB en moyenne entre 2015 et 2021, elle a affiché une hausse relativement modérée de 5,6% en 2021 contre une contre-performance de 0,5% en 2020. Sa contribution à la croissance s'est établie à 1,1 point au lieu d'une contribution négative de 0,1 point pour l'année précédente.

En deuxième position des contributeurs à la croissance se situent les exportations de biens et services qui ont réalisé une hausse de 8,7% en 2021 avec une contribution de 2,7 points au PIB au lieu d'une contribution négative de 5,1 points une année passée. Cette contribution a été, toutefois, complètement absorbée par la contribution négative des importations (-4,5%), ce qui s'est traduit par une contribution négative des échanges extérieurs à la croissance de l'ordre de 1,8 point contre une destruction de croissance moins importante en 2020 de l'ordre de 0,1 point.

De son côté, la formation brute de capital fixe a réalisé une bonne performance de 9,3% en 2021. Grâce à ce dynamisme, sa contribution à la croissance économique ressort à 2,4 points. En somme, la contribution de l'investissement brut (FBCF augmenté des variations des stocks) ressort à 3,8 points au lieu d'une contribution négative de 3,6 points en 2020.

En 2021, le taux d'investissement a atteint 31,1%, en augmentation de 2,3 points par rapport à 2020. Cette hausse s'explique à la fois par la hausse de la part de la FBCF dans le PIB de 26,2% à 27% et de celle de la variation des stocks de 2,4% à 3,9%. En parallèle, compte tenu de la hausse de 10,8% de la consommation finale nationale en valeur au lieu d'une baisse de 5,5% enregistrée une année auparavant, le taux d'épargne a connu une hausse de 1,2 point pour s'établir à 28,8% en 2021.

Par produit, la structure de l'investissement s'est caractérisée par une consolidation de la FBCF en produits du BTP et en produits de l'industrie, maintenant leurs parts respectivement autour de 51,9% et de 34,9% en moyenne durant la période 2015-2021 contre 11,2% pour la FBCF en produits des services et 2% en produits de l'agriculture, chasse et services annexes.

### 1.3. Evolution du revenu national brut disponible et son affectation

Le revenu national brut disponible a enregistré une hausse importante de l'ordre de 12,2% au lieu d'un repli de 5,5% en 2020 pour se hisser à 1.372 milliards de DH. Cette évolution est le résultat de la forte progression du PIB nominal de 11,4% au lieu d'une baisse de 7,1% l'année passée et de la hausse de 24,8% des revenus nets reçus du reste du monde. Par conséquent, la part des transferts courants nets en provenance de l'extérieur dans le revenu national brut disponible a augmenté de 6,6% en 2020 à 7,7% en 2021.

S'agissant du taux d'épargne nationale brute<sup>1</sup>, son niveau s'est amélioré de 0,9 point pour passer de 26% en 2020 à 26,9% en 2021 au détriment de la propension du revenu national brut disponible destinée à la consommation des Administrations publiques (-0,9 point), qui a atteint 17,4% en 2021.

En effet, l'augmentation des recettes fiscales en lien avec la reprise de l'activité économique a permis d'améliorer la part de l'épargne de l'Etat<sup>2</sup> dans l'épargne nationale brute de 1,8 point, passant de 5,9% en 2020 à 7,5% en 2021. Quant à l'épargne extérieure, son apport à l'épargne nationale brute a été amélioré de 1,6 point en 2021 pour se situer à 23,7%.

En somme, compte tenu du taux d'investissement brut<sup>3</sup> qui se situe à 31,1% du PIB au lieu de 28,8% l'année antérieure, le besoin de financement de l'économie nationale s'est dégradé, passant de 1,2% du PIB en 2020 à 2,3% en 2021. Toutefois, ce niveau demeure assez modéré en comparaison avec la moyenne de la période 2014-2019 qui est de 3,8%.

## 2. Echanges extérieurs



**Dans un contexte économique international entaché d'incertitudes, les échanges commerciaux du Maroc se sont soldés par un creusement du déficit commercial. Néanmoins, les autres flux financiers tels que les recettes voyages, les transferts des MRE et les recettes des IDE ont connu un net rebond à fin octobre 2022.**

Le déficit commercial s'est amélioré entre 2010-2014 et 2015-2021, passant de 19,9% à 15,9% du PIB, en lien avec la progression de la valeur moyenne des exportations de 84,4 milliards de dirhams contre 85,7 milliards de dirhams pour les importations entre les deux périodes. La dynamique positive des exportations a été portée par les produits finis de consommation (+33,2 milliards de dirhams), les produits finis d'équipement industriel (+22,1 milliards de dirhams) et les produits d'alimentation, boissons et tabacs (+21,2 milliards de dirhams). Celle des importations a été tirée, essentiellement, par les produits finis d'équipement industriel (+39,9 milliards de dirhams), les produits finis de consommation (+35,7 milliards de dirhams) et les demi-produits (+22,2 milliards de dirhams).

Quant au taux de couverture des importations par les exportations, celui-ci a augmenté de 50,2% à 62,3% entre 2009 et 2021. Cette situation est le résultat du rythme de croissance des importations (6%) inférieur de 3,3 points au taux de croissance des exportations (9,3%) durant la période 2010-2021.

Par groupement d'utilisation, le taux moyen de couverture de la balance alimentaire s'est amélioré, passant de 82,7% à 110,3% entre les deux périodes, soit un gain de près de 27,6 points. Le taux de couverture de la balance des produits finis de consommation est passé de 68,5% à 77% en moyenne. De même pour la balance des produits finis d'équipement, son taux de couverture s'est amélioré pour passer de 38,3% à 44,5% entre temps.

<sup>1</sup>L'épargne nationale brute en pourcentage du revenu national brut disponible.

<sup>2</sup>L'épargne de l'Etat est le solde ordinaire.

<sup>3</sup>FBCF, variation des stocks et acquisition nette d'objets de valeur

En termes de structure géographique, l'Union Européenne<sup>1</sup> demeure le premier partenaire commercial du Maroc, absorbant 63,5% de ses exportations et son premier fournisseur avec une part moyenne de 52% de ses importations totales entre 2010 et 2021. Cette zone a été à l'origine de 74,2% des recettes de voyages, de 72,1% des recettes des marocains résidants à l'étranger et de 61,3% des investissements directs étrangers destinés au Royaume. L'Espagne et la France constituent les principaux partenaires du Maroc avec des parts respectives de 17,9% et 14,3% en 2021, contre 12,7% et 17,9% respectivement en 2010. La demande étrangère adressée au Maroc dépend, par conséquent, de la conjoncture économique de ces deux pays.

### Importations<sup>2</sup>

La répartition des importations par groupement d'utilisation, sur la période 2015-2021, révèle qu'elles sont composées, essentiellement, des produits finis d'équipement industriel (24,2%), des produits finis de consommation (22,9%), des demi-produits (21,8%), des énergies et lubrifiants (15,1%) suivis par les produits alimentaires (10,5%).

Cette répartition a été essentiellement marquée, entre 2010-2014 et 2015-2021, par le renforcement de la part des produits finis d'équipement industriel dans les importations totales de 5,3 points et celle des produits finis de consommation de 4,4 points et dans une moindre mesure de celle des demi-produits d'un point. En contrepartie, le poids des énergies et lubrifiants, des produits alimentaires et des produits bruts ont baissé, respectivement, de 10,2 points, de 5,8 points et de 0,5 point.

Par fournisseur, l'Union Européenne reste le premier partenaire du Maroc. Sa part s'est hissée à 51,8% durant la période 2015-2021 contre 47,2% pour 2010-2014. Cette hausse a concerné, essentiellement, les importations en provenance de l'Espagne, dont la part s'est améliorée de 12,5% à 15,6%. Par nature de produits, les importations en provenance de l'UE sont prédominées par les produits d'équipement industriel (59%), les demi-produits (58%) et les produits finis de consommation (56%) en moyenne entre 2010 et 2021.

Parallèlement, d'autres pays ont renforcé leurs positions sur le marché marocain, notamment la Chine (10,1% entre 2015 et 2021 contre 7,1% entre 2010 et 2014) et la Turquie (4,9% contre 2,9%). Par ailleurs, la France a vu sa part dans les importations marocaines diminuer pour passer de 13,4% durant la période 2010-2014 à 12% durant la période 2015-2021. La Fédération de la Russie, l'Arabie Saoudite et la région MENA<sup>3</sup> ont également vu leurs parts dans les importations baisser respectivement de 4,4% à 3,1%, de 6,1% à 2,3% et de 14,5% à 7,6% entre les mêmes périodes.

### Exportations<sup>4</sup>

La structure des exportations par groupement d'utilisation, en moyenne entre 2015 et 2021, montre qu'elles sont composées, principalement, des produits finis de consommation (30,1%), des demi-

---

<sup>1</sup>Union Européenne à 27 pays.

<sup>2</sup>Y compris les admissions temporaires sans paiement (AT).

<sup>3</sup> Classification de la banque mondiale intégrant la Cisjordanie, Gaza et Malte et excluant la Mauritanie, la Somalie, et le Soudan

<sup>4</sup>Y compris les admissions temporaires sans paiement (AT).



produits (22,6%), des produits alimentaires (19,8%), des produits finis d'équipement industriel (18,7%), suivis par les produits bruts d'origine minérale (5,4%).

Cette structure a été principalement marquée, entre les périodes 2010-2014 et 2015-2021, par la baisse de la part des demi-produits de 4,6 points, passant de 27,2% à 22,6%, comportant un recul des livraisons de l'acide phosphorique de 7,9% à 5,2% et une progression de celle des engrais naturels et chimiques de 9,6% à 11,2%. Les produits bruts d'origine minérale ont, également, vu leur part se contracter de 3,7 points pour se situer à 5,4%, faisant suite, notamment, au recul de la part du phosphate la roche de 5,8% à 3,1%.

Par ailleurs, la part des produits finis de consommation s'est renforcée de 4,4 points, parallèlement à la consolidation de celle des produits finis d'équipement industriel de 3,5 points. Les produits alimentaires ont, également, vu leur part s'apprécier de 2,5 points, s'élevant, désormais, à 19,8% des exportations totales.

Par secteur, Les trois industries marocaines les plus intégrées dans les chaînes de valeur mondiales (CVM), sont « les produits informatiques, appareils électroniques et optiques », « la construction automobile » et « fabrication d'autres équipements de transport et le textile et habillement ». Elles enregistrent les plus hauts niveaux de valeur ajoutée étrangère dans les exportations nationales, soit 60,5%, 51% et 50% respectivement en moyenne sur la période 2011-2018.

Par destination, la part de l'Union Européenne dans les exportations totales a augmenté de 5,4 points, passant en moyenne de 57,1% à 62,6%. Cette tendance résulte de la progression nette du poids de l'Espagne, qui s'est amélioré de 4,6 points, passant de 18,6% à 23,2%, et dans une moindre mesure de la part de l'Italie de 0,4 point, passant de 4,1% à 4,4%.

Parallèlement, une augmentation sensible a été enregistrée au niveau des exportations vers les pays de l'Afrique subsaharienne, qui a vu sa part dans les exportations totales du Maroc augmenter de 0,8 point pour s'établir à 6,7% durant la période 2015-2021. Entre temps, la part des marchandises marocaines destinées au marché de l'Amérique du Sud a baissé de 1,3 points pour s'établir à 5,1%.

## 2.1. Balance des paiements

Dans le contexte de la reprise de l'activité économique après la crise sanitaire qui a marqué l'année 2020, le volume des transactions courantes se situe à 1.111,3 milliards de dirhams en hausse de 21,6%, soit +197,8 milliards de dirhams en 2021. Cette tendance résulte de l'effet combiné de l'augmentation des recettes courantes (+91 milliards de dirhams) et des dépenses courantes (+106,7 milliards de dirhams).

Ainsi, la balance des paiements au titre de l'année 2021 fait ressortir une aggravation du déficit du compte des transactions courantes qui a plus que doublé, s'établissant à -29,1 milliards de dirhams contre -13,4 milliards de dirhams en 2020. Ce niveau marque un allègement comparé aux déficits enregistrés au cours de la période 2016-2019.

Cette évolution s'explique d'une part, par la hausse des déficits enregistrés au titre des échanges de biens à concurrence de 31,3 milliards de dirhams et celui des revenus primaires de 6,7 milliards de dirhams et d'autre part, par le repli de l'excédent des services de 1,2 milliards de dirhams. Ces évolutions sont

partiellement contrebalancées par la hausse de l'excédent des revenus secondaires (constitué à hauteur de 90% par les recettes MRE) de 23,5 milliards de dirhams.

S'agissant du solde du compte financier, il dégagne un besoin de financement de 20,9 milliards de dirhams en 2021 contre un excédent de 2,9 milliards de dirhams en 2020. Ce niveau de besoin reste en deçà de celui enregistré en 2019 (32 milliards de dirhams).

L'évolution du solde du compte financier fait suite, essentiellement, à la baisse du solde excédentaire des avoirs de réserve de 56 milliards de dirhams (13,7 milliards de dirhams en 2021 contre 69,7 milliards de dirhams en 2020), atténuée toutefois, par la hausse du solde des investissements de portefeuille (+23,9 milliards de dirhams) et l'amélioration du solde débiteur des autres investissements (+15 milliards de dirhams). De leur côté, les investissements directs enregistrent un solde déficitaire en hausse de 5,7 milliards de dirhams.

Les recettes issues des investissements directs étrangers (IDE) ont atteint 31,9 milliards de dirhams en 2021 contre 26 milliards de dirhams une année auparavant, soit une hausse de 22,7% ou +5,9 milliards de dirhams. Ces IDE, représentant 3% du PIB durant la période 2015-2021, placent le Maroc parmi les destinations les plus privilégiées de l'Afrique.

S'agissant de la répartition par pays, la France est le premier investisseur au Maroc, avec une part moyenne de recettes de 26,2% entre 2015 et 2021 contre 40,1% entre 2010 et 2014. Entre ces deux périodes, d'autres pays ont consolidé leurs parts des investissements destinés au Maroc, tels que le Royaume-Uni (6,4% en 2015-2021 contre 4,3% en 2010-2014), les Etats-Unis (5,8% contre 4,9%), Luxembourg (4,1% contre 1,8%) et les Pays Bas (4% contre 2,3%).

Par secteur, l'industrie et l'immobilier constituent les secteurs les plus attractifs de l'économie nationale durant la période 2015-2021, représentant 25,5% et 23,7% respectivement du total des IDE reçus par le Maroc. Ils sont suivis des secteurs du commerce (8,4%), des assurances (6,2%), de l'énergie et des mines (5,4%), du tourisme (5,1%) et des transports (4,4%).

De leur côté, les investissements directs marocains à l'étranger (IDME) se sont situés à 18,2 milliards de dirhams en 2021, soit le plus haut niveau atteint au titre des cinq dernières années, affichant une hausse de 10,6 milliards de dirhams par rapport à 2020. Cet effet accélérateur sur les investissements marocains à l'étranger est dû aux facilités opérées depuis le début des années 2000 au niveau de la réglementation des changes.

Les IDME sont réalisés principalement dans le secteur bancaire, le secteur industriel et les télécommunications constituant respectivement 33% du total des IDME durant la période 2015-2021 contre 35,5% durant la période 2010-2014, 25,5% contre 9,1% et 14,5% contre 13,6%.

Les principaux pays de destination des dépenses des IDME sont la France (20% du total des IDME durant la période 2015-2021 contre 23,9% durant la période 2010-2014), la Côte d'Ivoire (17,2% contre 14,7%), et l'Egypte (8,7% contre 1,5%).

Par région, l'Afrique constitue la principale destination des investissements directs marocains à l'étranger avec une part de 58,1% en 2021 contre 58,5% en 2020 et 57,7% en 2019.

## 2.2. Position extérieure globale<sup>1</sup>

Dans un contexte marqué par la reprise de l'activité économique post-covid19, la position extérieure globale, qui représente le patrimoine net du Maroc vis-à-vis du reste du monde, affiche une situation nette débitrice de 771,3 milliards de dirhams à fin 2021, soit une hausse de 43,4 milliards de dirhams par rapport à fin 2020. Ce solde s'est amplifiée de 6,4% en moyenne annuelle depuis 2010 représentant ainsi -60,1% du PIB en 2021 contre -49,6% du PIB en 2010.

Ce résultat s'explique, principalement, par la baisse du solde des Investissements directs de 4,9% ou -247,2 milliards de dirhams se situant à -607 milliards de dirhams en 2021 contre -360,7 milliards de dirhams en 2010, ainsi que par la dégradation du solde des autres investissements de 5,6% ou -169,3 milliards de dirhams, atténuée par la hausse du solde des avoirs de réserve de 133,5 milliards de dirhams.

Les investissements de portefeuille, quant à eux, affichent un solde déficitaire en baisse de 99,5 milliards de dirhams (-16,9%) au cours de la même période.

En termes de structure, les avoirs de réserve représentent la part la plus importante dans le total des avoirs, soit 67,1% en moyenne entre 2010 et 2021. Par ailleurs, les engagements extérieurs du Maroc sont caractérisés par une prédominance des éléments à caractère stable à hauteur de 90%, notamment le stock des investissements directs (53,9%) et l'endettement à moyen et long termes (37%).

## 3. Compétitivité



**Des améliorations notables ont été observées au niveau de la compétitivité du Maroc, tant sur le plan quantitatif que qualitatif, comme le montre la progression continue de la part de marché du Maroc, l'amélioration du contenu technologique des exportations nationales, l'extension de l'offre exportable marocaine vers de nouveaux marchés et le positionnement favorable du Maroc dans les chaînes de valeur mondiales.**

La part de marché mondial détenue par notre pays s'est inscrite dans une tendance haussière à partir de 2013, pour atteindre son niveau le plus élevé (0,164%) en 2021 en lien, notamment, avec la progression encourageante des exportations des métiers mondiaux du Maroc, dont le secteur automobile, l'aéronautique et l'électronique, mais, également, en raison du bon comportement des secteurs traditionnels (textile et cuir, agriculture et agro-alimentaire).

De même, l'indice de diversification-marché<sup>2</sup> s'est inscrit dans une tendance haussière, passant de 0,665 en 2000 à 0,736 en 2021 et le nombre de marchés d'exportation a atteint 194 en 2019. La part de l'Union Européenne a connu une baisse, passant de 75,8% des exportations globales du Maroc en 2000 à 62,6% en 2021.

<sup>1</sup>La position extérieure globale retrace les stocks des avoirs et des engagements financiers à l'égard du reste du monde.

<sup>2</sup> Calculé par la DEPF

En comparaison avec les performances des pays émergents sur le marché mondial, la Turquie, la Roumanie et la Malaisie ont consolidé leurs parts de marché entre 2010 et 2021, passant de 0,744% à 1,011%, de 0,324% à 0,392% et de 0,298% à 0,342% respectivement. Par ailleurs, les pays tels que le Brésil, l'Afrique du Sud et la Tunisie ont vu leurs parts de marché baisser de 6 points, de 4 points et 3 points de base, respectivement.

Sur le registre de la demande étrangère adressée au Maroc en volume, elle a connu une progression continue au cours des deux dernières décennies avec un taux de croissance annuel moyen de l'ordre de 3,5% nettement affaiblie en raison de la crise financière de 2008 et la crise sanitaire de Covid-19. Le rythme de croissance de la demande mondiale adressée au Maroc aurait continué à s'améliorer lors de l'année 2022 (5%) et de l'année 2023 (2,3%) mais à un rythme moins soutenu que l'année 2021 (10,4%).

## 4. Secteur financier



**Dans un contexte marqué par l'amélioration des fondamentaux économiques, le marché financier a réalisé des acquis importants en 2021. Les flux financiers, qui transigent ce compartiment pour irriguer l'économie des moyens de financement nécessaires, ont connu des évolutions positives.**

### 4.1. Monnaie et crédits

Le taux de liquidité totale de l'économie s'est nettement amélioré, passant de 149,2% durant la période 2010-2014 à 174% durant la période 2015-2021, bien au-delà du minimum réglementaire de 100%, suite à la hausse conjointe de la masse monétaire et des placements liquides, ce qui a permis d'améliorer les conditions de financement de l'économie dans son ensemble.

De même, les avoirs officiels de réserve se sont hissés à 7,1 mois d'importation de marchandises en moyenne durant la période 2015-2021 contre 5,4 mois d'importation durant la période 2010-2014 et ce, grâce, essentiellement, aux flux importants des IDE, aux transferts des MRE et aux recettes touristiques. En 2012 et 2013, ces avoirs ont atteint un niveau alarmant de 4,5 et 4,8 mois d'importation suite au tarissement des ressources d'approvisionnement en devises et au creusement du déficit commercial.

De leur côté, les créances sur l'économie en pourcentage du PIB ont nettement progressé pour représenter 91,6% du PIB en 2021 contre 84,2% en 2010. Cette amélioration est le résultat de l'amplification du rythme haussier des crédits accordés aux entreprises et aux particuliers (crédits immobiliers, crédits à la consommation et les créances diverses sur la clientèle), et des concours aux sociétés de financement.

### 4.2. Secteur bancaire

Accompagnant l'effort de Bank Al-Maghrib pour soutenir le tissu productif national, les banques ont accordé un total de crédits d'environ 984,9 milliards de dirhams en 2021 contre 621 milliards en 2010, marquant un taux de progression annuel moyen de 4,6% durant la période 2010-2021. Rapportés au PIB, les crédits bancaires ont représenté 76,7% en 2021 contre 73,2% en 2010. Cette hausse provient essentiellement de la contribution positive de quatre composantes, à savoir : la hausse de 4,5% des crédits

immobiliers, de 4,4% des crédits de trésorerie et des créances diverses sur la clientèle et de 5,3% des crédits à la consommation.

La structure des crédits fait ressortir une baisse des parts des crédits aux promoteurs immobiliers et des crédits à l'équipement dans le total des crédits bancaires de 4,6 points, 4,5 points respectivement entre 2010 et 2021 pour se situer à 5,7% et 17,2%. Parallèlement, les crédits à l'habitat ont enregistré une forte progression avec un taux de croissance annuel moyen de l'ordre de 6,5% durant la période 2010-2021. Par conséquent, le poids de ces crédits dans le total des crédits bancaires s'est amélioré, passant de 19,9% en 2010 à 23,6% en 2021, en raison des mesures d'encouragement à l'acquisition de logements et la baisse des taux d'intérêt. Entre temps, la part relative aux crédits destinés à la consommation s'est hissée à 5,6% en 2021 contre 5,2% en 2010.

Somme toute, le secteur bancaire continue d'afficher des fondamentaux solides en matière de solvabilité et de liquidité. Les ratios demeurent stables avec un ratio moyen de solvabilité de 15,8% et un ratio moyen de fonds propres de 12% à fin 2021, soient des niveaux supérieurs aux minima réglementaires de 12% et de 9% respectivement. S'agissant de la qualité des actifs bancaires, appréciée à travers le poids des créances en souffrance dans le total des crédits accordés, ce ratio s'est hissé à 8,6% en 2021 contre 4,8% en 2010 et ce, malgré les mesures de soutien aux entreprises et aux ménages.

### 4.3. Bourse des valeurs

En 2021, les indicateurs de la Bourse de Casablanca ont affiché une évolution notable, favorisée par la poursuite du redressement de l'activité économique, les réalisations positives des sociétés cotées, le redressement des perspectives de croissance ainsi que le maintien du faible niveau des taux de l'obligataire.

S'agissant des indices boursiers MASI et MSI20, ceux-ci ont clôturé l'année 2021 avec des performances annuelles cumulées positives, atteignant respectivement 18,35% à 13.358 points et 17,4% à 1.086 points. En moyenne, le taux de croissance annuel du MASI est de 4,2% durant la période 2015-2021, contre une contre-performance annuelle de -1,4% pour la période 2010-2014.

De sa part, la capitalisation boursière s'est appréciée de plus de 105,8 milliards de dirhams en 2021, ou 18% par rapport à son niveau enregistré à fin décembre 2020, atteignant 690,7 milliards de dirhams, soit l'équivalent de 53,8% du PIB contre 50,8% en 2020. En moyenne, le rythme de croissance de la capitalisation boursière durant la période 2015-2021 est de 4,5% contre -0,8% durant la période 2010-2014. Son poids dans le PIB a baissé pour atteindre 50,6% durant la période 2015-2021 contre 53,5% durant la période 2010-2014.

En substance, la capitalisation de la bourse marocaine se caractérise par une forte concentration par secteur et par taille des sociétés cotées. En effet, la capitalisation des cinq premières valeurs représente plus de 54% de la capitalisation boursière totale en 2021. Cette concentration est observée également au niveau du volume des transactions. En 2021, la structure du marché central indique la prédominance des mêmes secteurs animant le marché boursier. Il s'agit, notamment, du secteur bancaire qui monopolise 31% du volume total des transactions à 12,5 milliards de dirhams, suivi du secteur du Bâtiment et Matériaux de Construction (19%) et celui des Télécommunications (9%). Parallèlement, sur le marché de

bloc, le secteur bancaire et celui de « Services de transport » ont échangé 12,3 milliards de dirhams et 5,3 milliards de dirhams, respectivement, soit l'équivalent de 53% et 23% du volume total échangé en 2021.

Le ratio de liquidité, au niveau de la bourse de Casablanca, se trouve très faible par rapport à sa taille et ce, en raison de la faible dynamique des volumes et des introductions en bourse depuis 2008. En effet, le ratio de liquidité s'est établi à 8,79% après 9,71% en 2020. Ce niveau s'explique par l'atonie des introductions en Bourse et de la faiblesse du facteur flottant. Ce dernier élément s'explique par la prédominance des parts stratégiques détenues par des actionnaires stables qui limite le nombre de titres susceptibles, à court terme, d'être échangés en bourse. Cette liquidité est d'autant plus faible en comparaison avec celle d'autres places boursières de pays émergents en l'occurrence l'Afrique du Sud, l'Egypte, le Brésil et la Turquie.

Quant à la valorisation boursière, représentée par le ratio cours/ bénéfices (PER), elle s'est située, en 2021, à près de 27 contre 22,9 en Tunisie, 18,2 en Afrique du Sud, 5,3 en Turquie et 8,5 en Egypte. La comparaison du PER de la bourse de Casablanca à celui des autres pays conclue à une survalorisation du marché et à la cherté de la bourse avec un PER au-dessus de la moyenne enregistrée au niveau des bourses émergentes.

## 5. Prix et taux d'intérêts



**Inflation élevée, impulsée par sa composante importée.**

### 5.1. Les prix

Au cours des deux dernières décennies, le taux d'inflation des biens de consommation au Maroc a oscillé entre 0,2% et 3,7%. À partir de la fin de l'année 2021, les prix à la consommation ont évolué à un rythme jamais atteint depuis 2008, affichant une hausse, en variation annuelle, de 6,6% à fin décembre 2022, après +1,4% un an auparavant. Cette dernière a été tirée par la hausse des prix des produits alimentaires et dans une moindre mesure par le renchérissement des coûts de transport. Ces derniers expliquent aussi en partie la hausse des prix des produits alimentaires. Une autre partie s'explique par la hausse des prix des produits alimentaires au niveau mondial.

Concernant le prix à la production qui sert à mesurer l'évolution relative des prix au stade de la sortie des usines, celui relatif à la distribution d'électricité a affiché un taux de croissance annuel de 1,8% durant la période 2015-2021 contre 0,3% durant 2010-2014. Cette accélération des prix est en lien avec la révision des tarifs de l'électricité à la hausse qui a été appliquée et échelonnée sur 4 ans, dans le cadre du contrat-programme Etat / ONEE 2014 – 2017.

Parallèlement, le rythme de croissance des prix à la production du secteur minier est en baisse de 0,4 point, passant de 0,3% en moyenne durant la période 2010-2014 à -0,1% durant la période 2015-2021.

Toutefois, l'indice des prix à la production des industries manufacturières hors raffinage de pétrole s'est bien ressaisi en 2021. Il a, en effet, affiché une progression de 4,3% par rapport à 2020, après une baisse de 1,2% une année auparavant. La progression observée due essentiellement aux industries alimentaires (+5,5%), à la fabrication de textiles (+4,4%), à l'industrie chimique (+10,1%), à la métallurgie (+17,8%), et à la fabrication d'équipements électriques (+4,7%).

## 5.2. Taux d'intérêt

Le taux sur le marché interbancaire se maintient en évolution stable depuis le mois de juin 2020, aligné sur le taux directeur à 1,50% et ce, après 1,79% en 2020 et 2,28% en 2019.

De même, le taux d'intérêt des comptes sur carnet s'établissait à 1,27% au premier semestre et 1,03% au deuxième semestre 2021 contre 1,8% en 2020 et 1,9% en 2019. Cette baisse est expliquée par l'importante baisse du taux directeur opérée en 2020 pour faire face à la crise pandémique qui a tiré vers le bas les taux des bons du Trésor de maturités courtes.

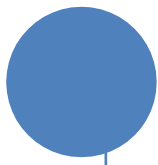
Quant aux taux de rémunération des dépôts, ils ont maintenu une tendance baissière depuis 2015. D'une période à l'autre, les taux de rémunération des dépôts à 6 mois se sont réduits de 3,46% à 2,78% et de 3,80% à 3,09% pour les dépôts à 12 mois.

Les conditions monétaires à fin 2021 ont été marquées par un repli du taux débiteur global qui s'est établi en moyenne à 4,39% contre 4,55% un an auparavant, s'inscrivant ainsi dans la tendance baissière observée sur les quatre dernières années. Ce recul concerne principalement les taux applicables aux crédits immobiliers et aux comptes débiteurs et crédits de trésorerie.

Concernant les taux débiteurs, les données de la période 2015-2021 indiquent une poursuite de la tendance baissière avec un recul de 116 points de base par rapport à la période 2010-2014 pour les taux globaux, soit 130 points de base pour les comptes débiteurs et crédits de trésorerie, 116 points de base pour les crédits à l'équipement, 92 points de base pour les crédits immobiliers et 63 points de base pour les crédits à la consommation.

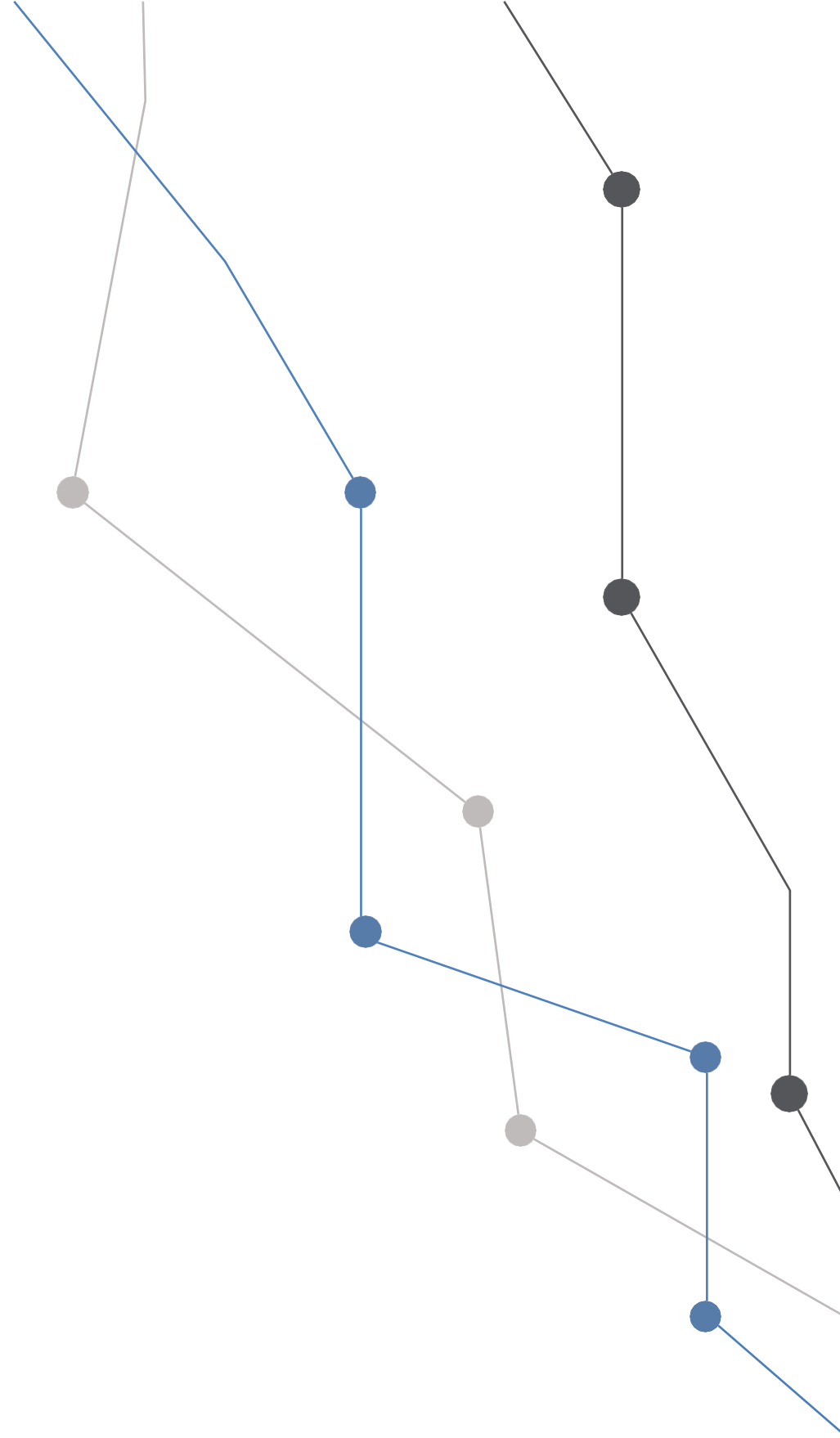






# Principaux indicateurs

## Macro-économiques





**Synthèse des principaux indicateurs macroéconomiques**

<b>Comptabilité nationale</b>	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Taux de croissance économique nationale (En %)									4,3	0,5	5,1	3,1	2,9	-7,2	7,9
Croissance du PIB agricole									14,3	-19,7	21,5	5,6	-5,0	-8,1	17,8
Croissance du PIB non agricole									3,3	3,1	3,3	2,8	3,8	-7,1	6,8
Taux d'investissement brut (FBCF+VS en % du PIB)								30,8	30,2	32,0	31,7	32,1	30,6	28,8	31,1
Épargne nationale brute en % du PIB								25,3	28,2	28,2	28,5	27,3	27,2	27,6	28,8
Capacité (+) ou besoin de financement (-) en % du PIB								-5,5	-2,0	-3,8	-3,2	-4,9	-3,4	-1,2	-2,3
Taux d'ouverture de l'économie (biens et services)(X+M/PIB)								71,9	67,3	71,1	74,2	77,3	76,0	68,8	75,0
Consommation finale intérieure en % du PIB								80,9	77,1	77,7	77,3	77,5	77,2	78,5	78,0
Consommation finale des ménages (I) en % du PIB								61,7	59,0	59,3	59,3	59,5	59,0	59,1	59,5

(1) Y compris la consommation des ISBL

**Echanges extérieurs**

Taux de croissance des exportations (En %)	12,1	24,1	-27,4	32,4	17,0	5,7	0,3	8,3	8,6	3,5	10,3	10,7	3,3	-7,5	25,2
Part du Groupe OCP dans les exportations (En %)	17,8	33,0	16,0	24,0	27,7	26,2	20,1	19,1	20,4	17,5	17,8	18,9	17,2	19,3	24,4
Taux de croissance des importations (En %)	24,1	24,8	-19,0	12,9	20,1	8,2	-0,8	2,0	-4,9	10,3	6,7	9,9	2,0	-13,9	25,0
Part de l'énergie et lubrifiants dans les importations (En %)	20,7	22,3	20,5	23,0	25,3	27,6	26,7	23,7	17,8	13,3	15,9	17,1	15,5	11,8	14,3
Part du blé dans les importations (En %)	3,6	3,8	2,1	2,5	3,3	3,1	2,1	3,3	2,3	3,1	1,9	1,9	1,9	3,2	2,7
Facture énergétique en % du PIB	8,3	10,1	7,2	8,7	11,0	12,6	11,4	9,3	6,1	5,0	6,1	6,9	6,2	4,3	5,9
Facture énergétique en % des exportations	43,0	46,7	47,9	45,8	51,6	57,7	55,2	46,2	30,4	24,2	27,9	29,9	26,8	19,0	23,0
Taux de couverture de marchandises (En %)	48,0	47,8	42,8	50,2	48,9	47,8	48,3	51,3	58,6	55,0	56,8	57,2	57,9	62,2	62,3
Solde commercial de biens et services en % du PIB	-9,3	-13,9	-11,7	-10,6	-13,8	-15,1	-14,6	-11,4	-7,2	-9,6	-8,9	-9,5	-7,8	-7,3	-9,1
Solde des biens en % du PIB	-21,0	-23,8	-20,2	-18,9	-22,3	-23,8	-22,1	-19,0	-14,3	-16,9	-16,5	-17,2	-16,7	-13,9	-15,5
Recettes voyages en % du PIB	9,1	7,7	7,1	7,2	7,2	6,8	6,4	6,2	5,7	5,9	6,3	6,1	6,4	3,2	2,7
Solde du compte courant en % du PIB	-0,1	-5,0	-5,3	-4,4	-7,9	-9,5	-7,9	-5,5	-2,0	-3,8	-3,2	-4,9	-3,4	-1,2	-2,3

**Monnaie, bourse et prix**

Taux de croissance de M3 (En %)	17,5	13,3	7,0	4,2	6,4	4,5	3,1	6,2	5,7	4,7	5,5	4,1	3,8	8,4	5,1
Avoirs extérieurs nets en mois d'importations de marchandises	8,8	6,8	8,4	8,0	5,8	4,5	4,8	5,6	7,3	7,4	6,7	5,8	6,2	9,1	7,5
Taux de croissance de l'indice de la bourse MASI (En %)	33,9	-13,5	-4,9	21,2	-12,9	-15,1	-2,6	5,6	-7,2	30,5	6,4	-8,3	7,1	-7,3	18,3
Taux d'inflation (En %)	1,9	3,7	1,0	0,9	0,9	1,3	1,9	0,4	1,6	1,6	0,7	1,6	0,2	0,7	6,6
Taux de change Euro/DH	11,22	11,35	11,25	11,15	11,25	11,09	11,16	11,16	10,83	10,85	10,93	11,09	10,77	10,82	10,63
Taux de change dollar US/DH	8,20	7,73	8,09	8,42	8,08	8,63	8,41	8,41	9,77	9,80	9,70	9,38	9,62	9,50	8,99

**Finances publiques**

Solde budgétaire en % du PIB	0,5	0,4	-2,1	-4,6	-5,9	-6,8	-5,1	-4,4	-3,8	-4,0	-3,2	-3,5	-3,3	-7,1	-5,5
Solde budgétaire hors compensation	3,1	4,8	-0,4	-1,1	0,1	-0,3	-0,5	-1,1	-2,5	-2,7	-1,9	-2,0	-2,1	-6,0	-3,8
Masse salariale en % du PIB	10,1	9,8	10,1	10,0	10,8	11,4	11,0	10,1	9,5	9,6	9,1	8,9	10,3	11,6	10,9
Taux d'endettement public (Trésor + garantie en % du PIB)	59,6	54,6	55,9	59,4	63,5	69,5	73,4	72,2	73,2	75,6	75,9	75,4	74,8	87,7	82,6
Taux d'endettement direct du Trésor (en % du PIB)	50,9	45,4	46,1	49,0	52,5	58,2	61,8	58,6	58,4	60,1	60,3	60,5	60,3	72,2	68,9

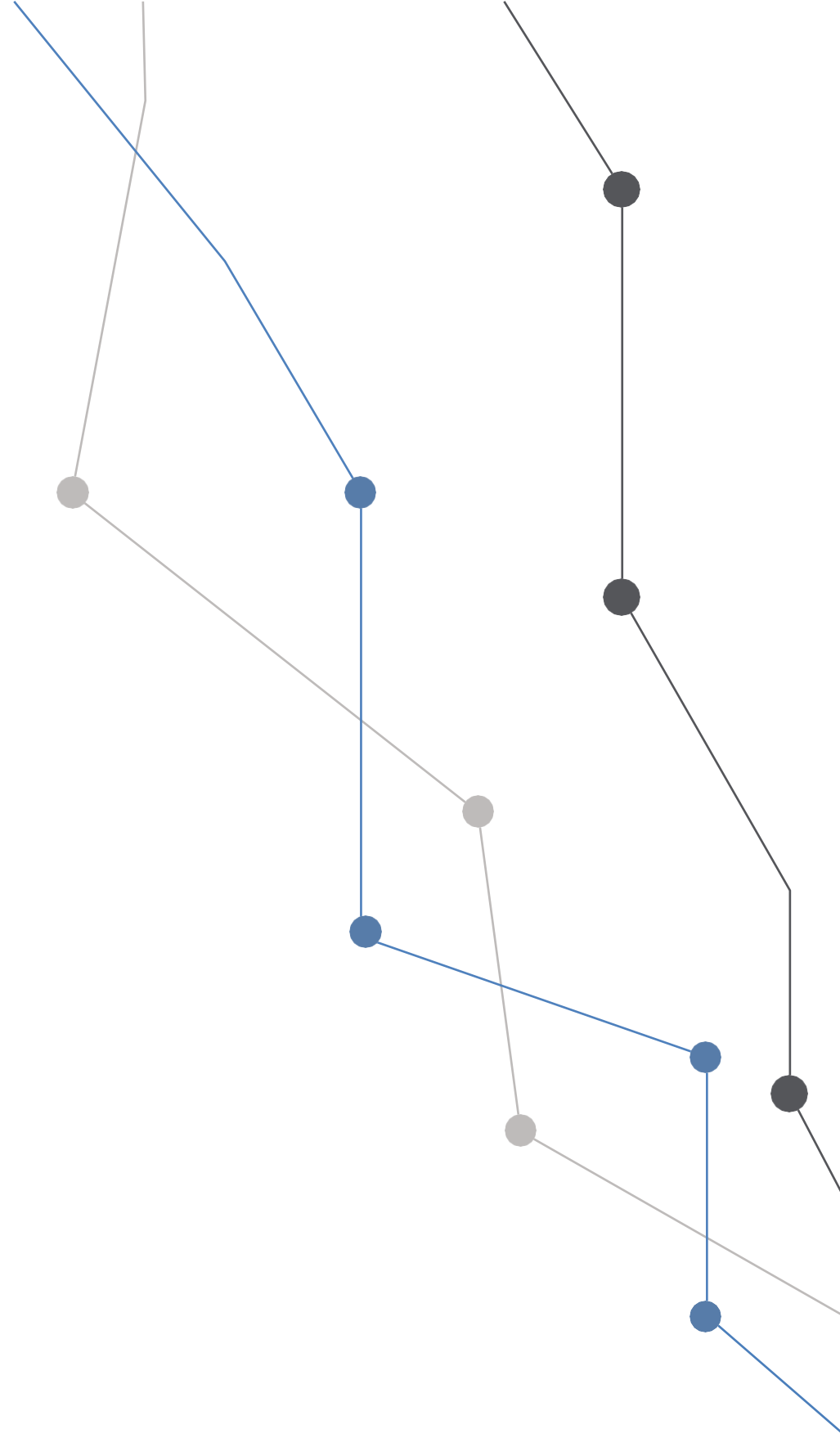
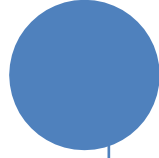
**Indicateurs sociaux**

Taux de chômage global (En %)	9,8	9,6	9,1	9,1	8,9	9,0	9,2	9,9	9,7	9,4	10,2	9,5	9,2	11,9	12,3
Taux de chômage urbain	15,4	14,7	13,8	13,7	13,4	13,4	14,0	14,8	14,6	13,9	14,7	13,8	12,9	15,8	16,9
Taux de chômage urbain des jeunes (15-24)	31,6	31,8	31,8	31,3	32,2	33,5	36,0	38,1	39,0	41,0	42,8	41,8	39,2	45,3	46,7
Taux de chômage urbain des diplômés	20,8	20,0	18,6	18,1	18,3	18,2	18,2	19,5	19,5	19,4	19,6	18,6	17,3	19,9	21,7
Taux d'analphabétisme (En %)	41,3	40,5	39,7	38,1	36,7	35,4	32,0	4,8							
Taux de pauvreté de la population (En %)	8,9	8,8			6,2										1,7



# Comptes et agrégats

## de la nation





**Croissance des valeurs ajoutées par branche d'activité en volume** (prix de l'année précédente)

(Evolution annuelle en %)	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Moyennes 15-21	
	<b>Secteur primaire</b>	14,0	-18,6	19,5	4,5	-3,9	-7,1	17,6	2,8
Agriculture et sylviculture	14,3	-19,7	21,5	5,6	-5,0	-8,1	17,8	2,8	2,8
Pêche et aquaculture	8,5	3,6	-9,3	-12,5	13,8	12,2	12,7	3,6	3,6
<b>Secteur secondaire</b>	1,8	1,9	3,4	3,1	4,1	-5,2	6,8	2,2	2,2
Industrie d'extraction	0,5	3,3	11,0	-0,8	2,3	2,6	0,9	2,8	2,8
Industries manufacturières	1,6	0,7	3,4	3,2	3,4	-7,4	6,1	1,5	1,5
Distribution d'électricité et de gaz- Distrib	5,2	1,8	2,9	8,8	14,7	-1,3	6,5	5,4	5,4
Construction	1,3	4,7	1,3	1,3	0,5	-4,1	10,7	2,1	2,1
<b>Services</b>	2,1	3,3	3,3	2,9	3,9	-7,9	6,4	1,9	1,9
Commerce de gros et de détail; réparation de	0,4	2,5	4,6	-0,2	2,1	-6,6	7,9	1,4	1,4
Transports et entreposage	6,0	1,1	1,3	-0,5	5,5	-28,5	15,2	-0,9	-0,9
Activités d'hébergement et de restauration	-1,4	3,1	10,4	6,2	3,6	-54,6	31,6	-4,2	-4,2
Information et communication	2,2	5,4	-2,0	3,5	2,5	5,1	-0,8	2,2	2,2
Activités financières et d'assurance	2,5	6,0	3,8	1,9	5,3	0,6	4,6	3,5	3,5
Activités immobilières	0,2	2,7	1,5	3,2	1,8	-0,8	3,0	1,7	1,7
Recherches et développement et services rendu	9,8	6,4	4,7	6,1	8,3	-13,4	10,0	4,3	4,3
Administration publique; sécurité sociale obl	3,6	3,9	3,9	3,9	6,6	5,3	4,1	4,5	4,5
Education, santé humaine et activités d'actio	0,7	1,0	1,1	4,1	2,0	0,8	3,0	1,8	1,8
<b>PIB non agricole</b>	3,3	3,1	3,3	2,8	3,8	-7,1	6,8	2,2	2,2
<b>Produit intérieur brut</b>	4,3	0,5	5,1	3,1	2,9	-7,2	7,9	2,3	2,3

Source : Calcul de la DEFF sur la base des données du Haut Commissariat au Plan.

**Contribution annuelle moyenne des principales branches d'activité à la croissance du PIB en volume** (prix de l'année précédente)

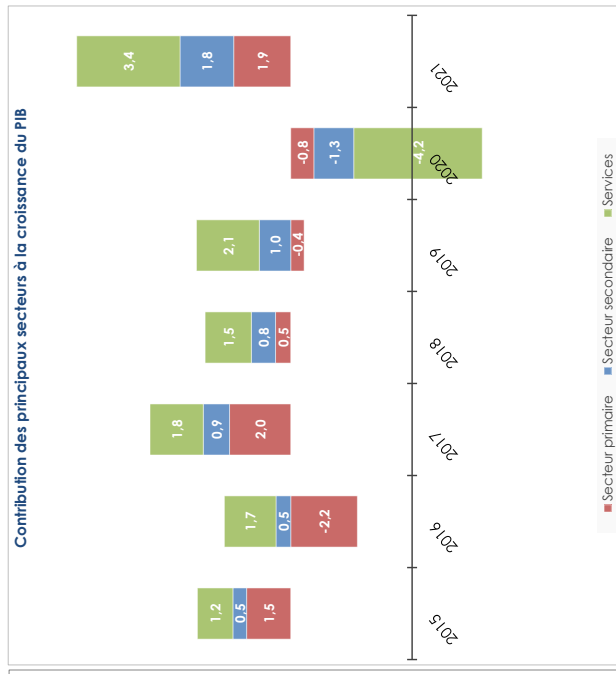
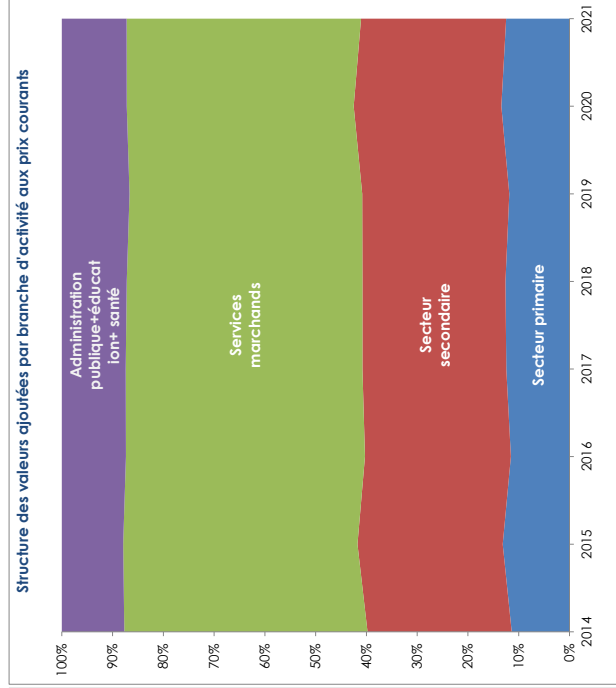
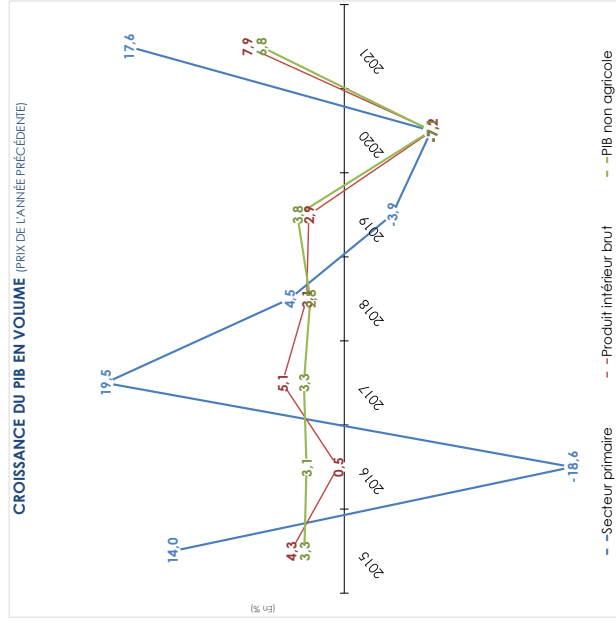
(En nombre de points de la croissance)	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Moyennes 15-21	
	<b>Secteur primaire</b>	1,5	-2,2	2,0	0,5	-0,4	-0,8	1,9	0,3
Agriculture et sylviculture	1,4	-2,2	2,1	0,6	-0,5	-0,8	1,8	0,3	0,3
Pêche et aquaculture	0,0	0,0	-0,1	-0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0
<b>Secteur secondaire</b>	0,5	0,5	0,9	0,8	1,0	-1,3	1,8	0,6	0,6
Industrie d'extraction	0,0	0,1	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Industries manufacturières	0,2	0,1	0,5	0,5	0,5	-1,1	0,9	0,2	0,2
Distribution d'électricité et de gaz- Distrib	0,1	0,0	0,1	0,3	0,5	0,0	0,3	0,2	0,2
Construction	0,1	0,3	0,1	0,1	0,0	-0,2	0,6	0,1	0,1
<b>Services</b>	1,2	1,7	1,8	1,5	2,1	-4,2	3,4	1,0	1,0
Commerce de gros et de détail; réparation de	0,0	0,2	0,5	0,0	0,2	-0,7	0,8	0,1	0,1
Transports et entreposage	0,2	0,0	0,0	0,0	0,2	-1,0	0,4	0,0	0,0
Activités d'hébergement et de restauration	0,0	0,1	0,4	0,2	0,1	-2,2	0,6	-0,1	-0,1
Information et communication	0,1	0,2	-0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1
Activités financières et d'assurance	0,1	0,3	0,2	0,1	0,2	0,0	0,2	0,1	0,1
Activités immobilières	0,0	0,2	0,1	0,2	0,1	-0,1	0,2	0,1	0,1
Recherches et développement et services rendu	0,4	0,3	0,2	0,3	0,4	-0,6	0,4	0,2	0,2
Administration publique; sécurité sociale obl	0,3	0,3	0,3	0,3	0,6	0,5	0,4	0,4	0,4
Education, santé humaine et activités d'actio	0,1	0,1	0,1	0,3	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1
<b>PIB non agricole</b>	2,9	2,7	3,0	2,5	3,4	-6,4	6,1	2,3	2,3
<b>Produit intérieur brut</b>	4,3	0,5	5,1	3,1	2,9	-7,2	7,9	2,3	2,3

Source : Calcul de la DEFF sur la base des données du Haut Commissariat au Plan.

**Structure des valeurs ajoutées par branche d'activité aux prix courants**

(En% du total des valeurs ajoutées)	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Moyennes 15-21
<b>Secteur primaire</b>	11,4	13,2	11,5	12,4	12,6	12,1	11,9	13,4	12,5
Agriculture, chasse et services annexes	10,9	12,6	10,8	11,7	11,9	11,5	11,3	12,6	11,8
Pêche, aquaculture	0,5	0,6	0,8	0,8	0,8	0,6	0,6	0,8	0,7
<b>Secteur secondaire</b>	28,4	28,6	28,7	28,3	28,2	28,2	29,0	29,1	28,6
Industrie d'extraction	2,4	2,5	2,1	2,0	1,9	1,8	1,6	1,9	2,0
Industrie de transformation	16,9	16,7	16,5	16,3	16,6	16,5	16,9	17,1	16,7
Electricité et eau	2,7	3,1	3,5	3,5	3,5	3,9	4,3	3,8	3,7
Bâtiment et travaux publics	6,4	6,2	6,6	6,6	6,2	6,0	6,2	6,3	6,3
<b>Services</b>	60,2	58,2	59,7	59,2	59,2	59,7	59,2	57,5	59,0
Commerce	11,9	11,2	11,5	11,5	11,1	11,0	10,8	11,2	11,2
Hôtels et restaurants	3,7	3,9	4,0	3,8	3,6	3,9	3,3	3,4	3,7
Transports	3,9	3,7	3,9	4,4	4,5	4,6	2,3	2,6	3,7
Postes et télécommunications	3,4	3,1	3,1	2,9	2,8	2,8	3,2	2,8	2,9
Activités financières et assurances	4,9	4,6	4,7	4,7	4,9	4,7	5,0	4,6	4,8
Administration publique générale et sécurité sociale	8,0	7,6	7,8	7,7	7,7	7,8	8,4	7,8	7,8
Education, santé et action sociale	4,3	4,5	4,8	4,9	5,1	5,3	5,0	4,9	4,9
Immobilier, location et services rendus aux entreprises	9,9	9,7	10,0	9,9	9,9	10,2	11,5	10,8	10,3
Autres services non financiers	8,5	8,1	8,1	7,8	7,9	7,8	8,5	7,9	8,0
<b>VA hors primaire en % du total des VA</b>	<b>88,6</b>	<b>86,8</b>	<b>88,5</b>	<b>87,6</b>	<b>87,4</b>	<b>87,9</b>	<b>88,1</b>	<b>86,6</b>	<b>87,5</b>
<b>PIB non agricole en % du PIB total</b>	<b>90,1</b>	<b>88,7</b>	<b>90,4</b>	<b>89,5</b>	<b>89,4</b>	<b>89,7</b>	<b>89,8</b>	<b>88,7</b>	<b>89,4</b>

Source : Calcul de la DEFP sur la base des données du Haut Commissariat au Plan.





**Contribution annuelle moyenne des éléments de la demande à la croissance du PIB en volume** (prix de l'année précédente)

(En points de croissance)	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Moyenne
								15-21
<b>Ressources</b>								
Produit intérieur brut	4,3	0,5	5,1	3,1	2,9	-7,2	7,9	2,3
Importations	0,6	5,5	1,9	2,0	0,9	-5,0	4,5	1,5
<b>Emplois</b>								
Dépenses de consommation finale	1,8	1,6	2,6	2,1	2,2	-3,4	5,9	1,8
Ménages (y compris ISBL)	1,4	1,1	2,2	1,4	1,3	-3,3	4,8	1,2
Administrations publiques	0,4	0,5	0,4	0,7	0,9	-0,1	1,1	0,5
Formation brute de capital fixe	0,7	3,3	0,6	0,7	0,5	-2,7	2,4	0,7
Exportations de biens et services	1,3	2,0	3,3	1,2	1,7	-5,1	2,7	1,0
Solde commercial des biens et services	0,7	-3,5	1,5	-0,8	0,8	-0,1	-1,8	-0,5

Source : Calcul de la DEF sur la base des données du Haut Commissariat au Plan.

**Éléments de la demande de biens et services en % du PIB aux prix courants**

(En %)	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Moyenne
									15-21
Importations de biens et services	41,8	37,3	40,4	41,6	43,4	41,9	38,1	42,0	40,7
Propension moyenne à consommer	80,9	77,1	77,7	77,3	77,5	77,2	78,5	78,0	77,6
Ménages (y compris ISBL)	61,7	59,0	59,3	59,3	59,5	59,0	59,1	59,5	59,2
Administrations publiques	19,1	18,2	18,4	18,0	18,0	18,2	19,4	18,6	18,4
Taux d'investissement (1)	27,0	25,9	28,7	28,1	27,9	27,2	26,2	27,0	27,3
Taux d'investissement brut (2)	30,8	30,2	32,0	31,7	32,1	30,6	28,8	31,1	30,7
Taux d'exportation	30,1	30,0	30,7	32,6	33,8	34,1	30,8	32,9	32,2
Déficit commercial de biens et services	11,6	7,3	9,7	9,0	9,6	7,8	7,3	9,1	8,5
Taux d'ouverture des biens et services (3)	71,9	67,3	71,1	74,2	77,3	76,0	68,8	75,0	73,0
Taux de pénétration des biens et services (4)	37,4	34,8	36,8	38,1	39,6	38,9	35,5	38,5	37,5

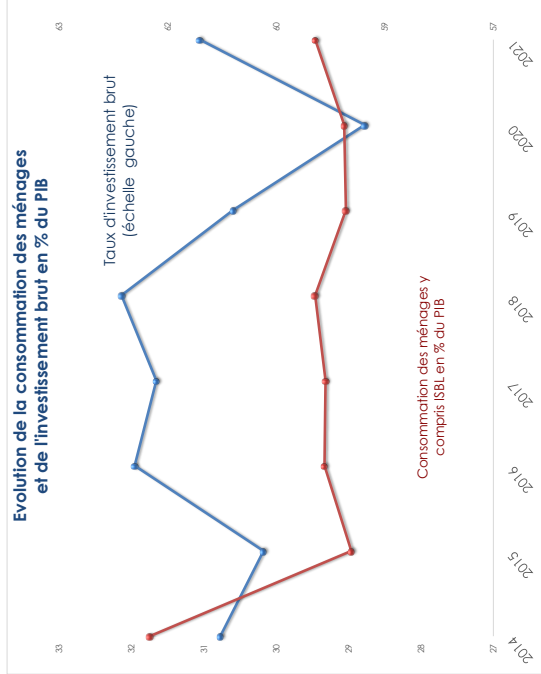
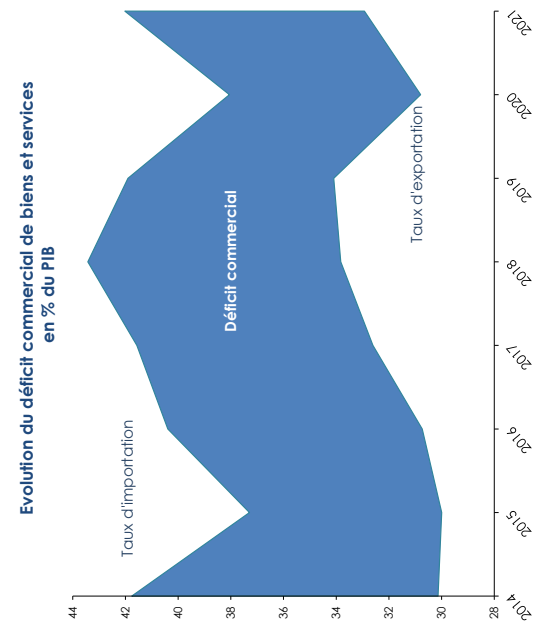
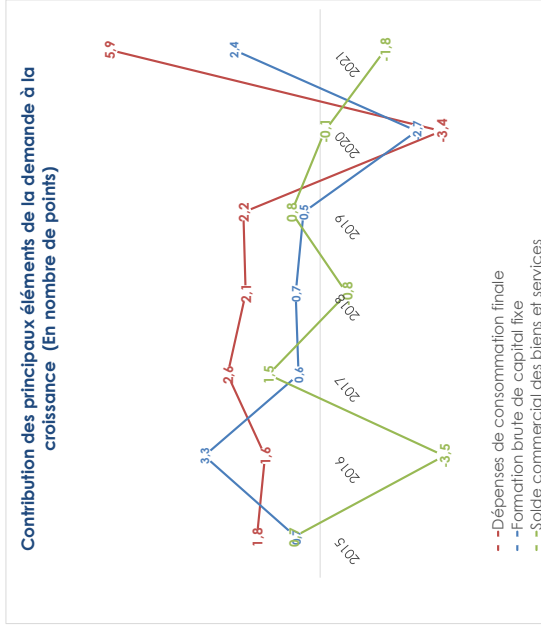
Source : Calcul de la DEF sur la base des données du Haut Commissariat au Plan.

(1) FBCF rapportée au PIB

(2) FBCF + variation des stocks + acquisition nette d'objets de valeurs rapportées au PIB

(3) Total des exportations et des importations de B & S rapportés au PIB

(4) Importations de biens et services rapportées à la demande intérieure de B&S (c'est le degré d'ouverture du marché intérieur aux produits étrangers)



**Croissance de la FBCF en volume (prix de l'année précédente)**

(Evolution annuelle en %)	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Moyenne 15-21
	<b>FBCF Totale</b>	<b>2,5</b>	<b>12,6</b>	<b>2,1</b>	<b>2,4</b>	<b>1,7</b>	<b>-10,0</b>	<b>9,3</b>
Produits de l'agriculture, chasse et services annexes	-4,8	50,5	-16,1	2,2	23,1	6,3	-6,9	5,3
Produits de l'industrie	3,3	25,4	1,2	3,2	5,1	-18,1	5,0	7,9
Produits du bâtiment et travaux publics	1,7	4,8	3,9	1,7	0,0	-3,0	11,2	3,0
Produits des services	5,2	6,8	1,4	3,3	-5,7	-18,2	19,7	4,1

Source : Calcul de la DEFF sur la base des données du Haut Commissariat au Plan.

**Structure de la FBCF en valeur par produit**

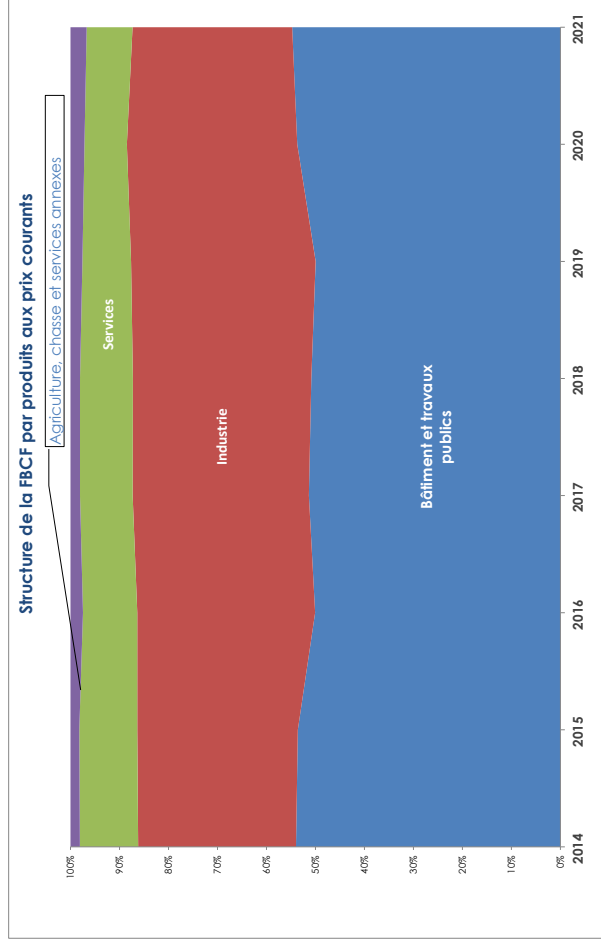
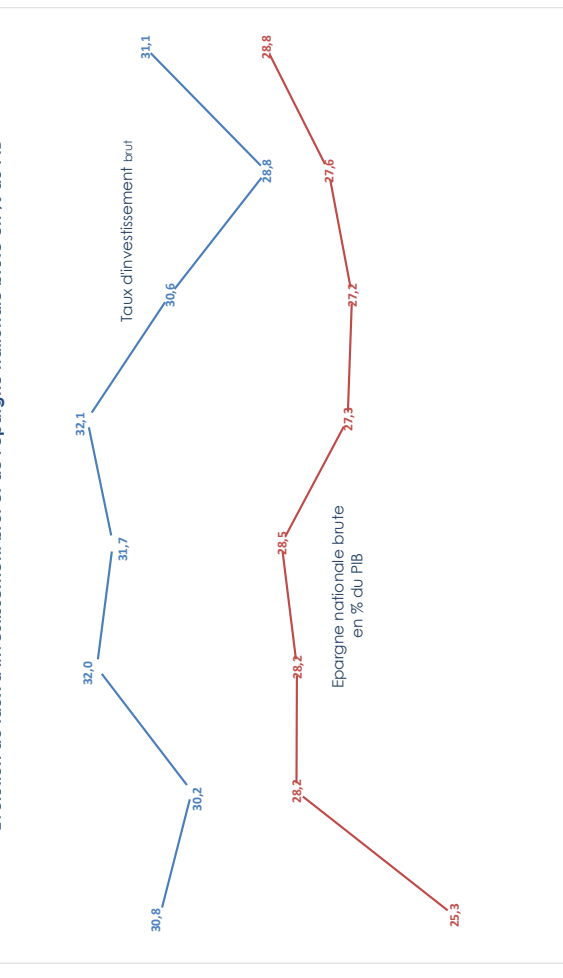
(En %)	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Moyenne 15-21
Produits de l'agriculture, chasse et services annexes	1,9	1,8	2,5	1,9	1,9	2,4	2,8	3,3	2,0
Produits de l'industrie	32,2	32,8	36,3	36,0	36,4	37,7	34,8	32,6	34,9
Produits du bâtiment et travaux publics	54,0	53,6	50,1	51,3	50,8	50,0	53,7	54,8	51,9
Produits des services	11,9	11,8	11,1	10,8	10,8	9,9	8,7	9,4	11,2

Source : Calcul de la DEFF sur la base des données du Haut Commissariat au Plan.

**FBCF par produit en % du PIB**

(En %)	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Moyenne 15-21
<b>FBCF Totale</b>	<b>27,0</b>	<b>25,9</b>	<b>28,7</b>	<b>28,1</b>	<b>27,9</b>	<b>27,2</b>	<b>26,2</b>	<b>27,0</b>	<b>27,5</b>
Produits de l'agriculture, chasse et services annexes	0,5	0,5	0,7	0,5	0,5	0,7	0,7	0,9	0,6
Produits de l'industrie	8,7	8,5	10,4	10,1	10,1	10,2	9,1	8,8	9,6
Produits du bâtiment et travaux publics	14,6	13,9	14,4	14,4	14,2	13,6	14,1	14,8	14,3
Produits des services	3,2	3,1	3,2	3,0	3,0	2,7	2,3	2,5	3,1

Source : Calcul de la DEFF sur la base des données du Haut Commissariat au Plan.

**Evolution du taux d'investissement brut et de l'épargne nationale brute en % du PIB**

## Revenu national brut disponible aux prix courants

(En milliards DH)	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Moyenne
									15-21
<b>Revenu national brut disponible</b>	<b>1 063</b>	<b>1 136</b>	<b>1 159</b>	<b>1 215</b>	<b>1 252</b>	<b>1 294</b>	<b>1 223</b>	<b>1 372</b>	<b>1 236</b>
<b>Ressources</b>									
Revenu national brut	981	1 061	1 079	1 131	1 177	1 221	1 141	1 267	1 154
PIB	1 001	1 078	1 094	1 149	1 195	1 240	1 152	1 284	1 170
Revenu de la propriété net externe	-20	-17	-15	-18	-18	-19	-11	-17	-16
Transferts courants nets externes	81	74	80	84	74	73	81	105	82
<b>Emplois</b>									
Dépenses de consommation finale	810	831	850	888	926	957	904	1 002	908
Ménages (y compris ISBL)	618	636	649	682	711	732	681	764	693
Administrations publiques	191	196	201	207	215	225	224	238	215
Épargne nationale brute	253	304	309	327	326	337	318	370	327

Source : Haut Commissariat au Plan.

## Variation du revenu national brut disponible aux prix courants

(Evolution annuelle en %)	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Moyenne
								15-21
<b>Revenu national brut disponible</b>	<b>6,9</b>	<b>2,0</b>	<b>4,9</b>	<b>3,0</b>	<b>3,4</b>	<b>-5,5</b>	<b>12,2</b>	<b>3,7</b>
<b>Ressources</b>								
Revenu national brut	8,2	1,7	4,8	4,1	3,7	-6,5	11,0	3,7
Transferts courants nets externes	-8,7	7,5	5,7	-11,8	-1,6	11,1	29,4	3,7
<b>Emplois</b>								
Dépenses de consommation finale	2,7	2,3	4,5	4,2	3,4	-5,5	10,8	3,1
Ménages (y compris ISBL)	2,8	2,1	5,0	4,3	3,0	-7,0	12,2	3,1
Administrations publiques	2,3	2,6	2,8	4,1	4,8	-0,7	6,6	3,2
Épargne nationale brute	20,3	1,5	6,1	-0,5	3,4	-5,5	16,2	5,6

Source : Calcul de la DEFF sur la base des données du Haut Commissariat au Plan.

## Structure du revenu national brut disponible aux prix courants

(En % du revenu national brut disponible)	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Moyenne
									15-21
<b>Ressources</b>									
Revenu national brut	92,3	93,5	93,1	93,1	94,1	94,4	93,4	92,3	93,4
PIB	94,2	94,9	94,4	94,5	95,5	95,8	94,3	93,6	94,7
Revenu de la propriété net externe	-1,9	-1,5	-1,3	-1,5	-1,4	-1,4	-0,9	-1,3	-1,3
Transferts courants nets externes	7,7	6,5	6,9	6,9	5,9	5,6	6,6	7,7	6,6
<b>Emplois</b>									
Dépenses de consommation finale	76,2	73,2	73,4	73,1	74,0	74,0	74,0	73,1	73,5
Ménages (y compris la consommation de ISBL)	58,2	56,0	56,0	56,1	56,8	56,6	55,7	55,7	56,1
Administrations publiques	18,0	17,2	17,3	17,0	17,2	17,4	18,3	17,4	17,4
Épargne nationale brute	23,8	26,8	26,6	26,9	26,0	26,0	26,0	26,9	26,5

Source : Calcul de la DEFF sur la base des données du Haut Commissariat au Plan.

## Structure de l'épargne nationale brute

(En %)	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Moyenne
									15-21
<b>Épargne intérieure brute</b>	<b>75,8</b>	<b>81,1</b>	<b>79,1</b>	<b>79,7</b>	<b>82,7</b>	<b>83,8</b>	<b>77,9</b>	<b>76,3</b>	<b>80,0</b>
Épargne de l'Etat (1)	9,7	9,7	11,2	13,8	13,1	15,1	5,7	7,5	10,8
Autres épargnes intérieures	66,1	71,4	67,9	65,9	69,6	68,7	72,3	68,8	69,2
<b>Épargne extérieure</b>	<b>24,2</b>	<b>18,9</b>	<b>20,9</b>	<b>20,3</b>	<b>17,3</b>	<b>16,2</b>	<b>22,1</b>	<b>23,7</b>	<b>20,0</b>
<b>Épargne nationale brute</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
<b>Taux d'épargne nationale brute (2)</b>	<b>23,8</b>	<b>26,8</b>	<b>26,6</b>	<b>26,9</b>	<b>26,0</b>	<b>26,0</b>	<b>26,0</b>	<b>26,9</b>	<b>26,5</b>
<b>Taux d'épargne intérieure brute (3)</b>	<b>19,1</b>	<b>22,9</b>	<b>22,3</b>	<b>22,7</b>	<b>22,5</b>	<b>22,8</b>	<b>21,5</b>	<b>22,0</b>	<b>22,4</b>
<b>Épargne nationale brute en % du PIB</b>	<b>25,3</b>	<b>28,2</b>	<b>28,2</b>	<b>28,5</b>	<b>27,3</b>	<b>27,2</b>	<b>27,6</b>	<b>28,8</b>	<b>28,0</b>

Source : Calcul de la DEFF sur la base des données du Haut Commissariat au Plan.

(1) C'est le solde ordinaire du budget de l'Etat

(2) L'épargne nationale brute rapportée au revenu national brut disponible

(3) L'épargne intérieure brute rapportée au PIB

## Evolution des éléments du compte capital de la nation aux prix courants

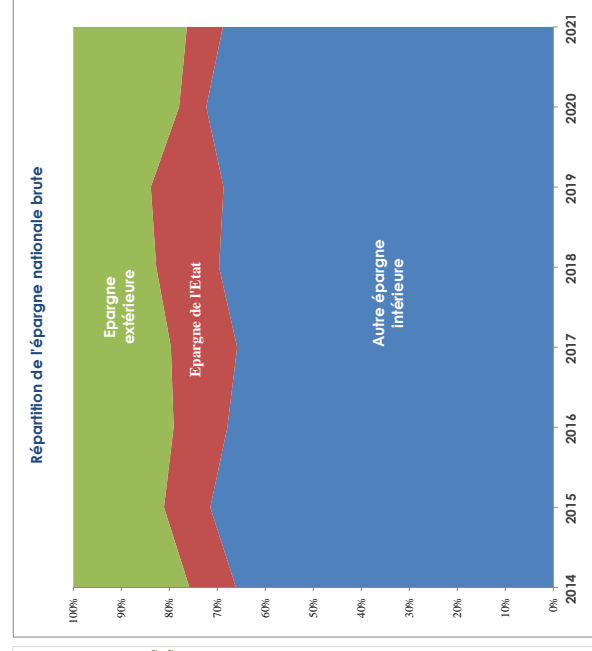
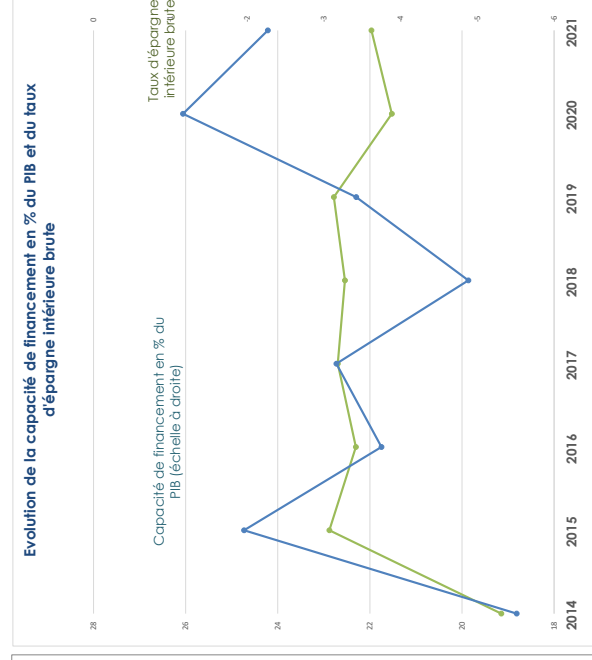
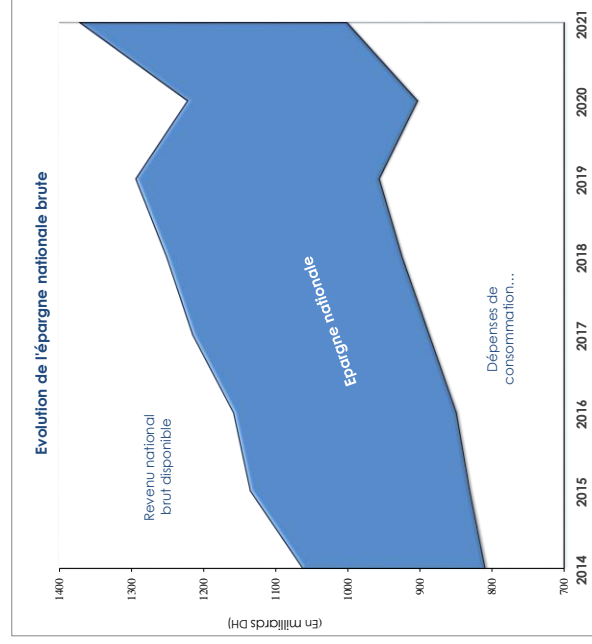
(En milliards DH)	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Moyenne 15-21
<b>Ressources</b>									
Épargne nationale brute	253,0	304,2	308,7	327,4	325,8	336,9	318,2	369,6	327,3
Transferts nets en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des ressources</b>	<b>253,0</b>	<b>304,2</b>	<b>308,7</b>	<b>327,4</b>	<b>325,8</b>	<b>336,9</b>	<b>318,2</b>	<b>369,6</b>	<b>327,3</b>
<b>Emplois</b>									
FBCF	270,6	278,9	313,9	323,2	333,0	337,1	302,2	346,9	319,3
Variation des stocks	35,0	44,5	33,5	38,1	48,8	40,0	27,6	49,8	40,3
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-55,2	-21,1	-41,0	-36,3	-58,4	-42,4	-13,4	-29,1	-34,6
<b>Total des emplois</b>	<b>253,0</b>	<b>304,2</b>	<b>308,7</b>	<b>327,4</b>	<b>325,8</b>	<b>336,9</b>	<b>318,2</b>	<b>369,6</b>	<b>327,3</b>

Source : Haut Commissariat au Plan.

## Structure du compte capital de la nation aux prix courants

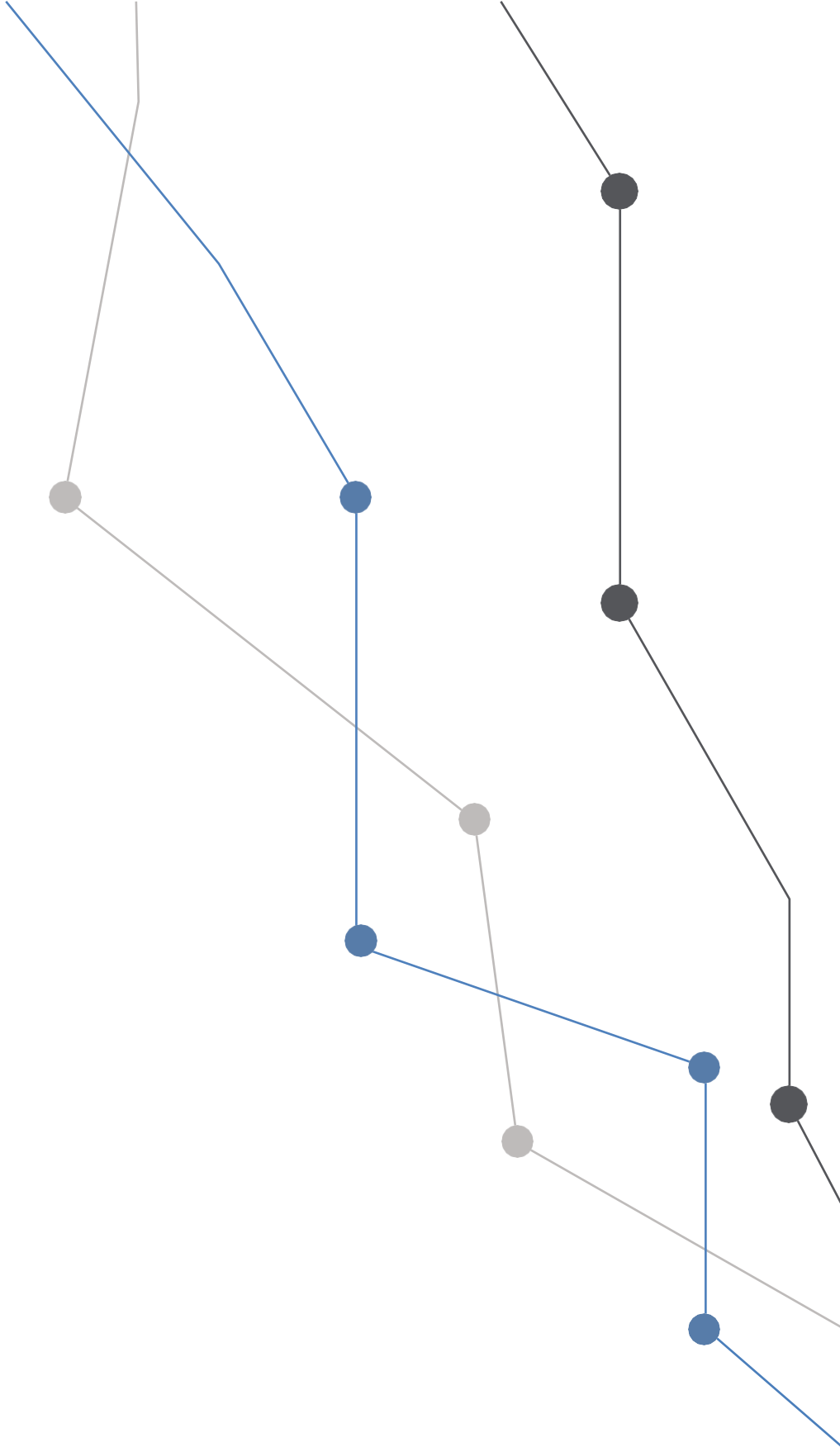
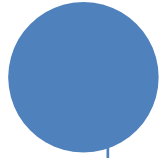
(En %)	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Moyenne 15-21
<b>Ressources</b>									
Épargne nationale brute	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Transferts nets en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Emplois</b>									
FBCF	106,9	91,7	101,7	98,7	102,2	100,1	95,0	93,8	97,6
Variation des stocks	13,8	14,6	10,9	11,7	15,0	11,9	8,7	13,5	12,3
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-21,8	-6,9	-13,3	-11,1	-17,9	-12,6	-4,2	-7,9	-10,6
<b>Total des emplois</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement en % du PIB</b>	<b>-5,5</b>	<b>-2,0</b>	<b>-3,8</b>	<b>-3,2</b>	<b>-4,9</b>	<b>-3,4</b>	<b>-1,2</b>	<b>-2,3</b>	<b>-3,0</b>

Source : Calcul de la DEFF sur la base des données du Haut Commissariat au Plan.



# Echanges

## Extérieurs





Variation annuelle des importations <sup>(1)</sup> selon les principaux produits (en valeur)

(En %)	Moyenne										Moyenne								
	90-99	00-09	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	10-14	15-21
<b>Alimentations, boissons et tabacs</b>	<b>8,7</b>	<b>7,7</b>	<b>73,4</b>	<b>19,2</b>	<b>-24,0</b>	<b>20,2</b>	<b>33,4</b>	<b>7,7</b>	<b>-14,1</b>	<b>16,5</b>	<b>-14,8</b>	<b>25,2</b>	<b>-4,7</b>	<b>7,6</b>	<b>4,5</b>	<b>15,5</b>	<b>8,4</b>	<b>11,5</b>	<b>5,3</b>
Dont : Produits laitiers	-1,2	11,9	45,1	28,7	-29,9	31,4	12,8	0,5	10,6	23,1	-39,5	1,2	31,0	5,2	-10,2	11,1	6,8	15,2	-1,5
Thé	1,4	2,0	1,6	-1,7	11,2	8,0	50,1	2,4	10,6	-0,3	20,7	2,0	9,4	-3,4	7,9	-14,0	-2,8	12,9	2,3
Blé	7,7	3,7	204,5	32,1	-55,9	34,9	57,3	3,7	-31,9	55,1	-32,9	49,4	-34,8	9,4	1,2	46,3	5,8	18,4	1,6
Sucre	7,0	9,9	-14,3	13,0	53,2	-3,2	46,0	5,8	-27,2	-22,4	16,7	37,7	7,0	-29,2	12,9	12,4	33,2	-3,3	10,8
<b>Energie et lubrifiants</b>	<b>6,1</b>	<b>15,3</b>	<b>20,2</b>	<b>34,7</b>	<b>-25,6</b>	<b>26,5</b>	<b>31,9</b>	<b>18,0</b>	<b>-4,1</b>	<b>-9,3</b>	<b>-28,5</b>	<b>-17,7</b>	<b>27,6</b>	<b>18,3</b>	<b>-7,2</b>	<b>-34,7</b>	<b>52,0</b>	<b>11,4</b>	<b>-2,8</b>
Dont : pétrole brute	3,9	6,7	4,3	16,9	-44,1	46,2	25,2	19,7	-3,1	-22,4	-61,3							10,5	-12,7
Huile de pétrole et lubrifiants	1,2	29,7	28,4	13,7	-9,7	-9,3	8,4	4,8	-21,7	175,2	47,2	34,1	26,5	22,6	1,4	-60,7	47,8	17,3	8,8
<b>Produits bruts</b>	<b>3,4</b>	<b>6,3</b>	<b>24,8</b>	<b>68,5</b>	<b>-48,4</b>	<b>15,6</b>	<b>41,6</b>	<b>2,0</b>	<b>-22,4</b>	<b>12,3</b>	<b>3,5</b>	<b>-14,0</b>	<b>16,1</b>	<b>18,8</b>	<b>-10,2</b>	<b>-12,0</b>	<b>51,8</b>	<b>7,8</b>	<b>5,7</b>
D'origine animale et végétale	4,8	6,5	23,4	15,2	-17,5	3,0	21,9	-3,0	-11,5	5,2	-3,5	2,2	11,5	2,2	-5,9	-1,8	26,9	2,5	4,0
D'origine minérale	0,0	5,9	28,2	188,4	-76,2	54,8	82,7	8,9	-35,9	24,5	13,7	-33,7	24,9	46,7	-15,2	-25,2	94,2	19,7	7,9
<b>Demi-produits</b>	<b>5,6</b>	<b>9,4</b>	<b>19,8</b>	<b>17,4</b>	<b>-23,6</b>	<b>17,3</b>	<b>21,8</b>	<b>0,8</b>	<b>4,5</b>	<b>2,0</b>	<b>4,5</b>	<b>6,5</b>	<b>4,4</b>	<b>4,5</b>	<b>4,7</b>	<b>-10,8</b>	<b>24,3</b>	<b>9,0</b>	<b>5,0</b>
<b>Biens finis d'équipement</b>	<b>8,4</b>	<b>8,8</b>	<b>20,2</b>	<b>25,6</b>	<b>-8,1</b>	<b>0,7</b>	<b>1,7</b>	<b>2,2</b>	<b>9,4</b>	<b>-2,3</b>	<b>9,9</b>	<b>27,0</b>	<b>5,5</b>	<b>10,0</b>	<b>5,5</b>	<b>-13,2</b>	<b>12,6</b>	<b>2,3</b>	<b>7,6</b>
Agricole	4,9	15,8	30,9	32,7	-12,1	-37,2	-9,9	-4,0	26,5	-7,8	5,9	-19,1	20,0	13,0	-24,6	-23,8	33,9	-8,7	-1,6
Industriel	8,5	8,5	19,7	25,2	-7,9	2,6	2,1	2,3	9,0	-2,2	10,0	28,2	5,2	9,9	6,1	-13,1	12,3	2,7	7,8
<b>Biens finis de consommation</b>	<b>13,3</b>	<b>8,2</b>	<b>19,1</b>	<b>10,7</b>	<b>-0,9</b>	<b>5,6</b>	<b>12,2</b>	<b>12,0</b>	<b>3,1</b>	<b>12,5</b>	<b>2,4</b>	<b>20,1</b>	<b>2,0</b>	<b>8,2</b>	<b>4,2</b>	<b>-15,9</b>	<b>30,0</b>	<b>9,0</b>	<b>6,4</b>
<b>Importations totales</b>	<b>7,9</b>	<b>9,6</b>	<b>24,1</b>	<b>24,8</b>	<b>-19,0</b>	<b>12,9</b>	<b>20,1</b>	<b>8,2</b>	<b>-0,8</b>	<b>2,0</b>	<b>-4,9</b>	<b>10,3</b>	<b>6,7</b>	<b>9,9</b>	<b>2,0</b>	<b>-13,9</b>	<b>25,0</b>	<b>8,2</b>	<b>4,4</b>

Source : Calcul de la DEFP sur la base des données de l'Office des Changes

(1) Importations globales y compris les admissions temporaires

## Structure des importations selon les principaux produits (en valeur)

(En %)	Moyenne										Moyenne								
	90-99	00-09	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	10-14	15-21
<b>Alimentations, boissons et tabacs</b>	<b>11,2</b>	<b>9,6</b>	<b>10,2</b>	<b>9,8</b>	<b>9,2</b>	<b>9,8</b>	<b>10,8</b>	<b>10,8</b>	<b>9,4</b>	<b>10,7</b>	<b>9,6</b>	<b>10,9</b>	<b>9,7</b>	<b>9,5</b>	<b>9,7</b>	<b>13,1</b>	<b>11,3</b>	<b>16,3</b>	<b>10,5</b>
Dont : Produits laitiers	0,8	0,6	0,7	0,7	0,6	0,7	0,6	0,6	0,7	0,8	0,5	0,5	0,6	0,5	0,5	0,6	0,5	0,7	0,5
Thé	0,8	0,4	0,3	0,2	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,4	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4
Blé	3,6	3,2	3,6	3,8	2,1	2,5	3,3	3,1	2,1	3,3	2,3	3,1	1,9	1,9	1,9	3,2	2,7	2,9	2,4
Sucre	1,4	0,9	0,8	0,7	1,3	1,1	1,3	1,3	1,0	0,7	0,9	1,1	1,1	0,7	0,8	1,1	1,1	1,1	1,0
<b>Energie et lubrifiants</b>	<b>12,7</b>	<b>19,6</b>	<b>20,7</b>	<b>22,3</b>	<b>20,5</b>	<b>23,0</b>	<b>25,3</b>	<b>27,6</b>	<b>26,7</b>	<b>23,7</b>	<b>17,8</b>	<b>13,3</b>	<b>15,9</b>	<b>17,1</b>	<b>15,5</b>	<b>11,8</b>	<b>14,3</b>	<b>25,3</b>	<b>15,1</b>
Dont : pétrole brute	9,1	9,9	10,0	9,4	6,5	8,4	8,8	9,7	9,5	7,2	2,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8,7	0,3
Huile de pétrole et lubrifiants	0,1	0,4	0,5	0,4	0,5	0,4	0,3	0,3	0,3	0,7	1,1	1,3	1,5	1,7	1,7	0,8	0,9	0,4	1,3
<b>Produits bruts</b>	<b>9,3</b>	<b>6,6</b>	<b>6,1</b>	<b>8,2</b>	<b>5,2</b>	<b>5,3</b>	<b>6,3</b>	<b>5,9</b>	<b>4,6</b>	<b>5,1</b>	<b>5,6</b>	<b>4,3</b>	<b>4,7</b>	<b>5,1</b>	<b>4,5</b>	<b>4,6</b>	<b>5,6</b>	<b>5,5</b>	<b>4,9</b>
D'origine animale et végétale	6,2	4,4	4,2	3,9	3,9	3,6	3,7	3,3	2,9	3,0	3,1	2,8	3,0	2,8	2,5	2,9	2,9	3,3	2,9
D'origine minérale	3,1	2,2	1,9	4,3	1,3	1,7	2,6	2,7	1,7	2,1	2,5	1,5	1,8	2,4	2,0	1,7	2,6	2,2	2,1
<b>Demi-produits</b>	<b>23,0</b>	<b>21,9</b>	<b>22,9</b>	<b>21,5</b>	<b>20,3</b>	<b>21,1</b>	<b>21,4</b>	<b>19,9</b>	<b>21,0</b>	<b>21,0</b>	<b>23,1</b>	<b>22,3</b>	<b>21,8</b>	<b>20,7</b>	<b>21,3</b>	<b>22,0</b>	<b>21,9</b>	<b>20,9</b>	<b>21,8</b>
<b>Biens finis d'équipement</b>	<b>23,8</b>	<b>21,6</b>	<b>22,0</b>	<b>22,2</b>	<b>25,2</b>	<b>22,4</b>	<b>19,0</b>	<b>18,0</b>	<b>19,8</b>	<b>19,0</b>	<b>21,9</b>	<b>25,2</b>	<b>25,0</b>	<b>25,0</b>	<b>25,8</b>	<b>26,0</b>	<b>23,4</b>	<b>19,5</b>	<b>24,7</b>
Agricole	0,8	0,9	1,1	1,1	1,2	0,7	0,5	0,5	0,6	0,5	0,6	0,4	0,5	0,5	0,4	0,3	0,3	0,5	0,4
Industriel	23,0	20,7	21,0	21,0	23,9	21,8	18,5	17,5	19,2	18,5	21,4	24,8	24,5	24,5	25,5	25,7	23,1	19,0	24,2
<b>Biens finis de consommation</b>	<b>20,1</b>	<b>20,5</b>	<b>18,1</b>	<b>16,0</b>	<b>19,7</b>	<b>18,4</b>	<b>17,2</b>	<b>17,8</b>	<b>18,5</b>	<b>20,4</b>	<b>22,0</b>	<b>23,9</b>	<b>22,9</b>	<b>22,5</b>	<b>23,0</b>	<b>22,5</b>	<b>23,4</b>	<b>18,5</b>	<b>22,9</b>

Source : Calcul de la DEFP sur la base des données de l'Office des Changes

## Variation des importations du Maroc selon les principaux partenaires (en valeur)

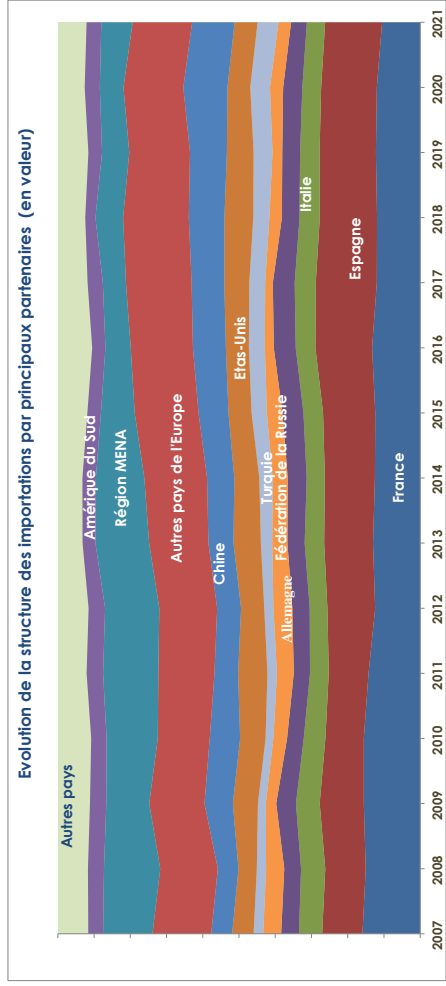
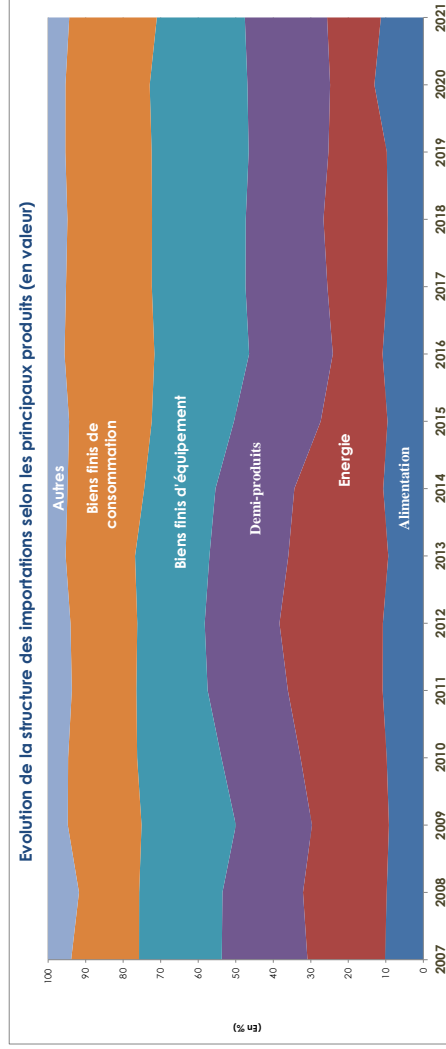
(En %)	Moyenne										Moyenne								
	90-99	00-09	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	10-14	15-21
France	7,9	4,2	12,0	17,6	-16,1	12,9	9,9	-5,8	4,0	-2,3	-5,5	18,0	-3,7	9,1	4,7	-15,5	9,7	3,5	1,9
Espagne	10,3	10,6	20,5	25,3	-11,8	-1,7	24,2	29,8	1,6	4,7	-1,0	19,7	14,9	3,1	0,4	-15,0	27,8	11,0	6,3
Italie	6,3	11,9	25,5	30,2	-20,5	2,5	4,7	2,2	8,3	-4,9	3,0	10,8	13,9	5,9	-2,0	-16,7	21,7	2,5	4,6
Allemagne	7,1	8,4	31,7	17,8	-5,3	-4,8	16,8	15,5	-0,9	11,7	5,5	15,9	5,7	-11,3	3,4	-7,8	3,3	7,3	1,8
Portugal	4,4	16,7	22,2	27,8	-23,5	56,2	26,7	3,7	42,7	-5,7	26,9	11,4	12,1	-7,6	8,9	-17,7	32,0	22,5	8,2
<b>Union Européenne (28 pays)</b>	<b>7,3</b>	<b>7,7</b>	<b>21,9</b>	<b>22,2</b>	<b>-16,7</b>	<b>5,2</b>	<b>16,3</b>	<b>7,2</b>	<b>6,0</b>	<b>4,7</b>	<b>-1,7</b>	<b>15,8</b>	<b>8,3</b>	<b>4,6</b>	<b>0,8</b>	<b>-14,7</b>	<b>20,1</b>	<b>7,8</b>	<b>4,2</b>
Royaume-Uni	11,5	-1,7	62,9	27,1	-46,9	31,7	13,5	18,2	-13,0	-5,4	14,1	-1,8	26,7	7,1	-21,7	-35,5	22,1	7,8	-0,9
Fédération de la Russie	10,7	33,8	26,2	26,2	-53,5	48,8	46,8	22,4	-20,9	1,9	-2,4	-37,2	-7,1	79,0	-21,1	17,5	18,4	16,6	1,6
Turquie	20,6	17,0	26,2	20,0	-30,7	11,6	47,0	3,8	23,0	19,8	9,5	14,7	6,2	11,8	19,0	-10,0	32,2	20,2	11,3
Chine	6,9	23,9	36,8	22,4	-11,2	21,3	-6,7	9,8	3,7	11,2	4,0	21,6	6,0	19,5	5,4	3,5	20,2	7,4	11,2
Arabie Saoudite	-0,1	12,9	2,6	52,7	-47,1	53,7	38,9	-0,6	-4,0	-10,4	-54,1	-19,1	8,4	30,1	6,5	-27,6	93,8	12,8	-3,4
Etas-Unis	8,0	10,2	62,7	7,7	10,0	14,7	38,1	-14,8	17,4	-7,2	-11,9	9,6	15,7	26,9	-5,2	-26,7	26,4	8,0	3,2
Bresil	11,5	12,4	21,5	9,7	9,7	6,6	30,6	3,8	-22,5	-32,1	32,4	5,3	8,4	-16,4	-4,5	31,5	4,7	-5,3	7,5
Algérie	15,5	15,5	66,2	11,3	-23,6	22,2	23,1	11,9	11,1	3,3	-31,4	-19,6	-13,0	30,0	-28,8	-19,0	46,3	14,1	-8,8

Source : Calcul de la DEFP sur la base des données de l'Office des Changes

## Structure des importations du Maroc selon les principaux partenaires (en valeur)

(En %)	Moyenne										Moyenne								
	90-99	00-09	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	10-14	15-21
Espagne	9,3	17,4	11,1	11,2	12,2	10,6	11,0	13,2	13,5	13,8	14,4	15,6	16,8	15,8	15,6	15,4	15,7	12,5	15,6
France	23,3	17,9	15,9	15,0	15,6	15,6	14,3	12,4	13,0	12,5	12,4	13,3	12,0	11,9	12,2	12,0	10,5	13,4	12,0
Italie	6,3	6,3	6,4	6,7	6,5	6,0	5,2	4,9	5,4	5,0	5,8	5,4	5,8	5,6	5,4	5,2	5,1	5,2	5,4
Allemagne	6,2	5,1	4,9	4,7	5,5	4,6	4,5	4,8	4,8	5,2	5,8	6,1	6,0	4,9	4,9	5,3	4,4	4,8	5,3
Portugal	1,0	1,4	1,2	1,2	1,2	1,6	1,7	1,6	2,3	2,2	2,9	2,9	2,6	2,6	2,8	2,6	2,8	1,9	2,8
<b>Union Européenne (28 pays)</b>	<b>57,4</b>	<b>54,5</b>	<b>50,2</b>	<b>49,1</b>	<b>50,5</b>	<b>47,1</b>	<b>45,6</b>	<b>45,2</b>	<b>48,3</b>	<b>49,6</b>	<b>51,3</b>	<b>53,8</b>	<b>54,6</b>	<b>52,0</b>	<b>51,4</b>	<b>50,9</b>	<b>48,9</b>	<b>47,2</b>	<b>51,8</b>
Royaume-Uni	3,6	3,2	2,7	2,8	1,8	2,1	2,0	2,2	1,9	1,8	2,1	1,9	2,3	2,2	1,7	1,3	1,2	2,0	1,8
Fédération de la Russie	0,7	2,0	4,9	2,5	2,9	3,8	4,6	5,2	4,2	4,2	4,3	2,4	2,1	3,5	2,7	3,6	3,5	4,4	3,1
Turquie	0,7	2,0	2,7	2,5	2,2	2,2	2,6	2,5	3,1	3,7	4,2	4,4	4,4	4,5	5,2	5,5	5,8	2,9	4,9
Chine	1,5	5,0	5,8	5,7	7,8	8,4	6,5	6,2	6,9	7,5	8,2	9,1	9,0	9,8	10,1	12,2	11,7	7,1	10,1
Arabie Saoudite	1,5	5,0	5,5	6,7	4,4	6,0	6,9	6,3	6,1	5,4	2,6	1,9	1,9	2,3	2,4	2,0	3,1	6,1	2,3
Etas-Unis	6,4	5,0	5,9	5,1	6,9	7,0	8,1	6,4	7,6	6,9	6,4	6,3	6,9	7,9	7,4	6,3	6,4	7,2	6,8
Bresil	1,8	2,0	1,7	1,7	2,3	2,2	2,4	2,3	1,8	1,2	1,6	1,5	1,6	1,2	1,1	1,7	1,4	1,9	1,5
Algérie	1,0	1,9	2,6	2,3	2,2	2,4	2,4	2,5	2,8	2,9	2,1	1,5	1,2	1,4	1,0	0,9	1,1	2,6	1,3
<b>Région MENA</b>	<b>13,6</b>	<b>15,5</b>	<b>11,8</b>	<b>15,5</b>	<b>11,8</b>	<b>14,1</b>	<b>15,3</b>	<b>15,0</b>	<b>14,8</b>	<b>13,4</b>	<b>9,3</b>	<b>7,0</b>	<b>6,4</b>	<b>7,6</b>	<b>7,5</b>	<b>6,5</b>	<b>8,7</b>	<b>14,5</b>	<b>7,6</b>
<b>Afrique Susaharienne</b>	<b>1,7</b>	<b>1,3</b>	<b>1,7</b>	<b>1,3</b>	<b>1,0</b>	<b>1,5</b>	<b>1,1</b>	<b>0,9</b>	<b>0,8</b>	<b>0,7</b>	<b>1,4</b>	<b>0,9</b>	<b>0,7</b>	<b>0,8</b>	<b>0,8</b>	<b>0,6</b>	<b>0,8</b>	<b>1,0</b>	<b>0,8</b>
<b>Amérique du Sud</b>	<b>4,1</b>	<b>4,4</b>	<b>4,4</b>	<b>4,4</b>	<b>4,5</b>	<b>4,3</b>	<b>4,6</b>	<b>4,5</b>	<b>3,6</b>	<b>3,7</b>	<b>3,7</b>	<b>3,7</b>	<b>4,2</b>	<b>2,8</b>	<b>3,8</b>	<b>4,2</b>	<b>4,0</b>	<b>4,1</b>	<b>3,8</b>

Source : Calcul de la DEFP sur la base des données de l'Office des Changes





Variation annuelle des exportations <sup>(1)</sup> selon les principaux produits (en valeur)

(En %)	Moyenne										Moyenne								
	90-99	00-09	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	10-14	15-21
<b>Alimentations, boissons et tabacs</b>	7,4	5,4	14,1	8,4	-3,8	6,4	6,9	5,1	11,8	6,3	15,8	10,2	8,3	7,6	6,0	0,8	10,9	7,3	8,4
Dont : Produits de la mer (2)	7,3	4,4	6,3	10,4	-6,2	0,6	-1,0	18,0	5,0	2,9	14,0	10,2	5,8	3,8	-3,4	1,3	16,9	4,9	6,7
Agrumes	8,4	-0,4	5,3	6,9	-22,1	27,8	23,7	-30,3	16,8	-2,7	21,2	-6,7	6,1	13,6	14,1	1,8	-3,3	4,6	6,3
<b>Énergie et lubrifiants</b>	10,5	2,8	33,0	19,6	-21,6	-39,6	186,9	63,0	23,1	-28,4	-53,0	-39,0	21,4	40,8	33,8	-68,5	71,0	20,0	-13,8
Dont : Huile de pétrole et lubrifiants	-5,5	11,4	6,8	56,3	-45,6	42,8	178,6	59,5	6,6	-23,0	-43,5	-40,3	28,9	38,1	18,6	-65,4	28,0	39,1	-15,2
<b>Produits bruts</b>	1,7	2,3	6,6	85,3	-58,9	85,4	25,9	-3,0	-19,6	-1,3	18,3	-16,8	18,9	-1,6	-4,6	-5,6	30,8	12,4	4,4
D'origine animale et végétale	3,2	2,7	-18,9	-7,9	-0,1	58,1	-10,5	-3,5	-13,4	23,5	37,2	-1,1	11,6	3,9	8,7	0,7	21,2	7,9	11,1
D'origine minérale	1,3	2,1	15,8	108,9	-65,5	94,2	35,4	-2,9	-20,7	-6,0	13,5	-21,5	21,7	-3,5	-9,5	-8,4	35,5	13,7	2,3
Dont : Phosphates	0,7	0,0	19,8	190,6	-74,8	101,7	40,4	1,7	-29,1	-9,8	21,7	-25,7	12,9	-0,9	-11,9	0,4	21,9	13,0	1,2
<b>Demi-produits</b>	7,7	6,7	13,1	52,9	-48,9	65,0	24,3	-2,2	-14,4	7,3	2,5	-6,0	12,1	15,8	-4,1	0,6	55,3	13,0	9,4
Dont : Engrais naturels et chimiques	1,6	6,1	53,0	52,4	-48,7	134,0	42,5	11,6	-22,6	7,0	5,9	14,7	19,9	18,4	-6,0	14,6	60,2	25,2	16,9
Acide phosphorique	14,8	3,4	14,9	151,7	-64,7	70,8	24,4	-14,3	-17,8	6,0	25,8	-30,6	-4,7	30,3	-2,0	-16,2	74,1	9,7	6,5
<b>Produits finis d'équipement</b>	16,4	8,9	33,5	8,0	-5,4	44,3	10,0	3,8	9,8	12,1	15,4	6,1	14,3	19,3	12,3	-12,7	4,5	15,2	8,0
Dont : Agricole	16,0	13,7	31,2	18,5	33,4	-14,5	2,7	18,5	25,3	-8,9	5,4	76,0	21,0	12,2	-11,1	-6,1	24,4	3,5	14,7
Industriel	16,4	8,9	33,5	7,9	-5,5	44,5	10,0	3,8	9,8	12,2	15,4	5,9	14,3	19,4	12,4	-12,7	4,5	15,2	8,0
<b>Produits finis de consommation</b>	11,0	1,4	3,8	-6,6	-3,2	7,1	11,6	17,0	9,3	18,0	9,4	13,2	6,7	6,9	1,5	-12,1	25,2	12,5	6,7
Vêtements confectionnés	12,5	1,0	-0,8	-7,2	-6,4	0,1	2,2	5,9	-2,4	5,8	0,2	8,7	6,2	2,0	-2,0	-22,2	24,9	2,3	1,7
<b>Exportations totales</b>	8,5	4,4	12,1	24,1	-27,4	32,4	17,0	5,7	0,3	8,3	8,6	3,5	10,3	10,7	3,3	-7,5	25,2	12,2	7,3

Source : Calcul de la DEFF sur la base des données de l'Office des Changes

(1) Exportations globales y compris les admissions temporaires

(2) Les produits de la mer comprennent: Poissons frais, salés, séchés ou fumés, Poissons vivants, Crustacés, mollusques et coquillages et les Préparations et conserves de poissons et crustacés.

## Structure des exportations selon les principaux produits (en valeur)

(En %)	Moyenne										Moyenne								
	90-99	00-09	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	10-14	15-21
<b>Alimentations, boissons et tabacs</b>	20,9	19,6	19,2	16,8	22,3	17,9	16,4	16,3	18,2	17,8	19,0	20,2	19,8	19,3	19,8	21,6	19,1	17,3	19,8
Dont : Produits de la mer	10,8	9,8	8,9	7,9	10,2	7,8	6,6	7,3	7,7	7,3	7,7	8,2	7,8	7,3	6,9	7,5	7,0	7,3	7,4
Agrumes	3,5	2,5	2,4	2,1	2,2	2,1	2,3	1,5	1,7	1,6	1,7	1,6	1,5	1,6	1,7	1,9	1,5	1,8	1,6
<b>Énergie et lubrifiants</b>	1,9	2,4	2,2	2,2	2,3	1,1	2,6	4,0	4,9	3,3	1,4	0,8	0,9	1,2	1,5	0,5	0,7	3,3	1,0
Dont : Huile de pétrole et lubrifiants	1,3	0,8	0,9	1,2	0,9	0,9	2,3	3,4	3,6	2,6	1,3	0,8	0,9	1,1	1,3	0,5	0,5	2,6	0,9
<b>Produits bruts</b>	11,1	10,4	10,2	15,3	8,6	12,1	13,0	11,9	9,6	8,7	9,5	7,6	8,2	7,3	6,8	6,9	7,2	11,0	7,6
D'origine animale et végétale	2,7	2,3	2,1	1,5	2,1	2,5	1,9	1,8	1,5	1,7	2,2	2,1	2,1	2,0	2,1	2,3	2,2	1,9	2,1
D'origine minérale	8,4	8,1	8,2	13,7	6,5	9,6	11,1	10,2	8,1	7,0	7,3	5,5	6,1	5,3	4,7	4,6	5,0	9,1	5,4
Dont : Phosphates	5,9	5,6	4,8	11,4	3,9	6,0	7,2	6,9	4,9	4,1	4,6	3,3	3,4	3,0	2,6	2,8	2,7	5,8	3,1
<b>Demi-produits</b>	21,3	25,8	26,8	33,0	23,3	29,0	30,8	28,5	24,4	24,1	22,8	20,7	21,0	22,0	20,4	22,2	27,6	27,2	22,6
Dont : Engrais naturels et chimiques	5,5	5,0	5,7	7,0	5,0	8,8	10,7	11,3	8,7	8,6	8,4	9,3	10,1	10,8	9,9	12,2	15,6	9,6	11,2
Acide phosphorique	7,7	8,0	7,2	14,7	7,1	9,2	9,8	7,9	6,5	6,4	7,4	4,9	4,3	5,0	4,8	4,3	6,0	7,9	5,2
<b>Produits finis d'équipement</b>	6,4	9,6	12,4	10,8	14,1	15,4	14,5	14,2	15,6	16,1	17,1	17,6	18,2	19,6	21,3	20,1	16,8	15,2	18,7
Industriel	6,3	9,5	12,4	10,8	14,1	15,4	14,4	14,2	15,5	16,1	17,1	17,5	18,1	19,6	21,3	20,1	16,8	15,1	18,7
<b>Produits finis de consommation</b>	38,5	32,0	29,0	21,8	29,1	23,5	22,5	24,9	27,1	29,6	29,8	32,6	31,5	30,5	29,9	28,4	28,4	25,7	30,1
Dont : Vêtements confectionnés	22,0	18,1	16,5	12,4	15,9	12,1	10,5	10,6	10,3	10,0	9,3	9,7	9,4	8,6	8,2	6,9	6,9	10,6	8,3
Articles de bonneterie	9,8	7,5	6,3	4,3	5,7	4,7	4,4	4,4	3,9	3,7	3,2	3,3	3,0	2,8	2,6	2,2	2,3	4,2	2,7

Source : Calcul de la DEFF sur la base des données de l'Office des Changes

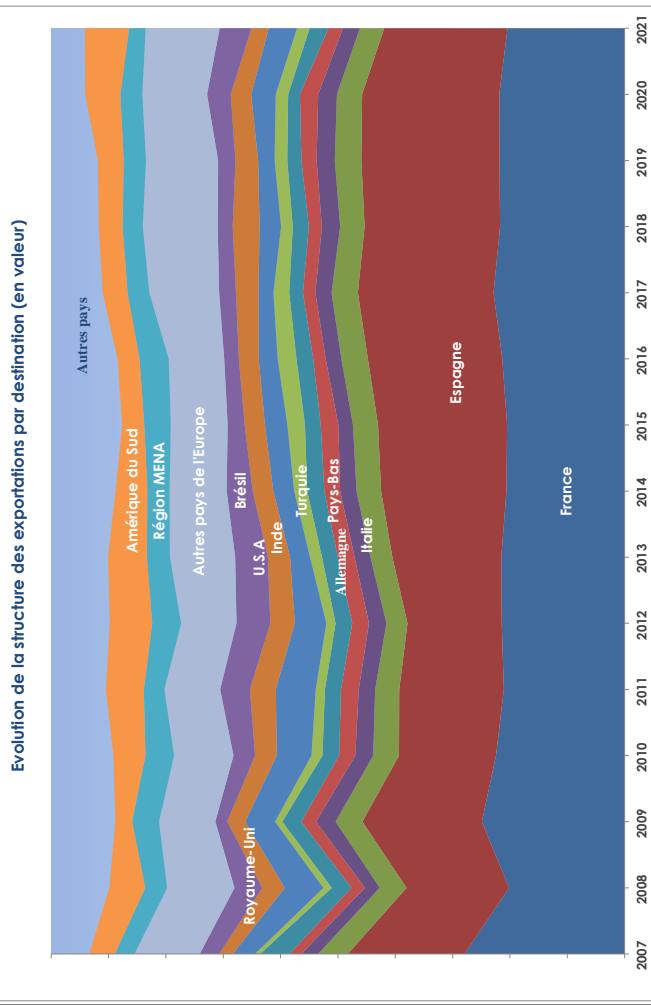
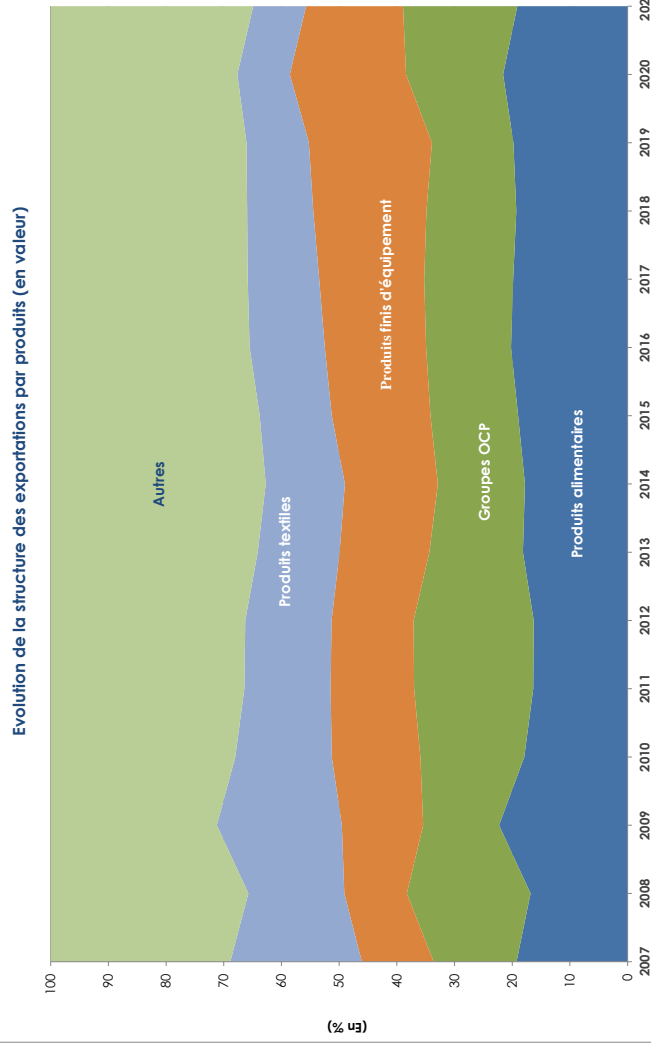
Variation des exportations du Maroc par destination (en valeur)

(Evolution annuelle en %)	Moyenne										Moyenne								
	90-99	00-09	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	10-14	15-21
France	9,8	0,7	7,8	-10,5	-10,4	19,3	9,8	7,6	0,6	3,8	7,9	7,7	18,1	5,2	3,7	-7,3	16,9	8,0	7,2
Espagne	11,1	11,6	13,0	-15,4	-15,4	7,3	26,3	-4,9	15,9	24,6	11,6	7,8	11,3	10,5	5,4	-8,3	7,2	10,2	7,1
Italie	6,4	3,5	16,0	12,0	-27,2	27,2	9,2	-7,6	4,4	11,5	10,8	8,9	10,4	2,9	11,6	-11,9	21,0	13,2	7,2
Allemagne	7,5	-0,9	8,3	8,9	-5,2	22,4	6,7	13,1	-9,2	11,5	-2,6	10,9	13,6	24,5	3,2	-4,9	12,9	8,4	7,8
Pays-Bas	7,5	-2,0	-2,0	41,4	-20,0	44,2	29,1	0,8	2,2	2,2	20,2	-26,1	9,3	15,5	21,2	11,0	-0,4	13,7	6,0
Union Européenne (28 pays)	6,9	3,2	9,9	2,4	-19,4	20,0	14,8	2,1	7,2	12,9	9,3	5,7	12,7	9,7	4,6	-8,3	16,5	11,2	6,9
Royaume-Uni	12,6	-5,4	-7,0	-16,3	-29,6	15,3	12,6	10,1	-5,3	17,7	0,3	9,3	-9,4	30,9	-10,3	-23,1	101,9	9,8	8,9
Turquie	14,7	14,7	6,2	98,5	-37,1	102,0	-2,7	5,5	30,7	18,8	45,0	11,6	-7,3	-19,4	13,1	-9,0	25,9	26,3	6,6
Inde	5,2	5,2	8,9	116,8	-44,4	54,8	34,3	-16,3	-36,7	12,9	17,6	-13,1	-13,6	60,9	-20,5	37,4	43,7	4,4	12,2
U.S.A	3,6	3,6	32,9	103,2	-41,5	58,4	40,9	-0,8	-8,7	-0,1	7,0	1,3	25,4	32,4	-13,6	-16,2	5,9	15,1	4,7
Brésil	17,2	17,2	62,8	77,5	-69,0	141,4	60,1	20,5	-3,0	-13,2	-29,2	-10,9	26,9	-1,8	19,9	25,7	68,1	31,4	10,3

Structure des exportations du Maroc par destination (en valeur)

	Moyenne										Moyenne								
	90-99	00-09	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	10-14	15-21
France	34,8	29,0	27,9	20,2	24,9	22,4	21,1	21,4	21,5	20,6	20,5	21,3	22,9	21,7	21,8	21,9	20,4	21,4	21,5
Espagne	9,7	18,1	20,4	17,9	20,9	16,9	18,3	16,4	19,0	21,9	22,5	23,5	23,7	23,6	24,1	23,9	21,5	18,6	23,2
Italie	5,6	5,2	5,2	4,7	4,7	4,5	4,2	3,7	3,8	4,3	4,4	4,6	4,6	4,3	4,6	4,4	4,3	4,1	4,4
Allemagne	6,3	3,5	3,0	2,6	3,4	3,1	2,9	3,1	2,8	2,8	2,6	2,7	2,8	3,2	3,2	3,3	2,9	2,9	3,0
Pays-Bas	2,8	2,3	2,1	2,3	2,6	2,8	3,1	2,9	2,9	2,9	3,1	2,2	2,2	2,3	2,7	3,2	2,5	2,9	2,6
Union Européenne (28 pays)	75,4	71,1	67,0	56,1	62,7	57,0	56,0	53,9	58,0	60,3	61,0	62,2	64,1	63,5	64,4	63,8	59,4	57,1	62,6
Royaume-Uni	8,3	6,1	5,1	3,4	3,3	2,9	2,8	2,9	2,7	3,0	2,8	2,9	2,4	2,8	2,5	2,2	3,3	2,9	2,7
Turquie	0,1	0,9	0,9	1,5	1,3	1,9	1,6	1,6	2,1	2,3	3,1	3,3	2,8	2,0	2,2	2,2	2,2	1,9	2,5
Inde	1,4	4,3	3,9	6,8	5,2	6,1	4,5	5,5	3,5	3,6	3,9	3,3	3,6	3,8	3,9	4,3	4,9	5,0	0,8
U.S.A	3,1	3,1	2,4	3,9	3,1	3,8	4,5	4,3	3,9	3,6	3,5	3,5	3,9	4,7	3,9	3,6	3,0	4,0	3,7
Brésil	2,8	2,6	2,4	3,4	2,1	3,8	5,2	5,9	5,7	4,6	3,0	2,6	2,9	2,6	3,0	4,1	5,5	5,1	3,5
Région MENA			3,4	3,8	4,7	5,0	3,6	5,0	4,0	3,9	4,6	5,1	3,8	3,5	3,9	3,8	2,9	4,3	3,9
Afrique Subsaharienne			3,4	3,5	4,7	4,8	4,4	6,9	6,4	6,6	7,0	6,9	7,2	6,3	6,2	6,8	6,8	5,9	6,7
Amérique du Sud			4,5	6,3	2,9	5,6	6,6	7,4	6,8	5,5	3,9	3,8	4,3	4,2	4,5	6,1	7,7	6,4	5,1

Source : Calcul de la DEFP sur la base des données de l'Office des Changes

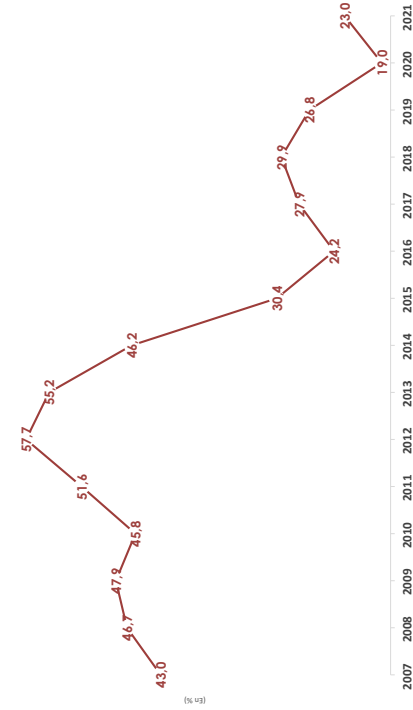


## Principaux indicateurs du commerce extérieur

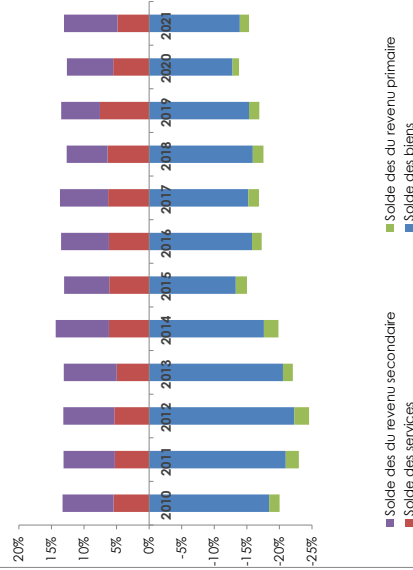
En %	Moyenne										Moyenne								
	90-99	00-09	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	10-14	15-21
<b>Taux de couverture</b>																			
Balance commerciale globale	68,5	53,3	48,0	47,8	42,8	50,2	48,9	47,8	48,3	51,3	58,6	55,0	56,8	57,2	57,9	62,2	62,3	49,3	58,7
Balance commerciale hors énergie	77,0	64,7	59,2	60,2	52,6	64,5	63,7	63,3	62,6	65,1	70,3	62,8	66,9	68,2	67,6	70,2	72,2	63,8	68,4
Balance commerciale alimentaire	128,1	109,4	90,4	82,2	104,0	92,1	73,8	72,1	93,8	85,5	116,2	102,2	116,1	116,1	117,8	102,9	105,2	82,7	110,3
Balance des biens finis d'équipement	18,3	22,5	27,1	23,3	24,0	34,4	37,2	37,8	37,9	43,5	45,7	38,2	41,4	44,9	47,9	48,1	44,7	38,3	44,5
Balance des produits finis de consommation	131,3	87,2	76,9	64,9	63,4	64,3	63,9	66,7	70,8	74,2	79,3	74,8	78,3	77,3	75,4	78,8	75,9	68,5	77,0
Solde commercial/PIB	-7,6	-15,9	-21,0	-23,8	-20,2	-18,9	-22,3	-23,8	-22,1	-19,0	-14,3	-16,9	-16,5	-17,2	-16,7	-13,9	-15,5	-19,9	-15,9
Facture énergétique/PIB	3,1	6,7	8,3	10,1	7,2	8,7	11,0	12,6	11,4	9,3	6,1	5,0	6,1	6,9	6,2	4,3	5,9	9,9	5,8
Facture énergétique en % des exportations	18,5	36,8	43,0	46,7	47,9	45,8	51,6	57,7	55,2	46,2	30,4	24,2	27,9	29,9	26,8	19,0	23,0	51,4	25,7
Importations des biens d'équipement/PIB	5,8	7,7	8,9	10,1	8,9	8,5	8,3	8,2	8,5	7,4	7,6	9,5	9,5	10,1	10,2	9,6	9,6	7,7	9,5

Source : Calcul de la DEFF sur la base des données de l'Office des Changes

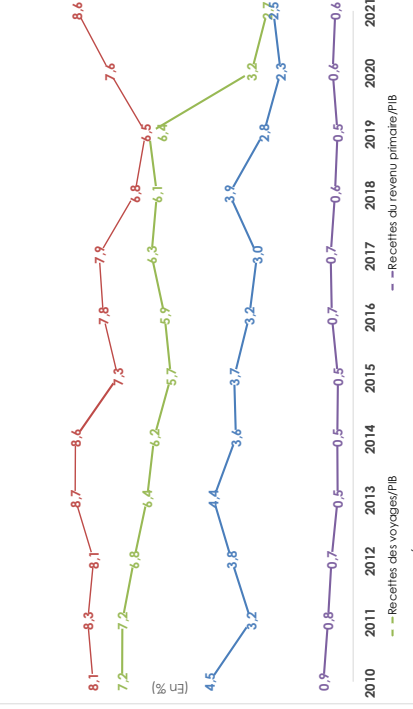
## Evolution de la facture énergétique en % des exportations globales



## Solde des transactions courantes en % du PIB



## Principaux éléments de la balance des paiements en % du PIB

Balance des paiements <sup>(1)</sup> en % du PIB

	Moyenne										Moyenne			
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	10-14	15-21
Solde du compte courant	-4,4	-7,9	-9,5	-7,9	-5,5	-2,0	-3,8	-3,2	-4,9	-3,4	-1,2	-2,3	-6,6	-3,0
Solde des biens	-18,4	-21,0	-22,3	-20,5	-17,6	-13,3	-15,8	-15,2	-15,9	-15,3	-12,8	-13,9	-18,7	-14,6
Solde des services	5,5	5,3	5,3	5,0	6,2	6,1	6,2	6,3	6,4	7,5	5,5	4,9	5,1	6,1
Solde des du revenu primaire	-1,6	-2,0	-2,3	-1,5	-2,2	-1,7	-1,5	-1,6	-1,6	-1,6	-1,0	-1,4	-1,8	-1,5
Solde des du revenu secondaire	7,8	7,9	7,8	8,1	8,2	6,9	7,4	7,4	6,3	6,0	7,1	8,2	7,5	7,0
Variation des recettes des voyages	6,8	4,4	-1,8	-0,4	7,7	-1,4	5,0	12,3	1,2	7,8	-53,7	-5,9	3,3	-8,1
Recettes des voyages/PIB	7,2	7,2	6,8	6,4	6,2	5,7	5,9	6,3	6,1	6,4	3,2	2,7	6,3	5,1
Recettes du revenu primaire/PIB	0,9	0,8	0,7	0,5	0,5	0,5	0,7	0,7	0,6	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6
Recettes du revenu secondaire/PIB	8,1	8,3	8,1	8,7	8,6	7,3	7,8	7,9	6,8	6,5	7,6	8,6	7,9	7,5
Inv. Directs Étrangers au Maroc/PIB	4,5	3,2	3,8	4,4	3,6	3,7	3,2	3,0	3,9	2,8	2,3	2,5	3,6	3,0

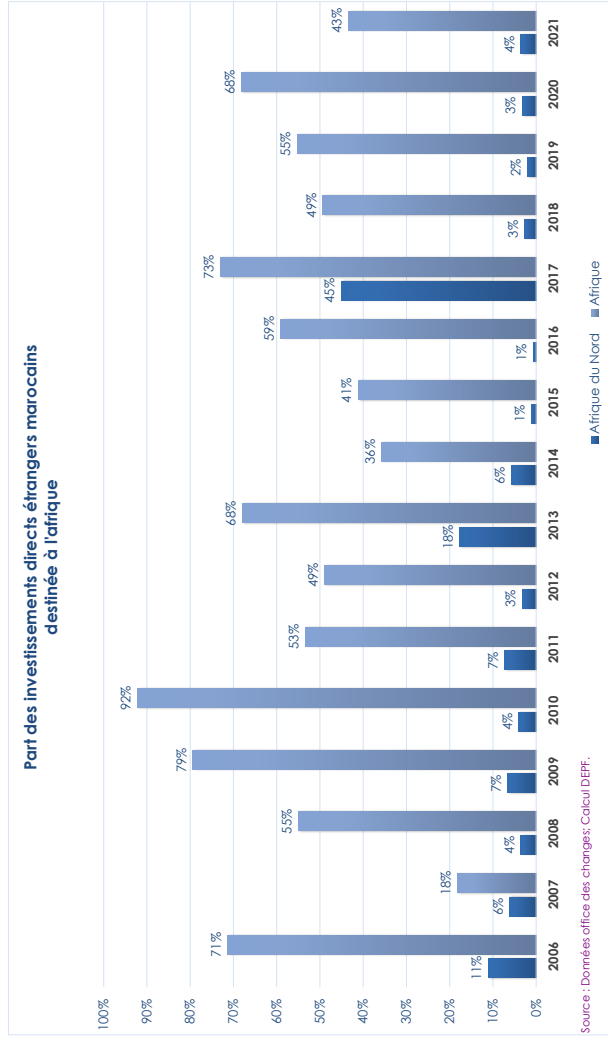
Source : Calcul de la DEFF sur la base des données de l'Office des Changes

(1) Balance des paiements ventilés selon la nomenclature de la 6<sup>ème</sup> édition du manuel de la Balance des paiements du FMI.

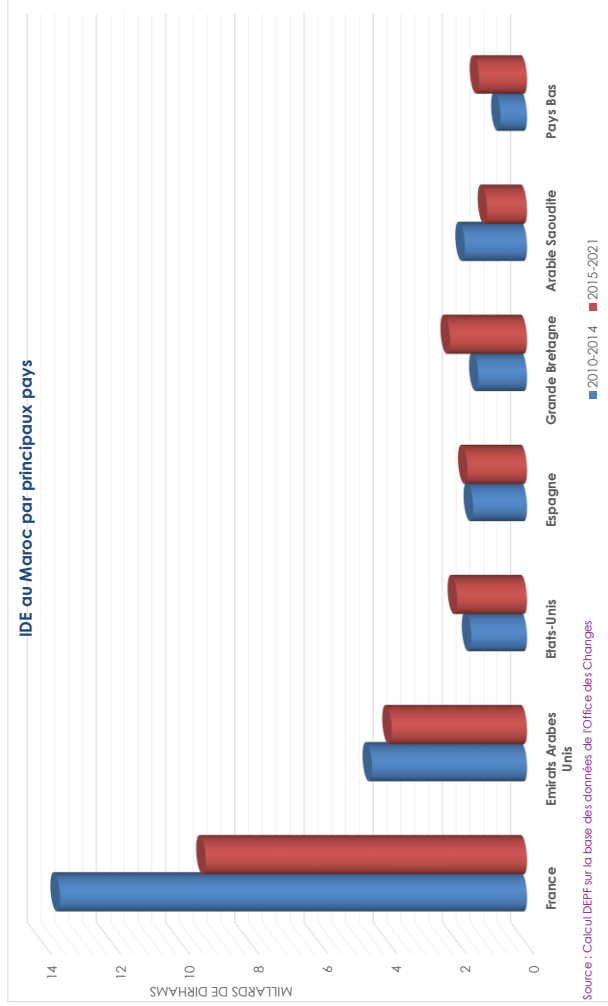
**Recettes des investissements étrangers au Maroc**

	Moyenne										Moyenne								
	90-99	00-09	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	10-14	15-21
<b>Investissements directs étrangers</b>			37959	27963	25250	35068	26060	32092	39077	36550	39920	35351	34354	46099	34489	26005	31910	33769	35447
<b>Structure des IDE par principaux secteurs d'activité</b>																			
Immobilier	16,3	20,2	8,7	6,4	10,8	13,6	20,7	22,8	19,4	29,5	28,1	31,7	28,7	15,5	20,5	22,2	20,7	24,3	23,7
Industrie	2,6	7,4	0,9	0,6	0,7	2,4	6,9	17,4	5,8	3,9	5,2	1,4	6,2	8,4	3,9	7,0	5,4	26,2	25,5
Energie et mines	15,6	32,7	32,7	20,3	11,4	11,6	9,8	4,6	5,8	7,1	6,4	13,2	9,1	8,8	5,3	9,6	5,5	7,0	5,4
Commerce	1,7	7,2	0,6	0,6	1,5	1,7	1,2	0,9	2,3	0,6	1,0	1,6	2,1	5,1	6,9	3,8	8,4	8,9	5,1
Tourisme	0,7	1,4	0,9	0,4	1,2	2,2	2,2	2,8	4,9	4,6	7,5	5,8	2,7	3,2	2,0	2,2	2,4	3,3	3,8
Transports	7,8	4,8	17,7	25,5	13,0	13,0	5,2	5,5	2,5	2,4	2,1	1,8	3,7	1,9	6,1	4,4	3,3	5,7	3,2
Grands travaux	1,7	2,2	0,7	0,7	0,7	2,7	4,5	2,6	4,4	5,2	6,6	4,5	1,7	2,1	3,6	2,9	4,5	3,9	3,7
Banque																			
Holding																			
<b>Structure des IDE par principaux pays</b>																			
France	47,9	37,6	37,6	37,7	51,3	58,4	34,3	38,2	36,4	32,3	22,6	31,3	22,5	16,7	35,7	30,6	29,8	40,1	26,3
Emirats Arabes Unis	5,4	10,0	10,0	16,9	4,6	7,4	17,8	24,3	7,8	12,4	16,7	10,2	10,4	8,6	7,7	11,1	13,5	13,4	11,1
Etats-Unis	3,0	4,1	3,0	3,0	2,9	1,8	4,1	5,8	5,1	7,4	10,6	6,6	7,8	5,3	3,0	2,6	3,1	4,9	5,8
Espagne	17,9	16,1	16,1	9,4	6,1	5,4	6,6	4,9	3,3	4,0	4,9	3,3	5,9	4,7	4,4	6,9	5,2	4,7	5,0
Grande Bretagne	3,6	6,8	6,8	4,3	3,9	2,9	3,8	2,4	6,4	5,3	3,9	7,3	6,1	5,5	4,7	8,1	10,6	4,3	6,4
Arabie Saoudite	1,4	1,7	1,7	1,8	1,0	1,7	6,0	3,8	5,0	10,6	5,9	6,6	4,7	1,1	2,9	0,9	0,8	5,4	3,3
Pays Bas	1,0	1,3	1,3	0,7	0,8	1,6	1,9	3,4	1,9	2,9	3,1	5,9	4,9	2,3	2,7	3,0	6,8	2,3	4,0
Luxembourg					0,6	0,2	0,6	0,9	4,7	1,8	2,6	2,4	5,0	4,9	5,3	2,9	5,4	1,8	4,1
Suisse	3,3	3,5	3,5	5,9	4,1	4,4	4,6	3,9	7,1	5,3	4,5	3,5	2,4	2,1	2,1	2,4	5,0	5,1	3,1
Allemagne	3,2	4,3	4,3	4,7	2,8	1,9	2,6	1,7	3,4	1,8	5,1	3,2	1,3	1,6	3,0	3,5	2,5	2,3	2,9
Belgique					3,4	3,0	4,4	1,4	1,6	1,7	1,4	1,8	2,3	1,8	2,4	1,2	1,8	2,3	1,8

Source : Calcul de la DEFF sur la base des données de l'Office des Changes



Source : Données office des changes, Calcul DEFF.



Source : Calcul DEFF sur la base des données de l'Office des Changes

**Recettes des MRE par principaux pays d'accueil**

(En millions de DH)	Moyenne										Moyenne								
	90-99	00-09	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	10-14	15-21
<b>Recettes des MRE (En millions de DH)</b>	<b>17947</b>	<b>41039</b>	<b>55001</b>	<b>53072</b>	<b>50211</b>	<b>54387</b>	<b>58385</b>	<b>58751</b>	<b>57865</b>	<b>57410</b>	<b>60157</b>	<b>62561</b>	<b>65898</b>	<b>64937</b>	<b>65016</b>	<b>68140</b>	<b>93673</b>	<b>57360</b>	<b>68626</b>
France	10838	17357	23353	21058	20228	22314	23876	22398	21452	20910	21498	22253	23420	23016	23039	23426	30210	22190	23837
Italie	1148	5215	6809	6014	5801	5948	6647	5909	5640	5633	5810	5998	6241	6103	5816	6772	10043	5926	6683
Espagne	377	4673	8505	7765	5941	5948	5664	5290	5039	5086	5276	5436	5767	5612	5717	8626	13322	5405	7108
Emirats Arabes Unies	448	1209	1569	2146	2311	2826	3043	3646	3806	2948	3522	3903	4345	4207	4176	3139	3167	3254	3780
Arabie Saoudite	391	806	1029	1094	1278	1825	2428	3045	3202	3343	3921	4299	4696	4549	4720	4327	6366	2769	4697
Belgique	212	2491	2293	2391	3128	3099	3291	3310	3138	3207	3137	3224	3347	3358	3377	3205	3283	3189	3276
Etats Unis	212	2314	2761	3320	2514	2292	2495	3201	3239	3380	3402	3515	3601	3576	3632	4045	4790	2921	3794
Allemagne	960	1574	1865	1776	2202	2175	2364	2163	2147	2147	2219	2326	2464	2472	2495	3050	3940	2202	2709
Pays Bas	1254	2085	2322	2150	2086	2294	2106	1846	1788	1791	1963	2020	2149	2099	2021	2611	2830	1965	2242
Royaume-Uni	286	1627	2112	1982	1748	1732	1242	1439	1321	1486	1559	1629	1716	1670	1710	1533	2170	1444	1713
<b>Recettes MRE en % du PIB</b>	<b>5,4</b>	<b>7,3</b>	<b>8,5</b>	<b>7,4</b>	<b>6,7</b>	<b>6,9</b>	<b>7,1</b>	<b>6,9</b>	<b>6,4</b>	<b>5,7</b>	<b>5,6</b>	<b>5,7</b>	<b>5,7</b>	<b>5,4</b>	<b>5,2</b>	<b>5,9</b>	<b>7,3</b>	<b>6,2</b>	<b>4,7</b>

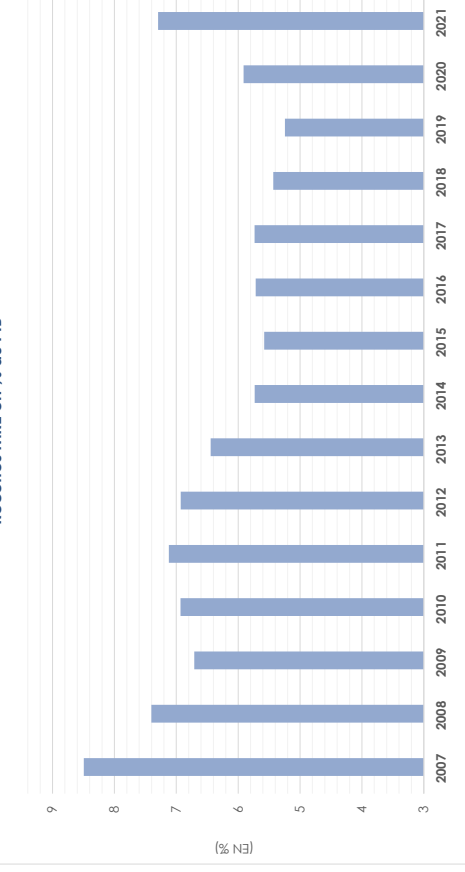
Source : Calcul de la DEFP sur la base des données de l'Office des Changes

**Structure des recettes MRE par principaux pays d'accueil**

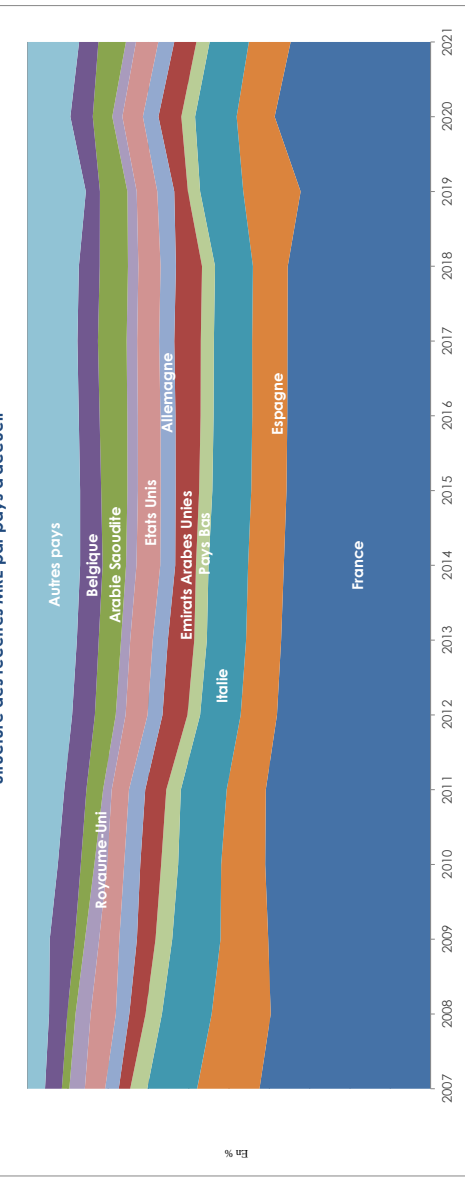
(En %)	Moyenne										Moyenne								
	90-99	00-09	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	10-14	15-21
France	60,4	42,3	42,5	39,7	40,3	41,0	40,9	38,1	37,1	36,4	35,7	35,6	35,5	35,4	35,4	34,4	32,3	38,7	34,7
Italie	6,5	12,7	12,4	12,4	12,0	10,7	11,4	10,1	9,7	9,8	9,7	9,6	9,5	9,4	8,9	9,9	10,7	10,3	9,7
Espagne	2,1	11,4	15,5	14,6	11,8	10,9	9,7	9,0	8,7	8,9	8,8	8,7	8,8	8,6	8,8	12,7	14,2	9,4	10,4
Emirats Arabes Unies	2,5	2,9	4,0	4,0	4,6	5,2	5,2	6,2	6,6	5,1	5,9	6,2	6,6	6,5	6,4	4,6	3,4	5,7	5,5
Arabie Saoudite	2,2	2,0	1,9	2,1	2,5	3,4	4,2	5,2	5,5	5,8	6,5	6,9	7,1	7,0	7,3	6,4	6,8	4,8	6,8
Belgique	2,9	2,9	4,2	4,5	6,2	5,7	5,5	5,6	5,4	5,6	5,2	5,2	5,1	5,2	5,2	4,7	3,5	5,6	4,8
Etats Unis	1,2	5,6	5,0	6,3	5,0	4,2	4,3	5,4	5,6	5,9	5,7	5,6	5,5	5,5	5,6	5,9	5,1	5,1	5,5
Allemagne	5,3	3,8	3,4	3,3	4,4	4,0	4,0	3,7	3,7	3,7	3,7	3,7	3,7	3,8	3,8	4,5	4,2	3,8	3,9
Pays Bas	7,0	5,1	4,2	4,1	4,2	4,2	3,6	3,1	3,1	3,1	3,3	3,2	3,3	3,2	3,1	3,8	3,0	3,4	3,3
Royaume-Uni	1,6	4,0	3,8	3,7	3,5	3,2	2,1	2,4	2,3	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,3	2,3	2,5	2,5

Calcul de la DEFP sur la base des données de l'Office des Changes

**Recettes MRE en % du PIB**

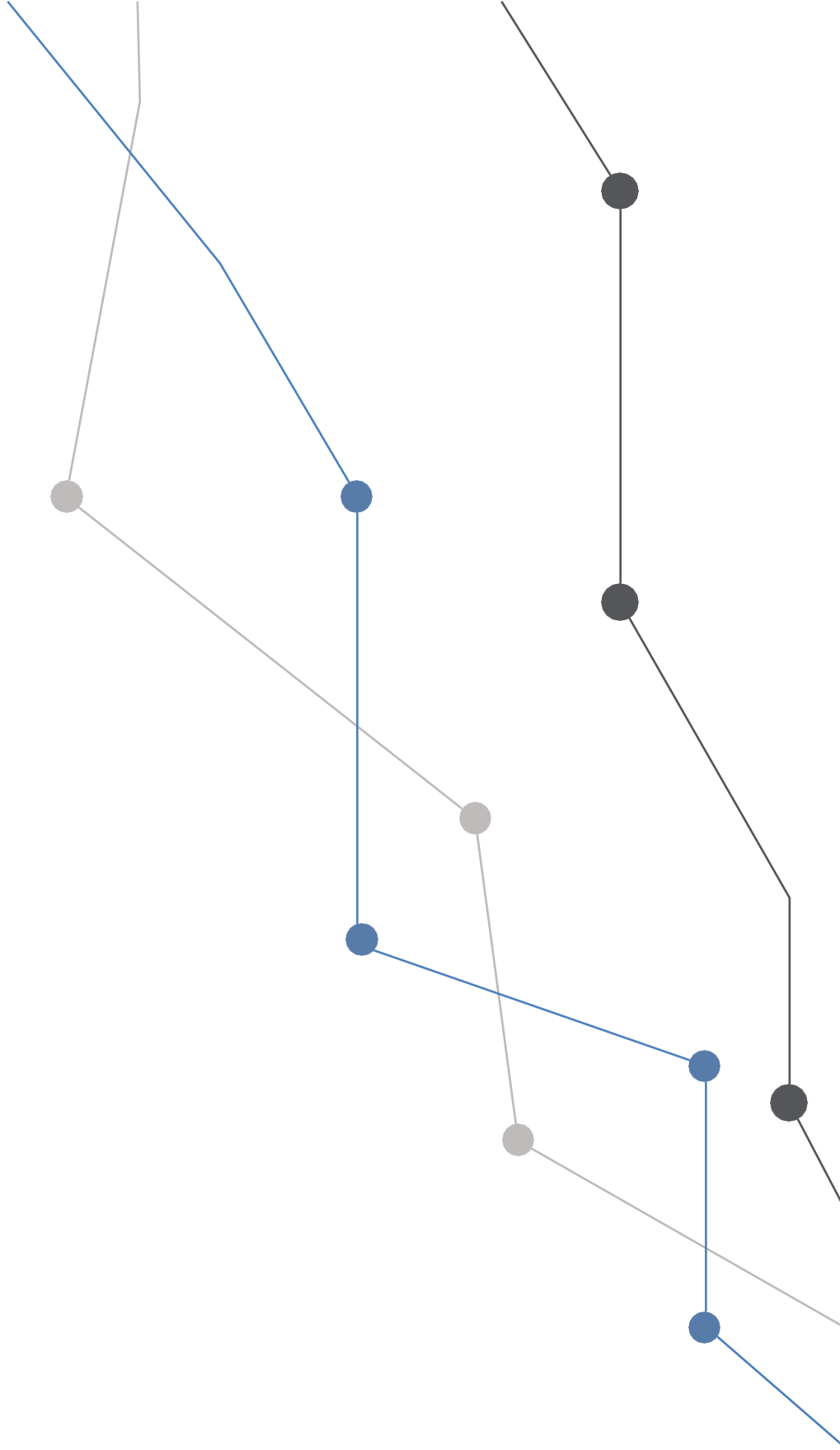
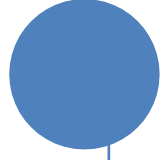


**Structure des recettes MRE par pays d'accueil**





# Indicateurs de compétitivité





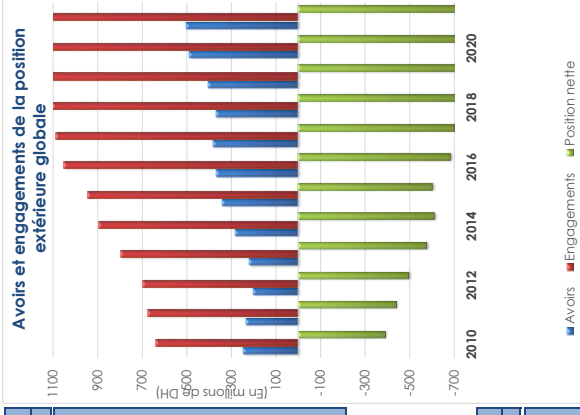


## Evolution des avoirs de la position extérieure globale (1)

	Avoirs											Moyenne		
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	10-14	15-21
<b>Position extérieure nette</b> (En milliards de DH)	<b>249,3</b>	<b>235,6</b>	<b>202,4</b>	<b>221,0</b>	<b>284,5</b>	<b>342,5</b>	<b>368,9</b>	<b>383,8</b>	<b>371,2</b>	<b>406,9</b>	<b>489,6</b>	<b>503,5</b>	<b>238,6</b>	<b>409,5</b>
Investissements directs	16,0	17,0	18,2	20,8	37,9	46,0	45,4	49,8	51,8	61,8	65,2	69,0	22,0	55,6
Investissements de portefeuille	8,0	6,8	6,5	6,2	10,9	14,5	10,6	12,3	11,1	11,4	12,7	13,0	7,7	12,2
Autres investissements	27,9	34,8	29,7	36,9	50,4	55,5	59,0	77,2	74,1	80,1	90,9	90,0	35,9	75,3
Avoirs de réserve	197,3	177,1	147,9	156,9	184,5	225,4	253,5	244,3	233,7	253,4	320,6	330,8	172,7	266,0
<b>Structure en (%)</b>														
Investissements directs	6,4	7,2	9,0	9,4	13,3	13,4	12,3	13,0	14,0	15,2	13,3	13,7	9,2	13,6
Investissements de portefeuille	3,2	2,9	3,2	2,8	3,8	4,2	2,9	3,2	3,0	2,8	2,6	2,6	3,2	3,0
Autres investissements	11,2	14,8	14,7	16,7	17,7	16,2	16,0	20,1	20,0	19,7	18,6	17,9	15,1	18,4
Avoirs de réserve	79,2	75,1	73,1	71,0	64,8	65,8	68,7	63,7	63,0	62,3	65,5	65,7	72,4	64,9

Source : Calcul de la DEFF sur la base des données de l'Office des Changes

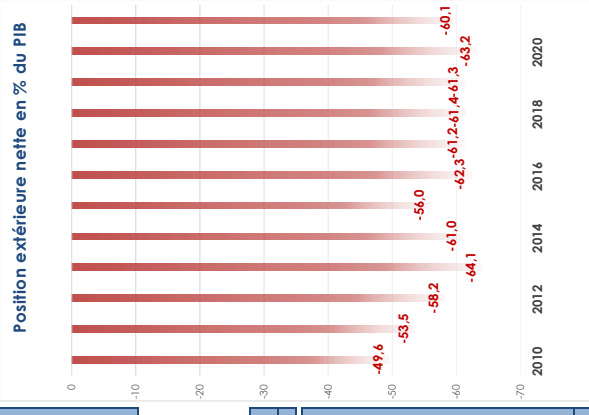
(1) La PEG selon la nomenclature du 5ème manuel du FMI de 2002 à 2012, et selon la nomenclature du 6ème manuel du FMI à partir de 2013.



## Evolution des engagements de la position extérieure globale

	Engagements											Moyenne		
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	10-14	15-21
<b>Position extérieure nette</b> (En milliards de DH)	<b>638,6</b>	<b>674,8</b>	<b>696,1</b>	<b>796,1</b>	<b>895,8</b>	<b>946,5</b>	<b>1050,7</b>	<b>1087,2</b>	<b>1104,9</b>	<b>1167,3</b>	<b>1217,5</b>	<b>1274,8</b>	<b>740,3</b>	<b>1121,3</b>
Investissements directs	376,7	381,8	381,6	422,3	462,9	492,0	553,1	589,7	613,5	638,4	640,9	676,9	405,1	600,7
Investissements de portefeuille	29,9	27,8	25,3	63,3	95,8	102,8	108,1	110,1	101,0	112,8	131,5	134,4	48,4	114,4
Autres investissements	231,9	265,1	289,2	310,0	335,9	351,2	389,1	387,1	390,1	415,9	444,8	463,4	286,4	405,9
Avoirs de réserve														
<b>Structure en (%)</b>														
Investissements directs	59,0	56,6	54,8	53,0	51,7	52,0	52,6	54,2	55,5	54,7	52,6	53,1	54,7	53,6
Investissements de portefeuille	4,7	4,1	3,6	8,0	10,7	10,9	10,3	10,1	9,1	9,7	10,8	10,5	6,5	10,2
Autres investissements	36,3	39,3	41,6	38,9	37,5	37,1	37,0	35,6	35,3	35,6	36,5	36,3	38,7	36,2
Avoirs de réserve														

Source : Calcul de la DEFF sur la base des données de l'Office des Changes



## Evolution de la position nette extérieure globale

	Position nette											Moyenne		
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	10-14	15-21
<b>Position extérieure nette</b> (En milliards de DH)	<b>-389,3</b>	<b>-439,1</b>	<b>-493,7</b>	<b>-575,1</b>	<b>-611,2</b>	<b>-604,0</b>	<b>-681,8</b>	<b>-703,4</b>	<b>-733,7</b>	<b>-760,4</b>	<b>-727,9</b>	<b>-771,3</b>	<b>-501,7</b>	<b>-711,8</b>
Investissements directs	-360,7	-364,8	-363,4	-401,5	-425,0	-446,0	-507,7	-539,9	-561,7	-576,6	-575,7	-607,9	-383,1	-545,1
Investissements de portefeuille	-21,9	-21,0	-18,7	-57,1	-84,9	-88,3	-97,4	-97,8	-89,9	-101,5	-118,8	-121,4	-40,7	-102,2
Autres investissements	-204,0	-230,3	-259,5	-273,1	-285,5	-295,7	-330,1	-309,9	-316,0	-335,8	-353,9	-373,4	-250,5	-330,7
Avoirs de réserve	197,3	177,1	147,9	156,9	184,5	225,4	253,5	244,3	233,7	253,4	320,6	330,8	172,7	266,0
<b>Structure en (%)</b>														
Investissements directs	92,7	83,1	73,6	69,8	69,5	73,8	74,5	76,8	76,5	75,8	79,1	78,8	76,4	76,6
Investissements de portefeuille	5,6	4,8	3,8	9,9	13,9	14,6	14,3	13,9	12,3	13,3	16,3	15,7	8,1	14,4
Autres investissements	52,4	52,5	52,6	47,5	46,7	49,0	48,4	44,1	43,1	44,2	48,6	48,4	49,9	46,5
Avoirs de réserve	-50,7	-40,3	-30,0	-27,3	-30,2	-37,3	-37,2	-34,7	-31,9	-33,3	-44,0	-42,9	-34,4	-37,4
<b>Position extérieure nette/PIB</b>	<b>-49,6</b>	<b>-53,5</b>	<b>-58,2</b>	<b>-64,1</b>	<b>-61,0</b>	<b>-62,3</b>	<b>-61,2</b>	<b>-61,4</b>	<b>-61,4</b>	<b>-61,3</b>	<b>-63,2</b>	<b>-60,1</b>	<b>-54,2</b>	<b>-60,8</b>

Source : Calcul de la DEFF sur la base des données de l'Office des Changes

**Evolution des parts de marché absolues (1) du Maroc et d'un échantillon de pays émergents**

	Moyenne										Moyenne								
	90-99	00-09	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2010-14	2015-21
<b>Maroc</b>	<b>0,133</b>	<b>0,113</b>	<b>0,109</b>	<b>0,125</b>	<b>0,111</b>	<b>0,116</b>	<b>0,118</b>	<b>0,116</b>	<b>0,116</b>	<b>0,126</b>	<b>0,135</b>	<b>0,143</b>	<b>0,145</b>	<b>0,150</b>	<b>0,156</b>	<b>0,157</b>	<b>0,164</b>	<b>0,118</b>	<b>0,150</b>
Malaisie	1,260	1,355	1,254	1,233	1,252	1,298	1,244	1,229	1,204	1,231	1,208	1,183	1,229	1,266	1,253	1,327	1,342	1,241	1,258
Roumanie	0,141	0,250	0,289	0,306	0,323	0,324	0,344	0,312	0,347	0,367	0,366	0,396	0,399	0,408	0,404	0,401	0,392	0,339	0,395
Turquie	1,527	2,375	0,765	0,817	0,813	0,744	0,736	0,824	0,852	0,876	0,912	0,931	0,927	0,906	0,952	0,961	1,011	0,806	0,943
Brésil	0,927	1,056	1,139	1,211	1,208	1,310	1,383	1,296	1,227	1,162	1,128	1,119	1,212	1,186	1,164	1,185	1,260	1,276	1,179
Tunisie	0,103	0,105	0,108	0,119	0,115	0,107	0,097	0,092	0,090	0,088	0,085	0,085	0,080	0,079	0,079	0,078	0,075	0,095	0,080
Afrique du Sud	0,576	0,483	0,497	0,500	0,491	0,597	0,593	0,538	0,507	0,490	0,489	0,475	0,501	0,481	0,474	0,486	0,555	0,545	0,494

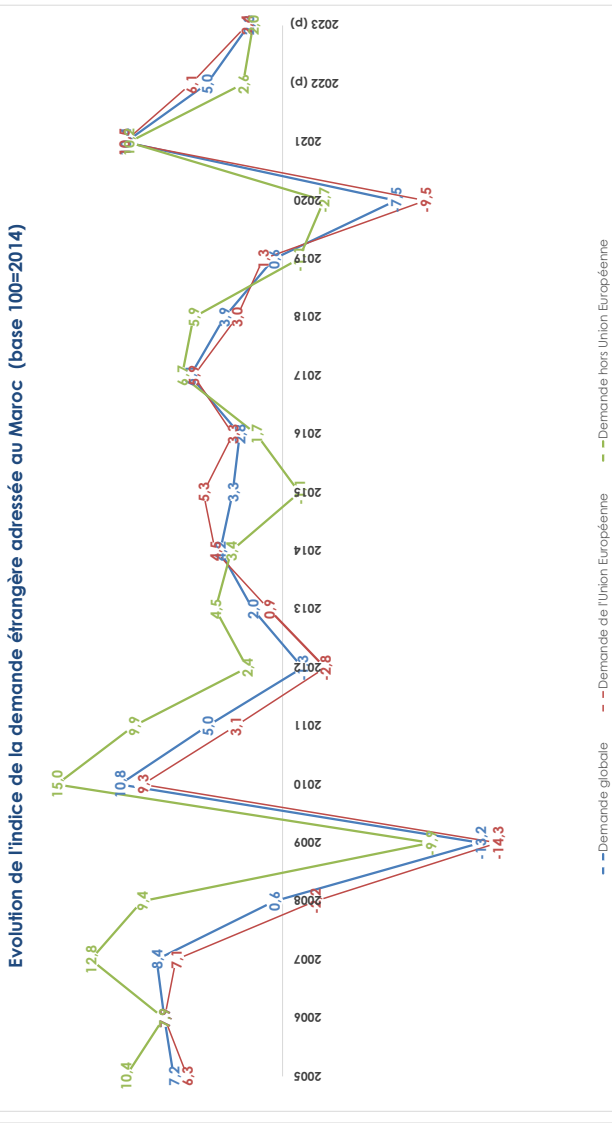
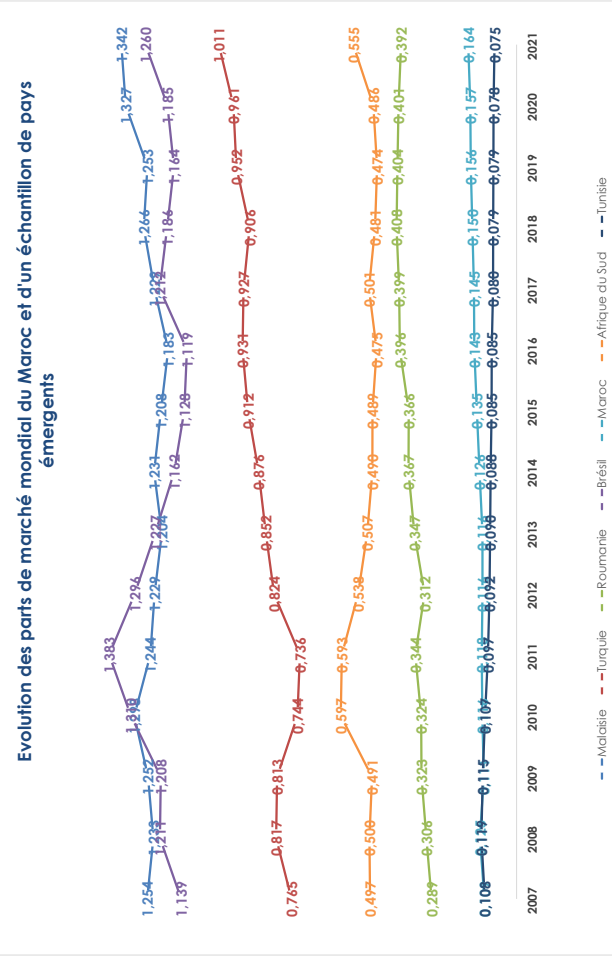
Source : Calcul DEPF sur la base des données de l'OMC.

(1) Part des exportations d'un pays de l'échantillon dans les exportations mondiales en valeur

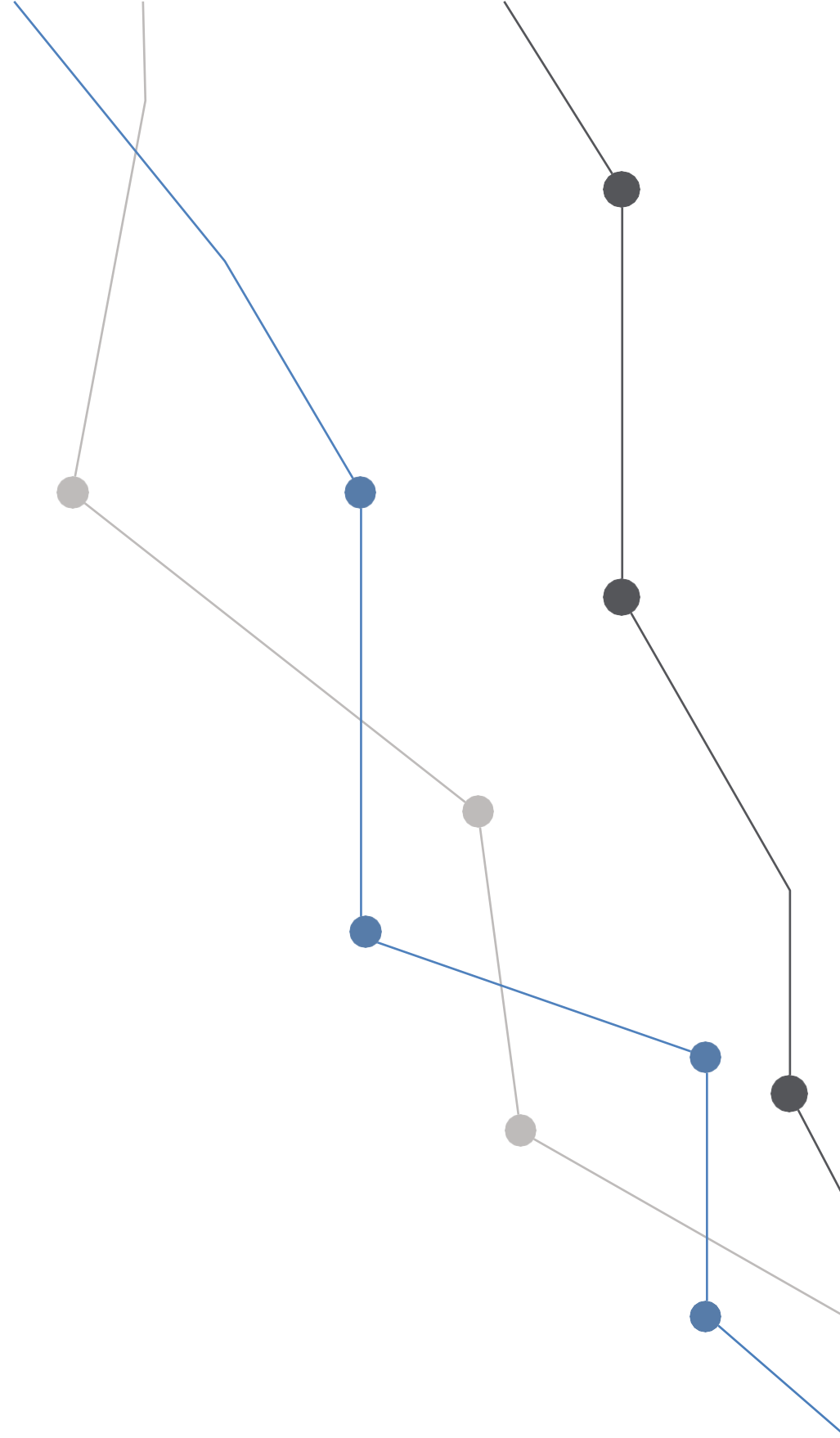
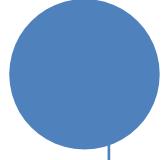
**Evolution de l'indice de la demande étrangère adressée au Maroc (base 100=2014)**

	2005										Prévision									
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 (p)	2023 (p)	
<b>Demande globale</b>	<b>7,2</b>	<b>7,9</b>	<b>8,4</b>	<b>0,6</b>	<b>-13,2</b>	<b>10,8</b>	<b>5,0</b>	<b>-1,3</b>	<b>2,0</b>	<b>4,2</b>	<b>3,3</b>	<b>2,8</b>	<b>6,1</b>	<b>3,9</b>	<b>0,6</b>	<b>-7,5</b>	<b>10,4</b>	<b>5,0</b>	<b>2,3</b>	
Demande de l'Union Européenne	6,3	7,9	7,1	-2,2	-14,3	9,3	3,1	-2,8	0,9	4,5	5,3	3,3	5,9	3,0	1,3	-9,5	10,5	6,1	2,4	
Demande hors Union Européenne	10,4	7,9	1,2,8	9,4	-9,9	15,0	9,9	2,4	4,5	3,4	-1,1	1,7	6,7	5,9	-1,1	-2,7	10,2	2,6	2,0	

Source : Calcul de la DEPF.



# Monnaie et Bourse





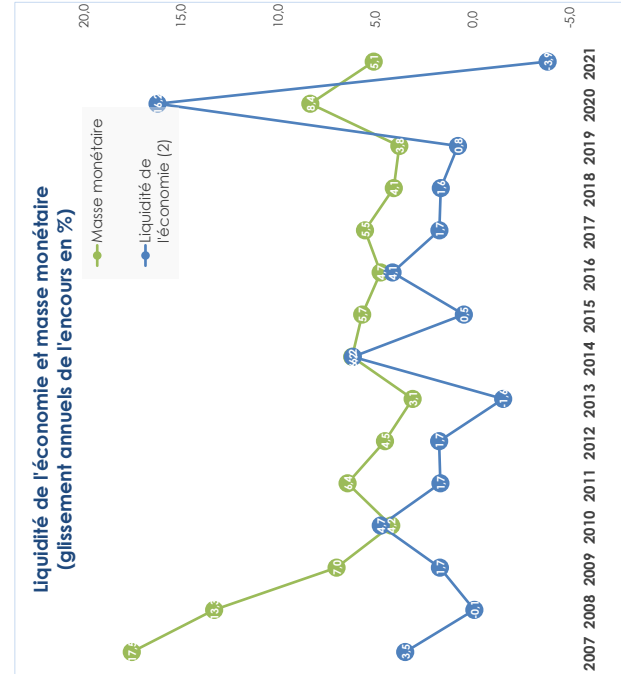
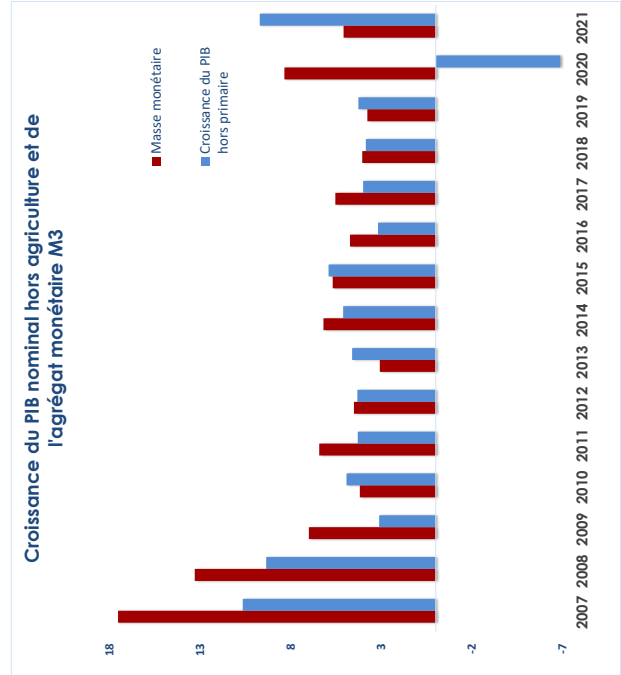
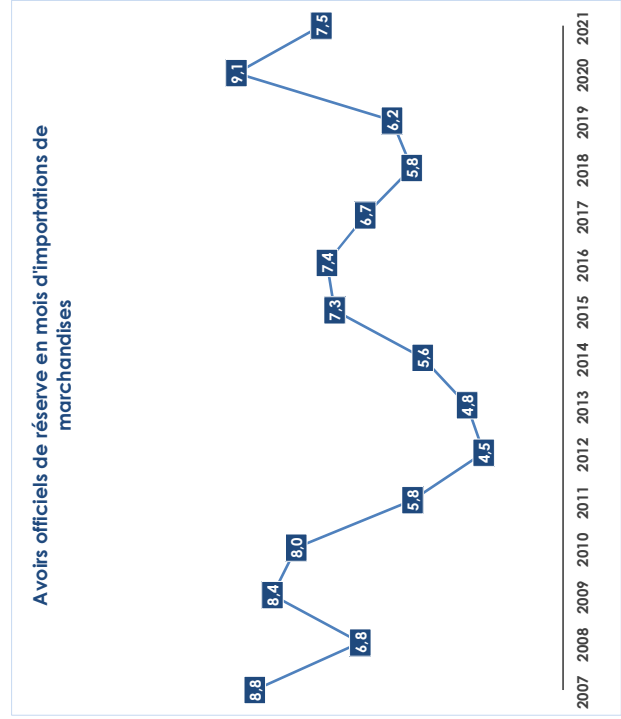
**Agrégats monétaires (glissements annuels des encours en %)**

En %	Moyenne										Moyenne								
	90-99	00-09	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	10-14	15-21
<b>Masses monétaire</b>	10,4	12,1	17,5	13,3	7,0	4,2	6,4	4,5	3,1	6,2	5,7	4,7	5,5	4,1	3,8	8,4	5,1	4,9	5,3
Contreparties dont :																			
<b>Avoirs officiels de réserve</b>	30,8	12,1	8,3	-3,3	0,5	6,9	-12,6	-16,6	6,0	19,6	23,0	-3,6	-3,6	-4,3	8,4	26,5	3,2	-0,2	8,8
Avoirs officiels de réserve en mois d'imp. de marchandises	5,4	8,8	8,8	6,8	8,4	8,0	5,8	4,5	4,8	5,6	7,3	7,4	6,7	5,8	6,2	9,1	7,5	5,4	7,1
<b>Créances nettes sur l'Administration Centrale</b>			5,7	2,1	-9,3	-7,5	25,8	22,8	19,0	-3,7	3,0	-3,8	17,8	21,0	4,6	12,2	14,3	10,4	9,6
Créances nettes sur l'AC/ recettes ordinaires de l'Etat (1)			60,5	52,0	50,9	46,6	53,1	62,2	72,4	66,9	70,1	65,2	72,7	87,1	84,0	104,0	106,5	60,8	84,9
<b>Créances sur l'économie</b>	12,4	12,6	28,9	24,8	11,6	11,0	10,4	5,1	3,4	3,7	1,6	5,9	3,3	3,4	5,6	4,9	3,8	6,7	4,1
Créances sur l'économie / PIB	36,5	57,5	66,0	74,4	79,5	84,2	89,0	90,5	88,3	88,9	83,9	87,5	86,1	85,6	87,1	98,3	91,6	88,3	88,7
<b>Placements liquides</b>			-4,3	2,9	3,5	28,0	5,8	6,9	7,2	17,5	13,7	7,7	9,3	9,1	5,9	7,4	10,9	12,8	9,1
<b>Liquidité de l'économie (2)</b>			3,5	-0,1	1,7	4,7	1,7	1,7	-1,6	6,2	0,5	4,1	1,7	1,6	0,8	16,2	-3,9	2,5	2,9

(1) non compris TVA des CL

(2) (M3+P1)/PIB

Source : Calcul DEFP sur la base des données de Bank Al-Maghrib.

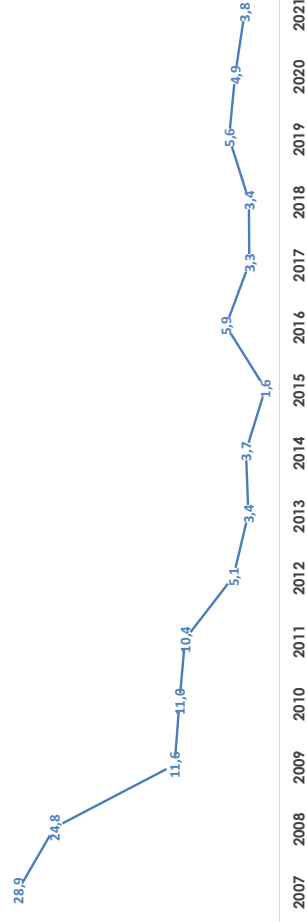
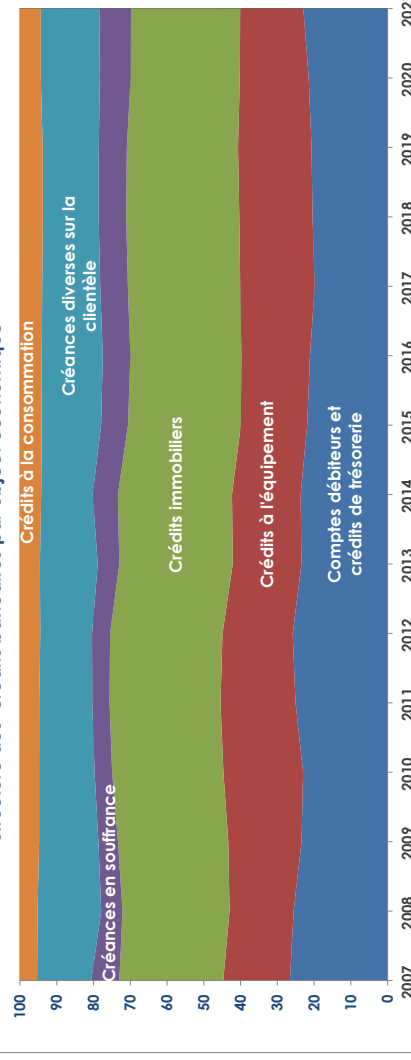


**Crédits bancaires (glissements annuels des encours en %)**

(En %)	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Moyenne		
																10-14	15-21	
<b>Crédits bancaires</b>																		
Comptes débiteurs et crédits de trésorerie	11,3	19,2	0,4	5,9	20,5	7,8	-5,6	3,1	-4,9	0,5	-3,1	6,2	6,8	8,6	9,5	6,0	3,2	
Crédits à l'équipement	31,6	19,3	25,4	17,0	4,1	-2,0	1,5	2,3	-0,7	8,1	11,6	1,8	5,8	-2,1	-6,0	4,4	2,5	
Crédits immobiliers	64,8	27,6	13,0	8,7	10,2	6,1	4,8	2,7	1,7	2,5	4,4	3,8	3,5	3,0	2,6	6,5	3,1	
Crédits à l'habitat	27,8	14,9	12,4	12,9	10,7	9,8	6,3	6,2	5,5	5,2	3,8	5,7	3,8	3,4	4,7	9,1	4,6	
Crédits à la consommation	41,3	27,7	19,2	8,1	11,2	9,8	1,9	9,2	4,9	5,4	4,6	6,1	4,6	-4,1	2,5	8,0	3,4	
Créances diverses sur la clientèle	40,1	45,9	2,2	0,5	5,8	2,3	1,6,2	-9,3	19,0	6,6	-1,9	-0,5	6,0	10,1	1,6	2,8	5,7	
Créances en souffrance	-5,8	-6,5	1,2	-3,3	9,5	8,7	23,8	20,2	9,3	6,8	3,7	2,5	7,2	14,7	5,7	11,3	7,1	

**Structure des Crédits bancaires par objet économique**

(En %)	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Moyenne		
																10-14	15-21	
<b>Crédits bancaires</b>																		
Comptes débiteurs et crédits de trésorerie	26,6	25,6	23,4	23,0	25,1	25,8	23,5	23,7	21,9	21,1	19,8	20,4	20,7	21,5	22,9	24,2	21,2	
Crédits à l'équipement	18,1	17,4	19,9	21,6	20,4	19,1	18,7	18,7	18,0	18,7	20,2	19,9	20,0	18,7	17,2	19,6	19,0	
Crédits immobiliers	28,3	29,1	30,0	30,3	30,2	30,6	30,9	31,0	30,7	30,2	30,6	30,7	30,2	29,7	29,7	30,6	30,2	
Crédits à l'habitat	20,0	18,6	19,0	19,9	20,0	20,9	21,4	22,3	22,9	23,1	23,2	23,8	23,4	23,2	23,6	21,0	23,3	
Crédits aux promoteurs immobiliers	8,3	10,5	11,0	10,3	9,9	9,5	9,2	8,5	7,4	6,8	7,1	6,7	6,5	6,3	5,7	9,4	6,6	
Crédits à la consommation	4,6	4,8	5,2	5,2	5,2	5,5	5,4	5,8	5,9	6,0	6,0	6,2	6,2	5,7	5,6	5,4	5,9	
Créances diverses sur la clientèle	14,7	17,3	16,1	15,1	14,4	14,1	15,8	14,0	16,2	16,6	15,8	15,2	15,3	16,1	15,9	14,7	15,8	
Créances en souffrance	7,6	5,8	5,3	4,8	4,7	4,9	5,9	6,9	7,3	7,5	7,5	7,5	7,6	8,4	8,6	5,5	7,8	

**Créances sur l'économie**  
(glissements annuels de l'encours en %)**Structure des crédits bancaires par objet économique**

## Indicateurs relatifs à la bourse des valeurs de Casablanca

	Croissance Moyenne											Croissance Moyenne								
	90-99	00-09	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	10-14	15-21	
MASI			12 695	10 984	10 444	12 655	11 028	9 359	9 114	9 620	8 926	11 644	12 389	11 364	12 172	11 287	13 358		-1,4	4,2
MADEX			10 464	9 061	8 464	10 335	9 012	7 614	7 418	7 843	7 255	9 547	10 100	9 233	9 919	9 190	10 808		-1,3	4,1
Chiffre d'affaires de la bourse (En milliards DH)	64,0	3,1	326,1	217,7	127,9	182,2	59,9	49,8	55,4	44,7	44,9	54,1	65,5	46,9	58,4	49,0	64,4		-16,1	4,7
Capitalisation boursière (En milliards DH)	39,2	13,9	586,3	531,7	508,9	579,0	516,2	445,3	451,1	484,4	453,3	583,4	627,0	582,2	626,7	585,0	690,7		-0,8	4,5
Volume des dividendes (En milliards DH)	23,9	21,8	14,7	19,5	21,2	20,8	20,4	19,7	19,0	22,2	20,6	24,4	23,3	22,8	21,9	17,3	19,3		0,8	-2,8
<b>Capitalisation boursière/PIB (en %)</b>	<b>18,9</b>	<b>52,0</b>	<b>90,5</b>	<b>74,2</b>	<b>68,0</b>	<b>73,8</b>	<b>62,9</b>	<b>52,5</b>	<b>50,2</b>	<b>48,4</b>	<b>42,0</b>	<b>53,3</b>	<b>54,6</b>	<b>48,7</b>	<b>50,5</b>	<b>50,8</b>	<b>53,8</b>		<b>53,5</b>	<b>50,6</b>
<b>Ratio de liquidité (1)</b>			<b>29,2</b>	<b>16,6</b>	<b>10,7</b>	<b>14,4</b>	<b>9,6</b>	<b>9,0</b>	<b>11,1</b>	<b>8,3</b>	<b>8,5</b>	<b>9,5</b>	<b>10,4</b>	<b>7,6</b>	<b>9,7</b>	<b>8,8</b>	<b>9,9</b>		<b>10,5</b>	<b>9,2</b>

Source : Calcul de la DEFF sur la base des données de la Bourse des valeurs de Casablanca.

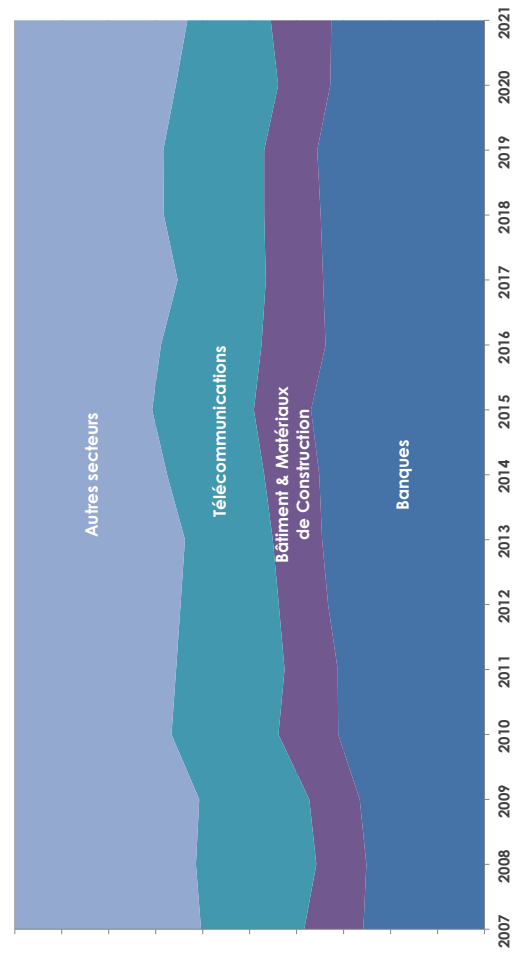
(1) Le ratio de liquidité est une moyenne mensuelle du volume mensuel non doublé des marchés central et de blocs sur la capitalisation fin de mois, calculés sur une année glissante.

## Structure de la capitalisation boursière par secteur d'activité

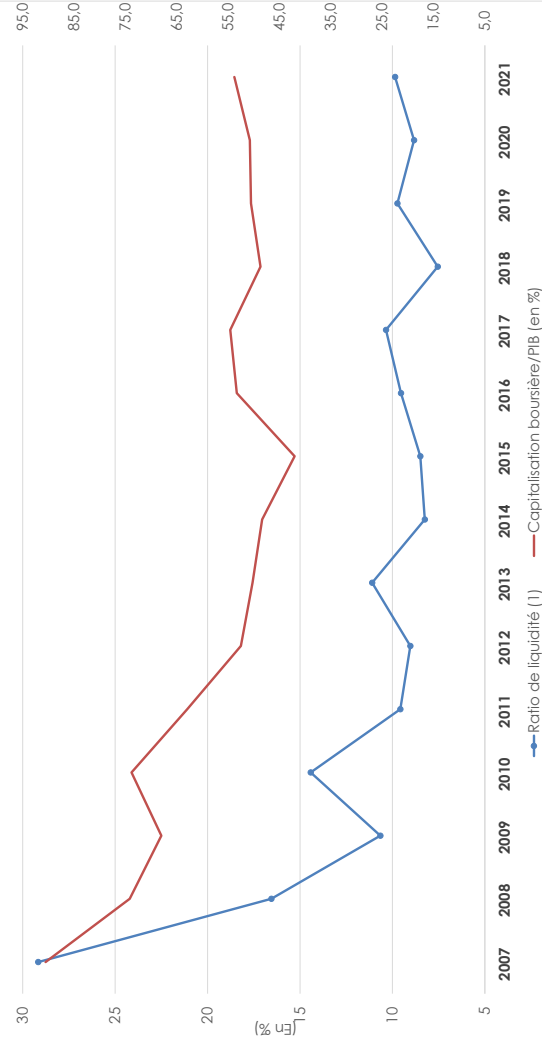
En %	Moyenne											Moyenne								
	93-99	00-09	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	10-14	15-21	
Banques	31,8	25,5	25,8	25,2	26,6	31,1	31,3	33,3	34,6	35,2	36,9	33,8	34,4	34,9	35,6	32,8	32,6		33,0	34,3
Télécommunications			22,0	25,6	23,4	22,8	23,1	20,9	18,7	20,7	21,7	21,4	18,8	21,4	21,5	21,8	17,7		21,4	20,5
Bâtiment & Matériaux de Construction			12,7	10,7	10,8	12,7	11,3	10,5	10,5	11,7	12,2	13,6	12,2	12,0	11,3	11,1	12,9		11,4	12,2
Autres secteurs			39,2	39,7	38,6	33,4	34,3	35,3	36,2	32,4	29,2	31,1	34,7	31,7	31,6	34,3	36,7		34,3	33,0

Source : Calcul de la DEFF sur la base des données de la Bourse des valeurs de Casablanca.

## Structure de la capitalisation boursière par secteur d'activité



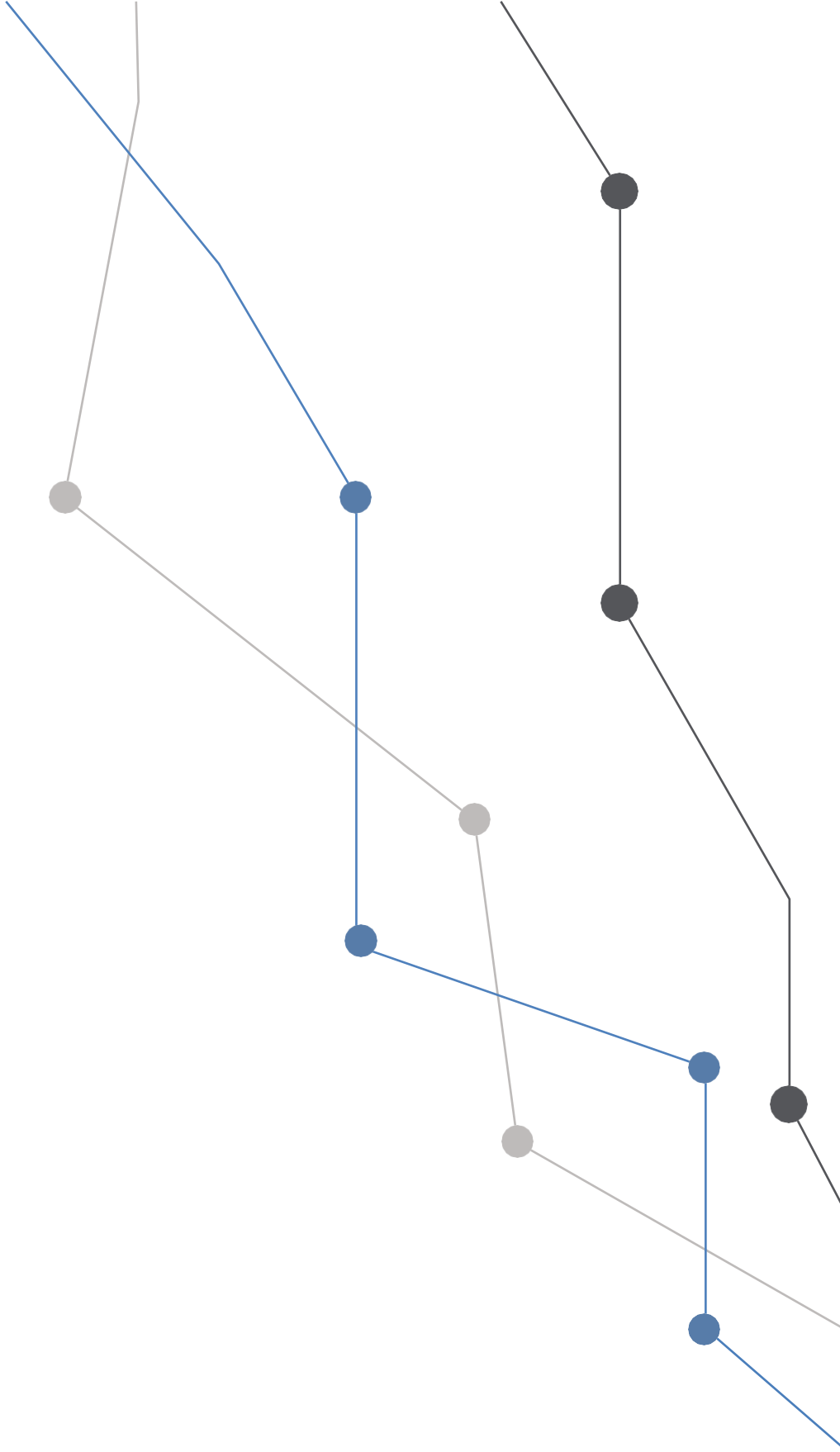
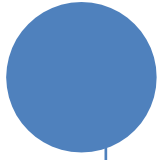
## Capitalisation boursière en % du PIB et du ratio de liquidité de la bourse de casablanca







Prix





## Variation de l'indice des Prix à la Consommation (1)

(En %)	Moyenne										Moyenne								
	90-99	00-09	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	10-14	15-22
<b>Produits alimentaires</b>	<b>4,5</b>	<b>2,3</b>	<b>7,1</b>	<b>1,0</b>	<b>1,2</b>	<b>1,3</b>	<b>2,3</b>	<b>2,4</b>	<b>-1,1</b>	<b>2,7</b>	<b>2,7</b>	<b>0,1</b>	<b>2,2</b>	<b>-0,8</b>	<b>0,9</b>	<b>0,8</b>	<b>11,0</b>	<b>1,2</b>	<b>2,4</b>
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées			7,4	0,9	1,2	1,4	2,4	2,2	-1,2	2,6	2,8	0,0	2,0	-1,4	1,0	0,6	11,3	1,2	2,3
Boissons alcoolisées et tabac			2,4	3,4	0,1	0,0	0,2	5,4	1,7	4,0	1,5	1,1	8,4	10,9	0,8	3,5	3,4	1,5	4,1
<b>Produits non alimentaires</b>	<b>4,3</b>	<b>1,6</b>	<b>1,3</b>	<b>0,9</b>	<b>0,9</b>	<b>0,6</b>	<b>0,6</b>	<b>1,5</b>	<b>1,6</b>	<b>0,7</b>	<b>0,7</b>	<b>1,4</b>	<b>1,1</b>	<b>0,9</b>	<b>0,5</b>	<b>1,8</b>	<b>3,9</b>	<b>1,0</b>	<b>1,4</b>
Articles d'habillements et chaussures			1,8	1,0	0,5	1,6	2,1	1,6	2,1	0,6	1,1	1,4	1,2	1,2	0,3	1,9	4,8	1,6	1,6
Logements, eau, électricité et autres combustibles			0,9	0,8	0,5	0,5	0,5	1,1	2,5	3,3	1,0	1,2	0,5	0,7	0,6	0,8	1,0	1,0	1,1
Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer			1,5	1,9	0,8	0,8	0,1	0,2	0,8	0,3	0,6	0,5	0,2	0,4	0,2	1,1	5,1	0,5	1,0
Santé			0,3	0,9	0,9	0,3	0,7	0,9	-0,2	-0,3	0,3	0,7	0,2	0,5	0,9	0,2	0,1	0,5	0,3
Transport			1,8	0,2	0,0	-0,1	3,2	3,2	2,6	-3,2	-0,1	1,7	2,2	0,2	-1,6	5,9	12,2	1,8	2,1
Communication			-1,5	-4,5	-1,1	-5,4	-19,6	-9,2	-4,6	0,2	-0,2	-0,2	1,0	3,3	-0,4	-0,2	0,3	-8,2	0,5
Loisirs et culture			-0,6	-0,6	-0,7	-0,7	0,5	0,4	-0,9	0,3	1,6	0,5	0,1	0,2	-0,9	0,8	4,1	-0,3	0,8
Enseignement			3,3	5,4	4,1	4,1	3,8	5,5	3,4	2,9	2,3	2,7	2,6	3,5	2,7	1,6	2,2	4,2	2,5
Restaurants et hôtels			2,8	1,8	2,4	1,7	2,0	3,2	2,5	2,3	2,5	3,2	1,1	1,4	1,1	1,0	2,8	2,4	1,9
Biens et services divers			2,2	2,0	1,7	2,1	1,4	1,3	1,2	0,6	0,2	0,8	1,9	0,7	1,4	2,3	3,4	1,5	1,4
<b>Indice général</b>	<b>4,4</b>	<b>1,9</b>	<b>3,7</b>	<b>1,0</b>	<b>0,9</b>	<b>0,9</b>	<b>1,3</b>	<b>1,9</b>	<b>0,4</b>	<b>1,6</b>	<b>1,6</b>	<b>0,7</b>	<b>1,6</b>	<b>0,2</b>	<b>0,7</b>	<b>1,4</b>	<b>6,6</b>	<b>1,1</b>	<b>1,8</b>

Source : Calcul de la DEFP sur la base des données du Haut Commissariat au Plan.

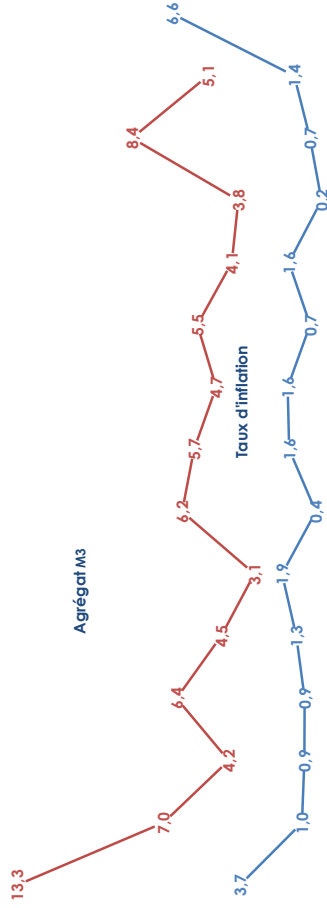
(1) pour 2005 et 2004 les variations concernent l'indice du coût de la vie base 1989.

## Variation annuelle de l'indice des prix à la production

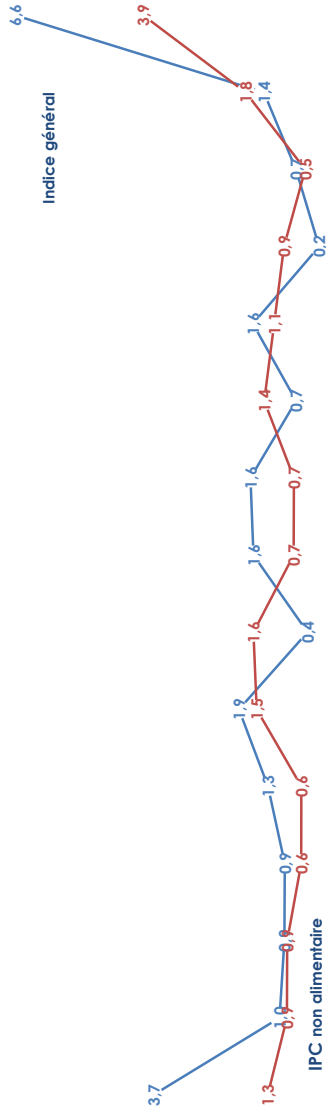
(En %)	Moyenne										Moyenne								
	00-09	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	10-14	15-21
<b>Mines</b>	<b>3,4</b>	<b>28,0</b>	<b>6,0</b>	<b>-1,2</b>	<b>1,0</b>	<b>0,2</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,3</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,1</b>	<b>0,3</b>	<b>-0,1</b>
Extraction d'hydrocarbures, services annexes	6,8	9,4	35,0	-13,8	8,2	-0,4	13,7	1,6	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,5	0,0
Extraction, exploitation et enrichissement de minerais méta	6,2	29,1	17,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres industries extractives	2,6	28,2	2,8	-1,3	1,2	0,2	0,0	0,1	0,3	-0,2	-0,4	0,0	0,1	0,1	-0,3	0,2	0,2	0,4	-0,1
<b>Electricité</b>	<b>-2,0</b>	<b>3,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>1,5</b>	<b>5,3</b>	<b>3,9</b>	<b>3,9</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,3</b>	<b>1,8</b>
<b>Industrie hors raffinage de pétrole</b>	<b>1,6</b>	<b>2,2</b>	<b>13,4</b>	<b>-8,2</b>	<b>-2,0</b>	<b>8,2</b>	<b>1,7</b>	<b>-0,9</b>	<b>-2,1</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,6</b>	<b>2,6</b>	<b>0,6</b>	<b>-1,2</b>	<b>4,3</b>	<b>0,9</b>	<b>0,9</b>
Industries alimentaires	1,7	-0,4	9,5	-0,6	-0,9	4,5	3,1	1,5	-0,7	-0,8	-0,3	0,3	0,1	-0,1	2,8	5,5	1,1	1,5	1,1
Industries d'habillement	-0,4	-0,6	0,1	0,6	-0,3	0,6	0,8	0,7	1,1	2,8	0,8	0,0	0,7	2,1	0,9	0,3	0,6	0,6	1,1
Industrie chimique et parachimique	3,9	6,2	58,0	-32,2	-11,6	36,7	2,1	-9,5	-11,7	-0,2	-0,2	2,1	12,1	3,0	-9,2	10,1	-0,3	-0,3	2,3
Métallurgie	2,9	6,4	5,2	-9,3	-0,6	7,9	-0,7	-1,2	-0,2	-1,6	-2,2	0,4	-0,2	-2,3	-6,3	17,8	1,0	0,6	0,6
Industrie automobile	0,4	0,0	0,5	0,9	0,3	-0,7	-0,2	-0,2	-0,3	1,3	-0,1	-0,7	0,2	0,3	0,1	0,4	-0,2	-0,2	0,2

Source : Calcul de la DEFP sur la base des données du Haut Commissariat au Plan.

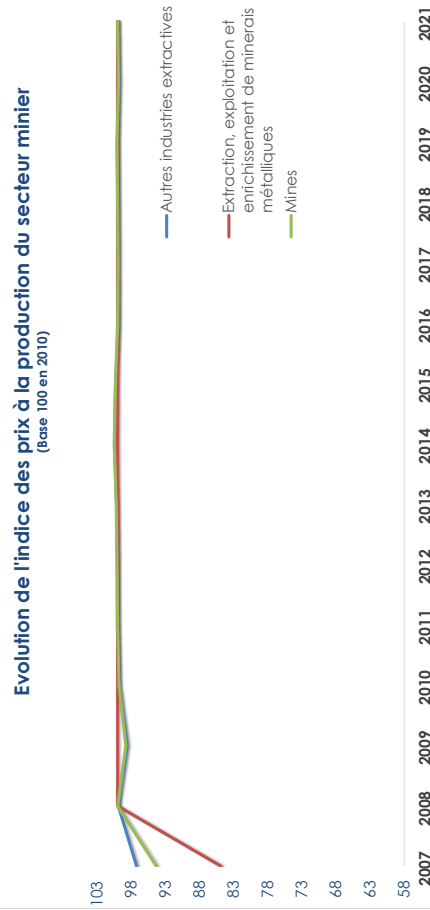
Evolution du taux d'inflation et de la variation de l'agrégat monétaire M3



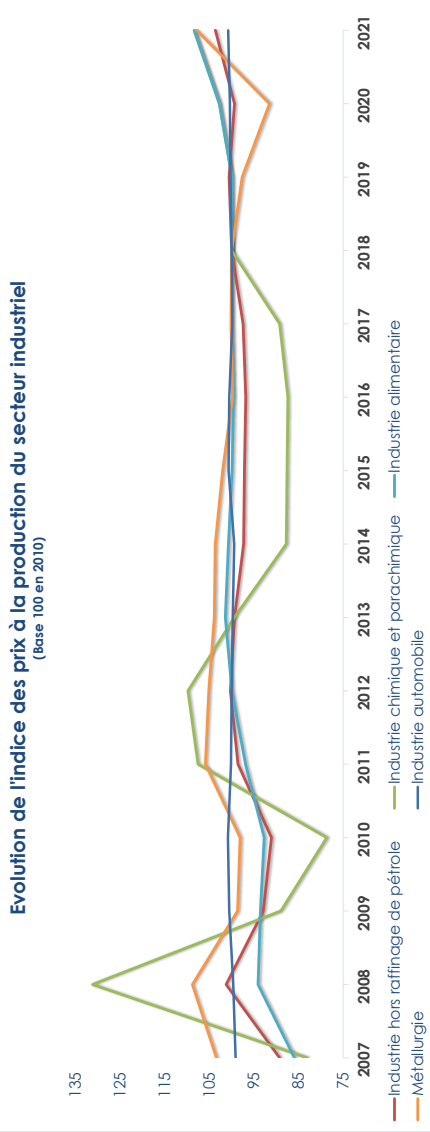
Variation de l'indice des prix à la consommation



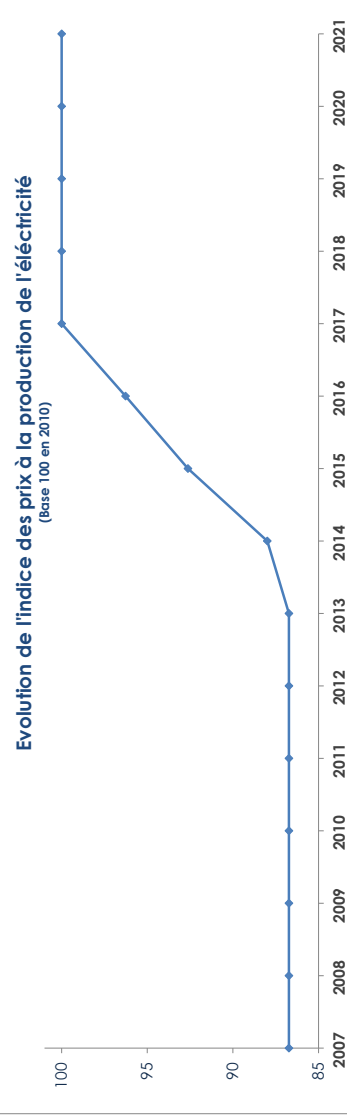
Evolution de l'indice des prix à la production du secteur minier



Evolution de l'indice des prix à la production du secteur industriel



Evolution de l'indice des prix à la production de l'électricité



## Evolution des Taux d'intérêt sur le marché monétaire

	Moyenne											Moyenne							
	90-99	00-09	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	10-14	15-21
<b>Taux d'intervention de BKAM sur le marché monétaire</b>																			
7 jours (appel d'offre)			3,25	3,50	3,25	3,25	3,25	3,00	3,00	2,63	2,50	2,25	2,25	2,25	2,25	1,50	1,50	3,0	2,1
24 heures (à l'initiative de Bank Al-Maghrib)			4,25	4,25	4,25	4,25	4,00	4,00	4,00	3,63	3,50	3,25	3,25	3,25	2,50	2,50	4,0	3,1	
<b>Taux interbancaire</b>			<b>3,29</b>	<b>3,37</b>	<b>3,35</b>	<b>3,29</b>	<b>3,28</b>	<b>3,19</b>	<b>3,06</b>	<b>2,95</b>	<b>2,51</b>	<b>2,28</b>	<b>2,28</b>	<b>2,28</b>	<b>1,79</b>	<b>1,50</b>	<b>3,2</b>	<b>2,1</b>	
<b>Taux des comptes sur carnets</b>			<b>2,41</b>	<b>3,10</b>	<b>3,11</b>	<b>3,11</b>	<b>2,96</b>	<b>3,04</b>	<b>3,74</b>	<b>3,01</b>	<b>2,12</b>	<b>1,86</b>	<b>1,86</b>	<b>1,88</b>	<b>1,74</b>	<b>1,03</b>	<b>3,2</b>	<b>1,8</b>	
<b>Taux moyens pondérés des dépôts</b>																			
Taux de dépôts à 6 mois			3,42	3,58	3,42	3,31	3,32	3,48	3,56	3,65	3,57	2,79	2,79	2,77	2,56	2,29	3,5	2,8	
Taux de dépôts à 12 mois			3,67	3,91	3,81	3,69	3,76	3,84	3,83	3,89	3,80	3,12	3,12	3,09	2,87	2,60	3,8	3,1	
<b>Taux d'intérêt débiteurs</b>			<b>6,17</b>	<b>6,25</b>	<b>6,51</b>	<b>6,34</b>	<b>6,35</b>	<b>6,30</b>	<b>6,23</b>	<b>6,00</b>	<b>5,73</b>	<b>5,26</b>	<b>5,53</b>	<b>5,15</b>	<b>4,55</b>	<b>4,39</b>	<b>6,2</b>	<b>5,1</b>	
Comptes débiteurs et crédits de trésorerie			6,19	6,48	6,65	6,34	6,32	6,30	6,20	5,97	5,71	5,21	5,57	4,89	4,32	4,05	6,2	4,9	
Crédits à l'équipement			6,07	5,98	6,26	6,11	6,10	6,00	5,93	5,74	5,07	4,98	5,03	4,92	4,37	4,47	6,0	4,8	
Crédits immobiliers			5,24	5,35	5,85	6,27	6,27	6,11	6,12	5,99	5,84	5,38	5,28	5,26	5,04	4,70	6,2	5,2	
Crédits à la consommation			7,63	7,07	7,30	7,33	7,33	7,34	7,38	7,33	7,16	6,71	6,64	6,76	6,49	6,53	7,3	6,7	

Source : Bank Al-Maghrib.

## Evolution des taux de change en dirhams des principales monnaies étrangères (1)

	Moyenne											Moyenne							
	90-99	00-09	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	10-14	15-21
1 Euro			11,218	11,353	11,250	11,151	11,250	11,091	11,155	11,156	10,829	10,851	10,927	11,091	10,769	10,823	10,633	11,2	10,8
1 Dollar E.U			8,195	7,734	8,087	8,424	8,085	8,627	8,409	8,407	9,766	9,804	9,697	9,383	9,616	9,502	8,992	8,4	9,5
1 Livre sterling			16,399	14,313	12,631	12,997	12,962	13,673	13,137	13,841	14,923	13,295	12,476	12,542	12,291	12,179	12,369	13,3	12,9
1 Franc suisse			6,828	7,153	7,449	8,087	9,145	9,202	9,064	9,186	10,161	9,953	9,844	9,597	9,673	10,113	9,834	8,9	9,9
100 Yens japonais			6,957	7,508	8,644	9,613	10,154	10,816	8,622	7,949	8,071	9,032	8,644	8,501	8,818	8,895	8,190	9,4	8,6
Indice du TCEN (2)(base 100=2010)			100,6	101,3	103,0	100,0	100,2	99,8	101,8	103,0	102,1	103,8	105,0	106,7	109,3	111,4	115,0	101,0	107,6
Indice du TCER (3)			103,6	103,3	104,8	100,0	97,5	95,4	97,0	97,0	96,8	98,9	98,5	99,3	100,0	100,6	101,0	97,4	99,3

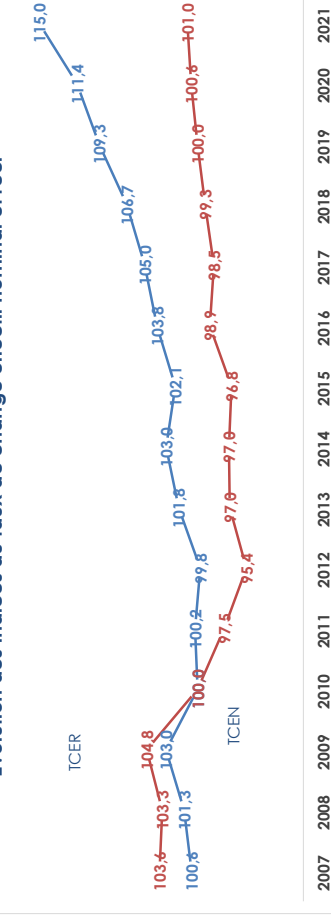
Source : Bank Al-Maghrib et FMI.

1) Cours de vente annuel moyen.

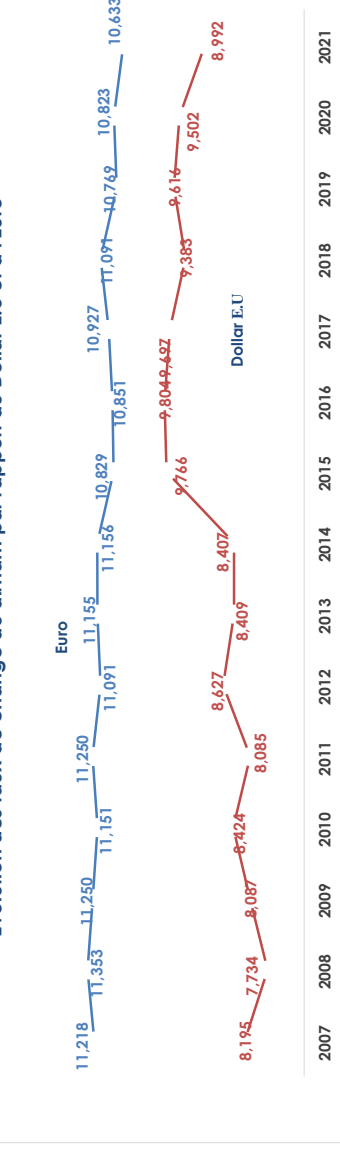
2) Taux de change effectif nominal : moyenne géométrique des taux de changes bilatéraux pondérés par la structure du commerce extérieur.

3) Taux de change effectif nominal déflaté par le différentiel d'inflation (indice des prix à la consommation) entre le Maroc et ses principaux partenaires

## Evolution des indices du taux de change effectif nominal et réel



## Evolution des taux de change du dirham par rapport au Dollar E.U et à l'Euro





# DEPF > TABLEAU DE BORD

---



## CONTACT

### Adresse

#### DEPF

Boulevard Mohamed V. Quartier  
Administratif,  
Rabat-Chellah Maroc



### Téléphone

(+212) 5 37.67.74.15/16

### Online

Email : [depf@depf.finances.gov.ma](mailto:depf@depf.finances.gov.ma)  
Site web: [depf.finances.gov.ma](http://depf.finances.gov.ma)

Imprimerie de la DAAG